

# OBSERVATOIRE URBAIN DU CAIRE CONTEMPORAIN

Lettre d'information – n° 5 – Hiver 2004



# SOMMAIRE



## PROGRAMME DE RECHERCHES

- TERRITORIALITÉS SAHARIENNES 4  
Olivier Pliez - Sassia Spiga
- L'HISTOIRE DES JARDINS DU CAIRE 6  
JUSQU'AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE  
Vincent Battesti
- BOOK PROPOSAL: CAIRO COSMOPOLITAN 8  
Diane Singerman - Paul Amar

Couverture : photo Salwa Rashad



LETTRE DE L'OUCC N°5  
DÉCEMBRE 2003

## DOSSIER : ALEXANDRIE

- ALEXANDRIE, CITÉ PORTUAIRE OTTOMANE 12  
Michel Tuchscherer
- UN RÉSEAU D'ÉTUDE SUR LE BÂTI OTTOMAN D'ALEXANDRIE 13  
Jean-Yves Empereur
- EAIS PROJECTS IN ALEXANDRIA 14  
Naguib Amin
- TOPOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE AU SERVICE DU SIG 16  
Cécile Shaalan
- L'HABITAT SPONTANÉ À ALEXANDRIE 20  
Khadine Bouzada, Mahfoud Elafri, Walid Houadkia
- LES TRANSPORTS EN COMMUN 26  
Lars Gaiser
- ALEX MED 29  
Mohammed Awad
- AMKENAH, UNE REVUE LITTÉRAIRE ALEXANDRINE 30  
Alaa Khaled, Salwa Rashad

## RECHERCHES EN COURS

- LE CAS DES ZABBÂLÎN DU CAIRE 34  
Soazig Dollet  
– COMPTE RENDU D'UN MÉMOIRE DE DEA 40  
– REVUE DE PRESSE
- SPÉCIAL GÉOGRAPHIE 45  
Mohamed Ahmed Alî, Amâl Ismâ'îl Shâwer  
Ahmed Moharem Ismâ'îl, Samâh Sayîd

## CHRONOLOGIE DE L'ÉGYPTE

- Lucie Habib 50

## É D I T O R I A L

Cette lettre de l'OUCC paraît dans une période de transition. Eric Denis a quitté le Cedej en août 2003, remplacé par Olivier Pliez, chargé de recherche au CNRS, qui assume désormais la fonction de coordinateur de l'OUCC (Observatoire urbain du Caire contemporain). Par ailleurs, Philippe Tastevin, anthropologue, vient d'obtenir une bourse de recherche afin de mener à bien la préparation de sa thèse sur la notion de propreté dans les villes égyptiennes. Il continue ainsi à animer la vie de l'Observatoire avec un nouveau statut et de nouveaux projets.

La lettre de l'OUCC porte la marque de changements initiés depuis quelques années déjà et amenés à se poursuivre dans l'avenir. Elle reflète la poursuite de la politique documentaire pilotée par Hala Bayoumi, ainsi que les évolutions des travaux des chercheurs et des doctorants.

Les recherches présentées dans cette lettre portent évidemment sur Le Caire mais aussi sur le Soudan, les migrations internationales et Alexandrie, à laquelle le dossier est consacré, attestant du fait que si des programmes s'achèvent, d'autres se poursuivent ou se mettent en place ; rappelant aussi que l'Observatoire du Caire tend à devenir, depuis plusieurs années, « un Observatoire socio-spatial de l'Égypte et du Soudan ». Cette évolution s'inscrit évidemment dans le cadre géographique de compétence du Cedej, à cheval sur le Soudan et l'Égypte mais aussi dans les nouveaux questionnements auxquels la recherche sur les sociétés et leurs espaces est confrontée.

La politique documentaire connaît aussi des changements. Notre décision de numériser l'intégralité du fonds cartographique (6 600 cartes), le plus important d'Égypte, s'inscrit dans la tendance actuelle des centres de documentation cartographique qui transfèrent leurs fonds-papier sur support numérique afin de protéger les cartes, notamment les plus anciennes, mais aussi afin de pouvoir plus aisément les déplacer ou les échanger avec les personnes intéressées par l'utilisation des cartes d'Égypte. Nos motivations sont donc de divers ordres : protéger, inventorier, diffuser et, par conséquent, valoriser un fonds.

À moyen terme, le transfert du fonds cartographique sur support numérique, qui s'opère parallèlement à l'achèvement du référencement des cartes sur une base de données, rendra plus accessible la consultation du fonds par les chercheurs qui se rendent au Cedej mais aussi par ceux qui veulent préparer un séjour de terrain en Égypte. Ils pourront consulter en ligne la base de données cartographique de l'OUCC.

Par ailleurs, dans la continuité du partenariat avec le CAPMAS, qui vient d'aboutir avec l'édition du CD *100 ans de recensements en Égypte*, un travail de longue haleine se met en place qui consiste en la création d'une encyclopédie de l'Égypte. L'objectif est de collecter toute l'information spatiale disponible, à l'échelle des villes et des villages du pays ■

OLIVIER PLIEZ

PROJET DE RECHERCHE

## TERRITORIALITÉS SAHARIENNES

**OLIVIER PLIEZ**

Coordinateur principal - Cedej

**SASSIA SPIGA**

Coordinateur adjoint - LRNA

**L**e Sahara contemporain, loin des clichés qui servent généralement à le caractériser, est de plus en plus urbanisé, parsemé de villes où se concentre aujourd'hui la majeure partie des populations. Ces villes ont souvent été des créations des pouvoirs publics, soucieux de consolider les frontières héritées de la colonisation et d'encadrer les espaces périphériques des territoires d'État. Mais le bilan de cette urbanisation saharienne étatique est aujourd'hui mitigé car elle est à la fois fragilisée par sa dépendance aux subsides publics et débordée par de nouveaux moteurs des changements sociaux et spatiaux.

C'est notamment le cas des migrations internationales au départ de l'Afrique subsaharienne qui connaissent de profonds bouleversements depuis le début des années 1990. Pour atteindre les « forteresses du Nord », la migration par étapes redevient un scénario fréquent et le long des itinéraires empruntés par les migrants, des villes du Sahara de taille variable affirment ou réaffirment leurs fonctions de transit. Les circulations migratoires participent ainsi à la construction d'une hiérarchie urbaine transnationale en porte-à-faux avec les réseaux urbains nationaux.

Le projet se fonde sur l'hypothèse que les villes du Sahara sont les points d'ancrage de nouveaux territoires transnationaux qui se tissent depuis le Sahel jusqu'aux capitales de l'Afrique du Nord. L'importance des circulations migratoires des Subsahariens aujourd'hui fait écho aux réseaux commerçants ou nomades d'hier, participant à la construction de territoires selon une logique en porte-à-faux avec celle que les États issus des indépendances avaient tenté d'imposer.

### LA PRODUCTION DES LIEUX

Il s'agira d'abord de comprendre où et comment, par leur mobilité, leurs pratiques et leur mise en relation avec les autres citoyens, les migrants subsahariens favorisent la production de nouvelles formes urbaines et de nouvelles identités urbaines.

La construction de la ville d'État n'a pas intégré la dimension transnationale des espaces dans lesquels elle avait été construite. Les migrants occupent pourtant une place croissante dans cette ville ; ils vivent dans ses loge-

ments, animent ses secteurs commerciaux, l'ancrent à de nouveaux réseaux. Comment s'approprient-ils ces espaces, s'y installent-ils, les signifient-ils ?

Les lieux urbains des territoires de la circulation se greffent dans les interstices de la ville d'État à laquelle ils se juxtaposent ou se surimposent, en sont parfois presque autonomes. Nous essaierons de décrire et de comprendre le rôle que jouent ces migrants africains dans la création de marchés urbains, de centres commerciaux, de gares routières, de lieux de prière mais aussi de nouveaux quartiers d'habitation. Quelles formes de sociabilité se développent dans tous ces lieux ? Comment se redéfinissent les frontières culturelles entre les groupes qui cohabitent dans les espaces urbains ?

### LES RÉSEAUX URBAINS FACE AUX TRAMES URBAINES NATIONALES

La production urbaine à l'initiative des pouvoirs publics, des sociétés locales et des migrants répond à des logiques souvent divergentes. Que se passe-t-il lorsque les aménageurs nient les lieux produits par les circulations migratoires, au risque de voir se juxtaposer une ville étatique en crise et une ville informelle dynamique, car elle capte les réseaux d'échange ? Au contraire, comment d'autres villes tirent-elles parti de ce transit ? Enfin, com-

Le programme de recherche « Territorialités sahariennes. Nouvelles configurations urbaines et circulations migratoires entre les deux rives du Sahara » est financé par l'Action concertée incitative ESPACES ET TERRITOIRES (3 ans).

Couverture géographique : Algérie, Burkina-Faso, Égypte, Libye, Mauritanie, Niger, Soudan, Tunisie.

Noyau de l'équipe : 10 universitaires, chercheurs ou doctorants, ouest-africains, maghrébins et français.



Principaux flux migratoires transsahariens et lieux d'enquêtes envisagés

ment les migrants, nombreux à définir leur projet migratoire dans des capitales saharo-sahéliennes, s'inscrivent-ils dans des clivages socio-spatiaux ethniques et/ou confessionnels déjà marqués ?

Par ailleurs, ce n'est pas la ville spatialement circonscrite qui fait sens pour ces migrants mais un réseau urbain disjoint fait de lieux de transit, d'attente ou d'installation. Comment les migrants relient-ils les lieux qui jalonnent les itinéraires qu'ils empruntent ? Comment participent-ils de la construction de réseaux sociaux ?

Comment se dessinent, dans l'itinérance, l'apprentissage des lieux, des langues, de la citoyenneté, de la catégorisation des espaces (selon leur accessibilité, leur dangerosité, les opportunités qu'ils sont censés offrir...) ? Des observations qualitatives sont à faire dans la continuité des quelques enquêtes déjà menées pour mieux décrypter les logiques multiples qui sous-tendent ces trajectoires mais aussi pour mieux apprécier la pluralité des investissements – économiques et religieux – consentis par ces migrants en ces lieux transitoires et pour en comprendre le sens et les incidences dans le processus de construction territoriale.

## L'ARTICULATION ENTRE LES TERRITOIRES

Un troisième objectif consistera à comprendre comment et à l'initiative de qui s'articulent les différents territoires – circulatoire, nomade, étatique ou supra-étatique – qui se superposent.

La dispersion des nomades entre plusieurs États, consécutive aux guerres, aux sécheresses et aux sédentarisations,

et l'urbanisation massive des populations du Sahara central constituent le socle des circulations migratoires entre Afrique noire et monde arabe aujourd'hui. Car c'est de ville à ville que les nomades d'hier deviennent les acteurs des mobilités d'aujourd'hui. Comment et dans quel cadre s'est opérée cette reconversion ? Une histoire récente est à saisir par la collecte de biographies individuelles et familiales. Elle nous renseigne sur la mise en place rapide des circulations migratoires mais aussi sur la propension des populations sahariennes à animer ces mouvements en jouant sur les lieux qui composent leur propre territoire. Comment, par exemple, le cadre familial ou tribal est-il mobilisé et redéployé dans un espace transnational ?

Il sera aussi intéressant de porter attention à l'évolution des cadres institutionnels de l'intégration régionale. Comment les groupements interétatiques s'articulent-ils aux territoires migratoires et contribuent-ils à leur construction ? Ces dispositifs constituent une toile de fond qui ne peut être négligée pour comprendre les processus de territorialisation sous leurs multiples facettes.

Notre volonté est de contribuer à un décloisonnement qui puisse transcender les découpages géographiques classiques (Afrique noire, Sahara, Maghreb, voire Europe du Sud) afin d'envisager la construction d'un savoir fondé sur le comparatisme en différents points de l'espace migratoire qui nous intéresse. L'équipe ambitionne de participer au renforcement de la collaboration à l'échelle des « deux Afriques », Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, où se situent les différents terrains d'enquêtes ■

GROUPE DE RECHERCHE

## L'HISTOIRE DES JARDINS DU CAIRE JUSQU'AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

VINCENT BATESTI

Vincent.Battesti@cedej.org.eg

Dans le cadre de travaux préparatoires au musée de l'Architecture islamique du Caire (qui succède au musée d'Art islamique), une équipe pluridisciplinaire de chercheurs a été formée par le CFCC et chargée de proposer une réflexion sur l'histoire des jardins au Caire jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette limite au XVIII<sup>e</sup> siècle est encore sujette à discussion car, par exemple, si le siècle suivant marque une profonde modification d'ordre urbanistique au Caire (urbanisme d'inspiration européenne), outre qu'elle n'aura pas été la première, un intérêt certain réside justement dans l'articulation entre ces deux époques avec l'introduction des nouveaux parcs et jardins publics.

L'objectif originel de cette réflexion sur une histoire des jardins au Caire est d'alimenter les besoins des travaux de la re-création du jardin du Musée, de la scénographie, d'un catalogue, d'une base de données, d'un cédérom qui accompagneront cette rénovation du musée. Au-delà, il s'agit également de fournir des outils de connaissance pour d'éventuelles autres res-

taurations de jardins au Caire. Il n'existe en effet pas de synthèse disponible sur la question des jardins, espaces verts, publics et privés, alors qu'abonde la littérature sur le bâti proprement dit.

Le but n'est pas, dans un premier temps tout au moins, d'être exhaustif sur l'histoire des jardins caiotes, mais de fournir suffisamment d'éclairages pertinents sur la question pour en avoir une vue synthétique opérationnelle.

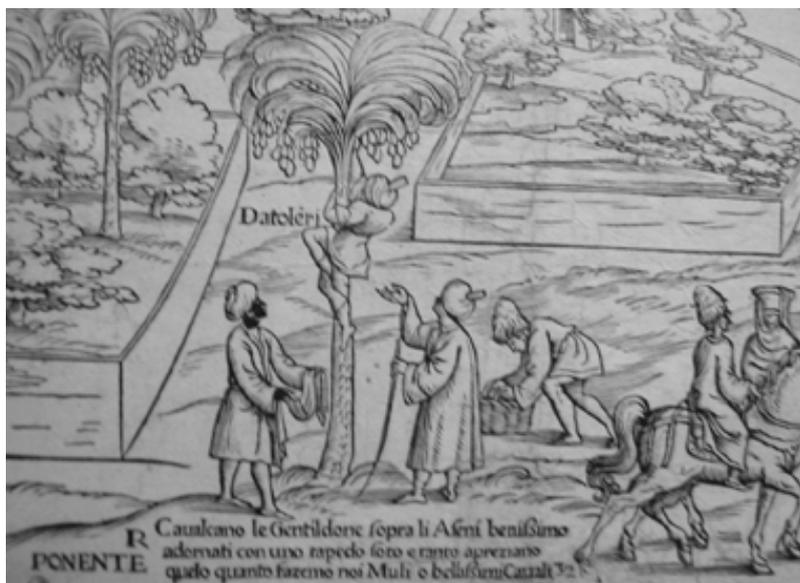
Ce groupe de travail (à majorité égyptienne) est interdisciplinaire puisqu'il réunit conservateur, anthropologue, ethnobotaniste, botaniste, architecte, paysagiste, scénographe, historien, spécialiste des manuscrits, spécialiste des systèmes hydrauliques, historien de la littérature, photographe. De fait, ses membres proviennent de divers horizons institutionnels : Cedej, Dar al-Kutub, Ifao, ministère de la Culture (Le Caire), Muséum national d'histoire naturelle (Paris), Université du Caire, École d'architecture (Versailles)...

La synthèse de l'histoire des jardins au Caire, principalement aux époques mamelouke et ottomane, reste entièrement à faire. Chaque membre de ce groupe de travail nourrit aussi une réflexion collective à partir de

son domaine de compétence et d'enquête. Si l'on prend l'exemple de l'étymologie, des mots pour dire le jardin — qui varient selon le type de jardin, selon ce que l'on désigne, mais aussi selon les époques —, chacun alimente ce lexique historique avec ce qu'il trouve en explorant son champ de travail.

Une des étapes de ce travail est de « défricher » des manuscrits de la Bibliothèque nationale, Dar al-Kutub, pour répertorier les documents qui contiennent soit une iconographie intéressante, soit des descriptions de jardins. Il est probable que les actes notariés fourniront les relevés les plus exhaustifs de jardins. Il convient également de com-

Jardins autour de la cité du Caire, en bordure du Nil : récolte de dattes, (détail), 1549, Matteo Pagano. Gutenberg Museum, Mayence.  
Photo: Vincent Battesti



prendre ce que l'architecture et l'histoire de l'architecture peuvent nous apprendre sur ce sujet. Un relevé historique des jardins existants et disparus permettra de spatialiser leur implantation, leur articulation dans la ville et d'en saisir l'évolution. Si le jardin peut être appréhendé comme une architecture composée de matières végétales, un travail ethnobotanique se révèle aussi indispensable pour savoir quelles essences de plantes sont présentes au Caire, et déterminer dans quelles conditions et à quelles époques de nouvelles espèces ont été introduites. Une autre dimension restera à explorer, celle d'un imaginaire littéraire et jardinier des siècles mamelouks et ottomans, en particulier à travers la poésie, dont l'écriture peut être liée à la fréquentation « réelle » des jardins du Caire islamique. Par ailleurs, les descriptions coraniques et prophétiques du paradis ont fourni un modèle de réalisation de jardins ; la littérature romanesque utilise, elle, le jardin comme un décor signifiant. Une dernière dimension abordée ici sera plus anthropologique. Il s'agira d'exposer ce que les jardins ont représenté dans l'histoire du Caire : ont-ils été des « espaces publics », des jardins uniquement privés, des vergers privés et de rapport mais ouverts au public, et quel public ? Quelles pratiques urbaines ces jardins ont-ils suscitées et quelles motivations étaient à la base de leur création ?

**RECHERCHE ET DOCUMENTATION :**

Mohamed Abu el-Amayyam (Ifao)  
 Françoise Aubaile (Cnrs, Muséum nat. d'Hist. Naturell)  
 Vincent Battesti, coordinateur (Cedej)  
 Arnaud de Boistesselin (Cfcc)  
 Ayman Fouad (Ifao)  
 Sawsan Noweir (École de Versailles/IRD)  
 Mona Tolba (Université du Caire)  
 Mohammed Shishtawi (Université du Caire)

**INSTITUTION :**

Mohamed Mabrouk, directeur des musées (min. de la Culture)  
 Refat Elal, directeur de l'Institut de recherche sur le patrimoine scientifique (Université du Caire, Académie des sciences, Dar al-Kutub)  
 Musée d'Art islamique  
 Maison de la Sagesse

L'ensemble de ces travaux du groupe de recherche sur l'histoire des jardins au Caire (débuté à la mi-2003) dépasse la prétention d'être un outil immédiat à la disposition de la rénovation du musée de l'Architecture islamique du Caire ; il est envisagé de soumettre à publication cette première synthèse dans le courant de l'année 2004 sous la forme d'un ouvrage collectif ■

Vue du jardin de Mourâd Bey à Gyzeh. Graveur : Protain  
 Photog. d'une gravure extraite de la *Description de l'Égypte, Environs du Kaire - Etat Moderne vol. I, pl. 17*  
 Paris, Imprimerie impériale, 1809



7  
 O  
 U  
 C  
 C

BOOK PROPOSAL

**CAIRO COSMOPOLITAN : WORLD CAPITAL OF MYTHS AND MOVEMENTS**

**DIANE SINGERMAN  
PAUL AMAR**

About four years ago a group began to come together to create a comprehensive, contemporary social science volume on Cairo. Through a series of meetings at CEDEJ and conferences in Europe and in the US, we compiled a new set of questions, perspectives, and case studies on Cairo. Then the project fell dormant for about two years. But we believe our work on Cairo is more urgent and useful than ever, particularly given the events of the past two years. In the recent period, we have witnessed the heating up of «methodology wars» in the social sciences that have raised questions about the relevance of local-scale qualitative studies and the alleged failures of area studies; and we have participated in the struggles of Middle East specialists to offer more comprehensive, critical, and grounded analyses of the radicalized «Arab street,» the war on terrorism, or the occupation in Iraq.

In this context, Cairo has again become an object of global public interest and fascination, as the capital of a region overrun by war, terror, imperialism, authoritarianism, social protest, and urban resistance. But analysis of these contentious phenomena has been prejudiced by the resurgent power and relevance of ‘orientalist’ and ‘exceptionalist’ metanarratives in the media and in social science discourse. These metanarratives or hegemonic myths continue to designate urban Cairo as an epicenter of alterity and exoticism, shifting between positions of menace and irrelevance. We believe that our fieldwork experience, grounded analysis, and reflexive qualitative work can provide an important alternative perspective.

**DRAFT INTRODUCTION :**

Today’s Cairo is the largest and most diverse metropolis of three intersecting world regions: Africa, the Middle East, and the Mediterranean. The capital of Egypt is an entrepôt that hosts contact between border-crossing peoples and a laboratory that generates new transnational concerns, state practices, socio-political mobilizations, and urban solutions. This strategic mega-city serves as a point of origin, intersection, and experimentation: generating new practices, myths, and movements in the areas of international security, state coercion, religio-nationalist militancy, democratization, gender politics, and urban development. The local dynamics of this metropolis have global implications.

Cairo—referred to as the ‘City Victorious’ and ‘Mother of the World’—operates as the political capital of the Arab League and pan-African institutions, and as the guardian of a majority of humanity’s architectural heritage. Around 3000 BC the world’s first state administration appeared in this same urban area (at Memphis), as did the first

Draft Table of Contents:

The *body of the volume* is provisionally divided into four sections — urban spaces, urban movements, urban institutions, and urban social control. Ideally, we would like to include at the start of each section an appropriate *literary vignette* by a Cairo author, and a *photo essay*.

- i. Preface
- ii. Introduction.
- I. Urban Spaces: Planning Agendas, Tourism, Informal and Elite Settlements
- II. Urban Imaginaries: Cultural Landscapes of Music, Movies and Stories
- III. Urban Movements: Resistance, Identity, and Protests
- IV. Urban Institutions: Elections, Governorate, Assemblies, Syndicates, NGOs
- V. Urban Social Control: Policing, State Repression, Gender Control, Nationalism
- Conclusion
- Afterward
- Bibliography
- Index

monotheistic faith around 2000BC. Researchers have traced the origins of modern capitalism to the trade routes that Cairo wove together between 1300-1500AD. Modern concepts that are the essence of today’s globalization — «tourism,» «counter-terrorism,» and externally imposed «fiscal adjustment» — were first articulated in and around colonized Cairo in the late 1800s. More recently the urban spaces of Egypt’s capital have served as the cradle of modern revolutions, insurgencies, and solidarity movements. Nevertheless contemporary Cairo has remained, for decades, largely unanalyzed. This lack of attention, specifically among political scientists, social scientists, and journalists, can be traced to a combination of two key factors: the neglect of urban qualitative research in general, and the persistence of powerful myths that erase Cairo’s ‘s complexity in particular. In this volume, an international, interdisciplinary team of scholars uses new lenses to reveal the socio-political dynamism and global relevance of contemporary Cairo and the relevance of Middle East Area Studies and qualitative urban fieldwork to prominent academic and public debates worldwide.

Recent findings have led this group of researchers to assert that analyses of this Arab mega-city can provide answers to several of today’s pressing global questions.

These include : What lies behind contemporary campaigns for improved urban governance, planning, and public security? What is the potential for participatory democracy in the huge cities of the developing world? What are the roles of popular classes and women in transforming politics, nationalism, globalization, and public space? What are the urban origins of shifts in security politics and international relations? And what city dynamics shape the politics of the peace process, violence, and terrorism? Until recently, Cairo was not seen to offer answers to these contemporary questions. We believe this lack of interest is largely due to a set of enduring myths about Cairo, and about Arab-Islamic cities in general, that have paralyzed social science analysis and public discourse.

Cairo has been neglected by most visitors and scholars. Tourists bypass the capital for the so-called 'timeless' zones of Luxor or the Red Sea. Meanwhile political scientists and journalists focus on geopolitics, where Cairo is seen as a monolithic strategic actor —the locus of an authoritarian government dealing with the Middle East 'peace process' or the 'war on terror.' Thus contemporary Cairo's twelve million individuals and the city's vital spaces and institutions have been substantively ignored, pushed into the backstage of tourism, archaeology, or structural adjustment, or massed into the abstractions of the «Arab Street» or «Islamist Militancy.» In fact, no comprehensive social science examination of contemporary Cairo has been published since Janet Abu-Lughod's classic *Cairo: 1001 Years of the City Victorious*. This classic was drafted in the 1960's at the high-point of the turbulence and optimism of Gamal Abdel Nasser's Revolution. A masterful scholarly account of this city's medieval history has recently been published by André Raymond, and a wonderful popular one by Max Rodenbeck; but a thorough analysis of today's Cairo remains to be compiled. Of course there are reasons for this.

In the decades that have followed the era of Nasser and Abu-Lughod's study, persistent metanarratives about Cairo have closed in over the urban landscape to cloud the view. These obscuring legends or metanarratives can be grouped, roughly, into two types: Cairo as a *bomb* and Cairo as a *tomb*.

The first myth of the city as an explosive device is familiar to most. Indeed, many academics, reporters, and international diplomats continue to stake their careers on incendiary images of the city. These include: Cairo as a population bomb, a pollution epicenter, a laboratory for explosive terrorist cells, the flashpoint for communal Coptic-Muslim riots, or ground zero for insurgent solidarities such as the Non-Aligned Movement, Pan-Africanism, anti-American protests, and anti-IMF riots. In these representations, the people, spaces, public opinion, and state institutions of Cairo appear as reduced to the infamous 'Arab Street', i.e. the worst kind of barbarous urban mob, threatening local and global orders. But where in these bomb-images are the active subjects, the interests,

the histories, and the differences that constitute Cairo and its peoples?

Paradoxically, the second well-worn myth proclaims Cairo to be anything but explosive. In the 'tomb' myth, the city is hyperpassive — dead or undead. Cairo is romanticized as «The City of the Dead,» a Saharan landscape of mummies and pyramid-crypts, an open-air museum of monuments, a veiled feminized site of submission, an impenetrable warren of Oriental alleyways and timeless 'urban peasant' traditions, or a population of quiescent serfs and scribes ruled by despots. Just as political pundits depend on the 'bomb' myth of Cairo's terroristic Arab street, so do the multi-billion dollar tourist and movie industries depend on the romance of the 'tomb' myth to lure visitors. Neither of these meta-narratives permit a recognition of the causes and contours of Cairo's activity, diversity, contentiousness, and modern relevance. At the same time, the lack of attention to Cairo's agency confounds understanding of the city, its residents, and the larger region. Thus, political dissonance and political dysfunction continue to produce or be produced by international crises, military interventions, and political violence in the Middle East. But global publics remain unfamiliar with the lives and concerns of those in Cairo and incapable of imagining quotidian life and subjectivity in the region.

While inattention to the city and region abound, events in the last few years have challenged mythic metanarratives, opened up scholarship on Cairo, and awakened international interest, leading to the development of richer, more grounded, more democratic investigation of the city, at least in the academic realm.

In 1993 the devastating Cairo earthquake finally brought television cameras and world awareness into the sidestreets and communities of the metropolis to appreciate the spectacle of local NGOs, religious groups, and community networks rallying together to save the capital. In 1994, Egypt's NGO's, Cairo's public spaces, and local religio-cultural debates attracted the world's spotlight as the United Nations World Conference on Population and Development embraced the city. Alongside this momentary flourishing of civil society in Egypt, several important critical movements blossomed within Egyptian and international academic circles with Cairo as one of their key bases and research sites. By the mid-1990s, Cairo had collected a large concentration of innovative researchers from across the region. As civil war, military siege, and repression made work very difficult in Algiers, Beirut, Khartoum, Baghdad, and Jerusalem, researchers, artists, and urbanists gathered in Cairo. These regrouped academics and activists collaborated to generate urban qualitative work that has made challenging contributions to the subfields of international relations, political economy, political sociology, urban studies, and gender/sexuality studies.

This volume brings together the latest expressions of these challenges whose impact is just beginning to be

absorbed within the academies of Egypt, Europe, and the U.S., as well as among comparativists in Latin America, Africa, and South Asia. It is useful to review, in brief, the nature and direction of the recent critiques offered by scholars working in Cairo in the various subfields.

Political science researchers in Cairo have come to reexamine *international relations* approaches to the field of Middle East geopolitics that have traditionally deployed top-down analytical approaches to the state, national interests, and terrorist threats. Since the late-1990s this traditional IR perspective and its political implications have been challenged by new grassroots Cairo-based work on international political violence, security/policing, state institutions, transnational phenomena, and the socio-political origins of religious militancy and nationalism.

Similarly, Cairo-based case studies of Third World Cairo's critical functions in the world capitalist system came to challenge the field of *political economy*, which has remained fascinated by financial globalization and particularly the power of rich First World 'global cities.' New critical work portrays Egypt's capital not as a passive victim of globalization but as a world-shaping nexus in the world system, a decisive and dynamic hub where the politics of global labor, privatization, and investment are struggled over and negotiated. Cairo is a site where world trends are launched in the massive tourist sector, in neoliberal commercial policy, and in 'rentier' capitalism.

Mainstream approaches to *political geography and political history* have also been challenged by work that appeared beginning in the 1990s on Cairo's colonized spaces and post-colonial institutions, providing new explanations for the origin and power of political cultures, social control agendas, and ideological representations. In this work, Cairo's residents are depicted as active, as engaged in complex assertions and struggles, in the transformations of norms, bodies, institutions, and identities, not just as colonized objects. This work has challenged analyses of the space and operation of the modern state, relations between power, gender and sexuality, and the interpenetration of urban and international forms of governance.

Finally, comparative politics has been enriched by the most widely influential work coming out of Cairo in *feminist political ethnography and critical social movement theory*. These studies have pioneered the generation of qualitative methodologies for comparative politics, gender/sexuality studies, and political sociology. Cairo-based analyses of gender identity, political association, movement formation, masculinist nationalism, family/community solidarity, local and border-crossing networks, and the contentious formation of norms have raised a new set of questions, and provided rigorous new methods for answering them.

As some of the contributions will suggest, we are also interested in reflexively understanding the ways in which our own national affiliations and disciplinary traditions

shape knowledge about Cairo in accordance with their own security and strategic interests. In order to introduce readers to Cairo beyond the myths, and to the debates launched within these subfields, this edited volume brings together an international team of political scientists, social scientists, urbanists, artists, and activists who have pioneered in this critical scholarship, engaging the city through participatory fieldwork, and viewing the City Victorious in new ways ■

NOTE :

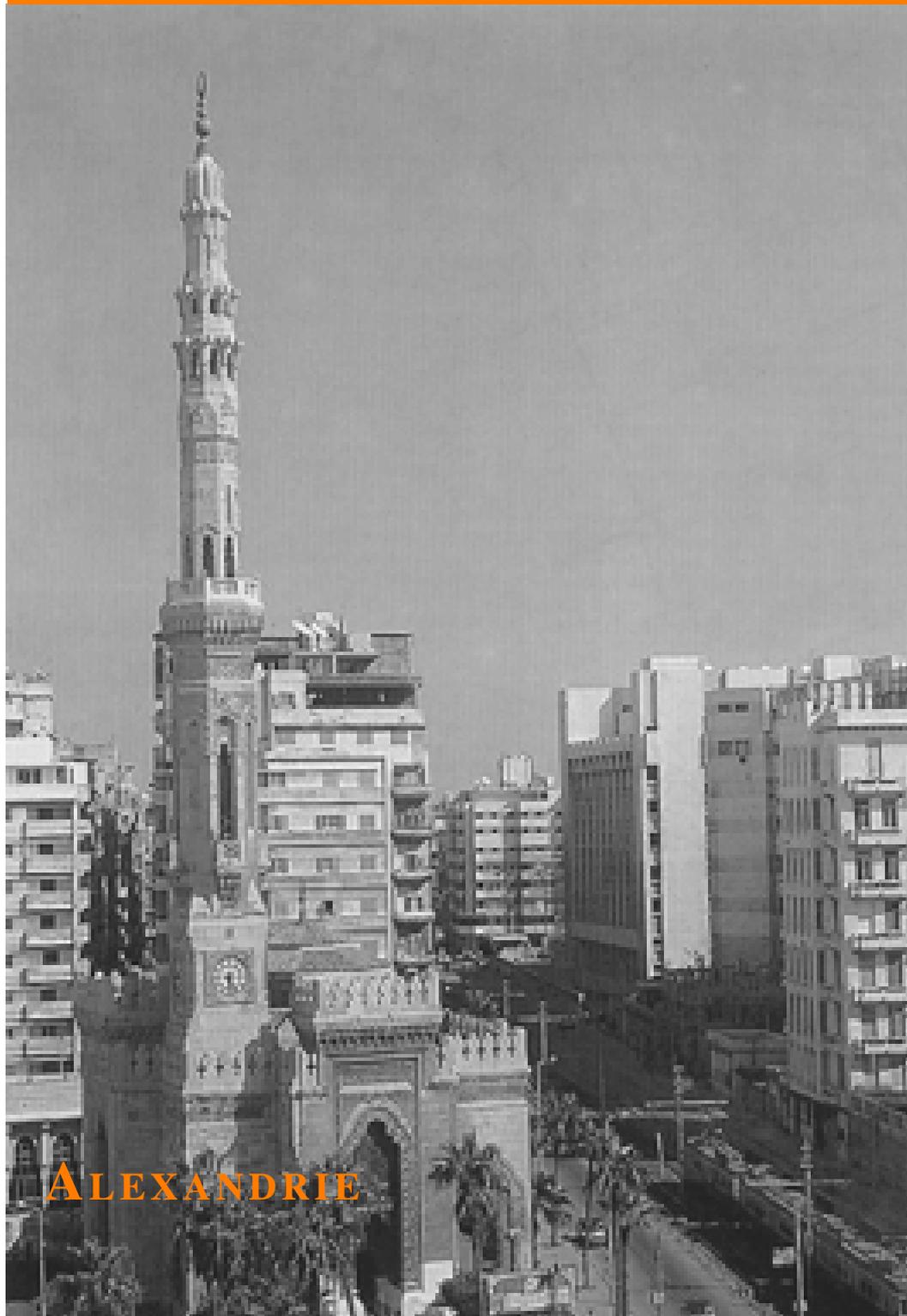
The final version of the *introduction* above will provide more detail about the contributions our group offers to the sub-fields described, and the specifics of our myth-critique and methodological innovations. We will also defend our arguments a bit more, without being defensive to some of the currents railing on about Middle East studies. Sub-fields and debates summarized will be fully footnoted, once we see how your papers address these issues and what sources you prefer. The introduction will also outline the four sections described below and provide an integrated overview of how each of your contribution relates to, or distinguishes itself from the others.

For more information please contact :

Diane Singerman, Associate Professor of Government School of Public Affairs American University  
4400 Massachusetts Avenue, NW  
Washington, DC 20016 USA  
email : dsinger@american.edu

Paul Amar, Visiting Professor of Political Science and International Relations  
Graduate Program in Political Science and Anthropology  
Universidade Federal Fluminense  
Avenida Atlântica, 2376. Apt 802. Copacabana,  
Rio de Janeiro 22041-001 Brazil  
email : PQA7096@NYU.EDU

# LE DOSSIER



ALEXANDRIE

## PROJET DE RECHERCHE

## ALEXANDRIE, CITÉ PORTUAIRE OTTOMANE

MICHEL TUCHSCHERER

coordinateur du projet, enseignant chercheur  
Université de Provence-IREMAM

**D**u XVI<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Alexandrie était l'un des ports les plus actifs de la Méditerranée. Chaque année, des centaines de navires la reliaient non seulement aux multiples ports du vaste Empire ottoman, Istanbul, Salonique, Izmir, La Canée, Beyrouth, Tunis pour n'en citer que quelques-uns, mais aussi à Venise, à Raguse, à Ancône et à Marseille. Dès l'année 1528, le sultan Soliman le Magnifique octroya aux marchands de la cité phocéenne et à leur consul Pierre Benet des privilèges qui permirent aux Marseillais de s'assurer durablement une place particulièrement éminente dans les relations commerciales entre l'Égypte ottomane et l'Europe.

Malgré le rôle exceptionnel d'Alexandrie dans le bassin oriental de la Méditerranée à l'époque ottomane, malgré ses liens étroits avec l'Europe et en particulier la Provence, l'histoire de la ville pour cette période reste particulièrement négligée. Pourtant, cette cité méditerranéenne connut alors des transformations considérables. Jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, la presqu'île reliant la ville à la forteresse édiflée par le sultan Qaybay en 1483 sur l'emplacement de l'ancien phare était à peu près déserte. Seuls des nécropoles et quelques *ribats* abritant des mausolées de pieux personnages, dont le célèbre Abû al-'Abbâs al-Mursî, s'y étaient installés. Durant les premières années du XVI<sup>e</sup> siècle, des musulmans et des juifs expulsés d'Andalousie à la suite de la chute de Grenade, furent sans doute les premiers à s'établir hors des remparts de la ville médiévale. Au nord de la Porte de la mer, ils fondèrent le quartier de Balqatriyya<sup>1</sup>. Les Ottomans reprirent le mouvement, mais sans doute pas immédiatement après leur conquête de l'Égypte en 1517. Si le port d'Alexandrie était un abri idéal pour leur flotte militaire, il n'avait pas autant leur faveur pour leurs activités commerciales. À l'évidence, ils lui préféraient Rosette. C'est là que leurs premiers gouverneurs envoyés au Caire firent construire plusieurs caravansérails entre 1535 et 1570<sup>2</sup> afin d'accueillir les négociants et leurs marchandises qu'une reprise du commerce des épices amenait chaque année plus nombreux vers l'Égypte.

Vers 1580, Sinan pacha, gouverneur d'Égypte, fit construire le premier khan ottoman à Alexandrie. Pour cela, il choisit un emplacement au-delà de la Porte de la mer, donc à l'extérieur de la cité médiévale, à proximité du mouillage des vaisseaux de commerce dans le port oriental. Dès lors, l'urbanisation de la presqu'île, amorcée par

les Maghrébins et les Andalous, semble avoir pris rapidement de l'ampleur. De nouveaux afflux de populations venues de l'Occident musulman en renforcèrent la vigueur. Au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, des négociants originaires de Tunis, de Djerba, de Tripoli et de Misrâta investirent une partie de leurs fortunes dans l'immobilier. Ils édifièrent *oquelles*, marchés et cafés, aménagèrent des quartiers résidentiels sur les terrains encore inoccupés entre les deux ports. Ils constituèrent d'importants *waqfs* immobiliers au bénéfice de mosquées qu'ils avaient édifiées au-dessus de leurs établissements commerciaux. Ce fut le cas notamment de Tarbâna et de 'Abd al-Bâqî al-Gurbagî. Leurs édifices comptent encore aujourd'hui parmi les joyaux de l'architecture ottomane à Alexandrie.

Le transfert du marché aux grains de Bab Sidra, à l'entrée sud de la ville médiévale, vers les zones marchandes de la presqu'île en 1661, confirmait que le centre de gravité de la ville avait définitivement quitté la ville médiévale pour glisser vers le nord. L'une après l'autre, les nations étrangères et leur consul abandonnaient leurs anciens *fondiques* dans la ville intra-muros pour s'établir dans les nouveaux khans construits à proximité de la douane qui, elle aussi, s'était fixée non loin du khan de Sinan pacha.

Lorsqu'en 1798, les soldats et les savants de l'expédition de Bonaparte débarquèrent à Alexandrie, ils trouvèrent un site urbain ancien largement abandonné. La ville médiévale n'était plus guère qu'un vaste champ de ruines, quelques-unes provenant de monuments antiques, mais la plupart n'étaient que les *fondiques*, les mosquées, les boutiques et les maisons que leurs habitants avaient progressivement abandonnés depuis le XVI<sup>e</sup> siècle au profit des quartiers nouveaux sur la presqu'île, correspondant aux quartiers actuels de Manshiyya et Anfûshi.

Ultérieurement, le renforcement des relations commerciales entre Alexandrie et l'Europe à partir du règne de Mohammed Ali provoqua une nouvelle expansion de la ville. Elle se traduit cette fois par un retour sur le site ancien. L'emplacement de la ville antique et médiévale fut réurbanisé. La plupart des vestiges, grecs, romains ou musulmans anciens, furent alors définitivement détruits, mais ce mouvement préserva en même temps la ville dite "turque" de bouleversements irrémédiables.

Si nous disposons aujourd'hui de quelques repères concernant la période ottomane, nous sommes néanmoins très loin de pouvoir suivre dans le détail l'évolution ur-

baine d'Alexandrie entre le XVI<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour reconstruire ce passé passionnant mais encore largement méconnu, l'historien dispose de sources tout à fait exceptionnelles. Il s'agit d'abord des divers fonds d'archives, en Égypte, mais aussi dans toutes les villes de la Méditerranée qui entretenaient alors des rapports privilégiés avec la cité alexandrine. Le fonds le plus important est constitué par les quelque cent vingt registres du tribunal ottoman d'Alexandrie dont les documents les plus anciens remontent à 957/1550. Ils sont déposés aux Archives nationales du Caire. Les fonds d'Istanbul, Dubrovnik, Venise, Tunis, Alger, Marseille et Paris abritent aussi une partie importante de cette histoire. Outre ces documents d'archives, le terrain, de même que la cartographie ancienne et moderne, constituent l'autre base de données fondamentale. Si bon nombre de bâtiments d'époque ottomane ont aujourd'hui disparu, le réseau viaire et le parcellaire anciens ont été largement préservés dans ce qu'on appelle encore de nos jours la ville turque.

Retracer l'histoire de cette ville du XVI<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècle est l'objectif du projet de recherche sur "Alexandrie, une cité portuaire méditerranéenne à l'époque ottomane". Ce projet est porté par le CEA (Centre d'études alexandrines), le Cedej, l'Iremam et l'Ifao et associe une trentaine de chercheurs d'une dizaine de pays différents.

Une première table ronde portant sur les sources a été organisée à la Bibliotheca Alexandrina les 30 et 31 octobre dernier. Un premier colloque est prévu pour la fin de l'année 2004 ■

## NOTES :

<sup>1</sup> Husâm 'Abd al-Mu'î, "Tâ'ifat al-Maghâriba fî madînat al-Iskandirayya fî-l-'asr al-'uthmânî (1517-1798)" dans Nâsir Ibrâhîm, Ra'ûf 'Abbas (éd), 2003, *al-Tawâ'if al-mihaniyya wa-l-idjtimâ' iyya fî Misr fî-l-'asr al-'uthmânî*, Djâmi'at al-Qâhira, p. 165-66.

<sup>2</sup> Muhammad Husâm al-Dîn Ismâ'îl, 2000, *Rashîd, al-nash'a, al-izdihâr, al-inhisâr*, al-Qâhira, Dâr al-afâq al-'arabiyya, p. 75-109.

## UN RÉSEAU D'ÉTUDE SUR LE BÂTI OTTOMAN D'ALEXANDRIE



JEAN-YVES EMPEREUR, CEA

Après leur arrivée en 1517, délaissant les ruines de la cité gréco-romaine et les remparts toulounides, les Ottomans ont concentré leur développement urbain sur la péninsule qui s'était formée à partir de la fin de l'Antiquité de part et d'autre de l'antique Heptastade, la chaussée-pont qui reliait l'îlot de Pharos au continent. Ce quartier aux ruelles étroites encore rétrécies par les maisons à encorbellement conserve une unité urbaine qui est menacée par la vétusté des bâtiments et par l'appétit des promoteurs immobiliers. Déjà une saignée avait été pratiquée dans le tissu urbain avec le percement de la rue el-Nasr en 1960 et, depuis quelques années, des tours imposantes s'élèvent comme autant de verrues dans un environnement qui n'arrive pas à absorber ces fortes concentrations de population. Il est à craindre que cette ville turque ne disparaisse complètement d'ici peu d'années.

Devant l'urgence de la constitution d'une documentation pour conserver la mémoire de ces quartiers ainsi que des efforts ciblés de restauration et de mise en valeur de quelques-uns des ensembles les plus remarquables, plusieurs institutions ont décidé d'unir leurs efforts et de contribuer ensemble à l'étude, au relevé et à la sauvegarde de la ville turque d'Alexandrie. Ce sont, par ordre alphabétique, le AMRC, le Cea, le Cedej, l'EAIS, l'Ifao, la Mmsh et l'Iremam, l'Université Senghor. Cette liste n'est nullement fermée et toutes les bonnes volontés seront les

bienvenues. La Région PACA offre son appui avec deux architectes Volontaires pour le Progrès qui, sous les auspices de l'Université Senghor, entreprendront le relevé de quelques bâtiments ottomans, en collaboration avec le Directeur du secteur islamique du Conseil suprême des antiquités. La documentation nouvellement acquise ou plus anciennement rassemblée sera présentée au cours de rencontres dont la première sera organisée à l'occasion de la table ronde sur l'Urbanisme (titre à compléter) les 11 et 12 décembre 2003, à la Bibliotheca Alexandrina ■

- ♦ Alexandria and Mediterranean Research Center, Bibliotheca Alexandrina ([www.bibalex.org](http://www.bibalex.org)). Directeur : Dr. Mohammed Awad.
- ♦ Centre d'études alexandrines (CEA), UMS 1812 du CNRS, 50 rue Soliman Yousri, 21131 Alexandrie ([www.cea.com.eg](http://www.cea.com.eg)). Directeur : Jean-Yves Empereur.
- ♦ Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ), MAE - Paris/URA 1165 - CNRS, B.P. 392 Muhammad Farid, le Caire. Directeur : Bernard Botiveau.
- ♦ Egyptian Antiquities Information System (EAIS), 3 rue El Adel Abu Bakr, Zamalek, Le Caire. ([www.eais.org.eg](http://www.eais.org.eg)) Directeur : Dr. Naguïb Amin.
- ♦ Institut français d'archéologie orientale, 37 rue Cheikh Ali Youssef, Mounira, Le Caire ([www.ifao.egnet.net](http://www.ifao.egnet.net)). Directeur : Bernard Mathieu.
- ♦ Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (CNRS et Université d'Aix-Marseille), 5 place de l'Horloge, 13500 Aix-en-Provence. Directeur du projet : Michel Tuchscherer.
- ♦ Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, UMR 6558, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (CNRS et Université d'Aix-Marseille), 5 place de l'Horloge, 13500 Aix-en-Provence. Directeur du projet : Michel Tuchscherer.
- ♦ Université Léopold Senghor, Département du Patrimoine, place Ahmed Orabi, Alexandrie. Responsable du Département et directrice du Projet : Caroline Gauthier.
- ♦ Région Provence, Alpes, Côte d'Azur.

## REGISTRATION OF URBAN HERITAGE: EAIS PROJECTS IN ALEXANDRIA

**NAGUIB AMIN**

Egyptian Antiquities Information System

Nlouli@compuserve.com

**E**EAIS Egypt's Supreme Council of Antiquities' official Geographic Information System (GIS). Its objective is to create a functional and efficient organizational system for the registration, inventory, indexing, description, and location of Egypt's historical and archaeological sites. Its GIS, essentially an instrument for improved site protection and management, is crucial for safeguarding the physical well-being and legal standing of historical sites. The database and maps contain information on legal status, intrusions, and protective measures to defend sites against squatting, destructive land use, occupation and common land theft.

The direct use of the GIS within the SCA is to support and gradually upgrade the inventory and mapping operations of the Surveying and Property Department of the SCA (Amlaak).

In addition to its use for the SCA and archaeological researchers, the GIS benefits a multitude of other national and international organizations and actors. The system is meant to be developed with the participation of several partners and interested parties are invited to join the project's efforts to improve site protection and documentation. Accordingly, these parties would benefit from the technical tools offered by the GIS.



### THE GUMRUK QUARTER CASE STUDY

#### *Background*

The Gumruk Quarter case study is meant to help EAIS improve the capacity of the Supreme Council of Antiquities to perform its role in the preservation of Egyptian cultural heritage; a heritage which is crucial not only for Egypt, but also for the whole international community. The purpose of this case study is to identify and potentially help in protecting neglected Alexandrian architectural heritage. The results are intended to be used by governmental agencies responsible for land use planning and cultural heritage protection.

The methodology used by EAIS proposes steps for registration, preservation and management of urban architectural heritage. In order to develop this methodology, it was judged necessary to understand and compare contemporary heritage protection practices in both Egypt and Europe. The approaches used in European countries provided a background for identifying, classifying and assessing the value of cultural heritage, as well as give insight in to different types of heritage protection methods.

#### *Preparatory work*

Once the preliminary methodology was developed it was applied to the Gumruk (Turkish) Quarter in Alexandria. This area was chosen because its is at the historic heart of Alexandria, is representative of Arab-Muslim cities in the

nineteenth century, has a unique architectural typology, and because it has suffered from a relative lack of interest from cultural protection managers. The Gumruk Quarter is currently not under protection by the Egyptian government, making it an ideal pilot site.

A theoretical analysis of the European heritage protection laws, vis à vis the legislation of France, the Czech Republic, Germany, and the United Kingdom has already been done. The analysis first includes a short review for Egyptian Law no.117, which addresses heritage protection and its problems. Following the analysis, we proposed general recommendations for the law to be improved.

As for the technical work, the study area has been partially investigated: photos have been taken, maps have been drawn and descriptive datasheets have been filled. First, a selected street was fully surveyed to give an overview of the urban environment. As for the rest of the area, houses which exhibited noteworthy features were spotted and documented. The data was entered by means of GIS applications, and used to create a layer of the houses surveyed, which was attached to an attribute table, and which in turn was used for data analysis (i.e. charts, thematic layers, etc.). In addition, a PowerPoint presentation was prepared to demonstrate the case study to interested parties.

#### *Future work*

Currently, EAIS is developing a work plan which further identifies the objectives, implementation techniques and assigns tasks. It is clear that the preliminary legal study needs more development; a job best done by professionals. Their conclusions and recommendations would be used as a means of improving current protection techniques and tools. Greater awareness in Egypt of cultural heritage issues could result in an improved standard of living for the residents of the Gumruk Quarter. EAIS will also work for strong application of existing law.

## **PROTECTING A LEGACY: ALEXANDRIA'S ISLAMIC AND COPTIC SITES CASE STUDY**

#### *Background*

Alexandria has a long and rich history, one that goes beyond the Greco-Roman Period into Coptic and Islamic eras as well. The Supreme Council of Antiquities has registered many Alexandria's Coptic, Islamic and Jewish sites, and EAIS decided the city would be a good place to begin testing its capacity for entering such sites into the system. The city also has a wealth of unregistered sites, offering a terrific potential for further site protection.

#### *Results*

EAIS has researched and mapped all of the SCA registered sites in Alexandria and work is now being conducted on unregistered sites. The system has been modified to handle the peculiarities of Islamic, Coptic and Jewish sites, and the modifications have resulted in improvements across the system. Sites are also being placed with the aid of a Global Positioning System in an effort to verify their locations in official records ■

More information : [www.eais.org.eg](http://www.eais.org.eg)  
Pictures by the author



## TOPOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE AU SERVICE DU SIG ALEXANDRIN

**CÉCILE SHAALAN**

Centre d'études alexandrines  
CNRS - UMS 1812  
cecile.shaalan@cea.com.eg

**L**e Centre d'études alexandrines (CEA) a pour mission d'étudier l'histoire d'Alexandrie à partir des fouilles de sauvetage urbain et de tous les documents qui peuvent s'y rapporter. Fouilles archéologiques terrestres et sous-marines, vestiges de surface, archives, cartes anciennes, textes d'auteurs antiques et récits de voyageurs sont autant de sources d'informations qui alimentent l'ensemble de ces recherches. Regrouper cette multiplicité de données, tant descriptives que géographiques, les superposer, les analyser et les croiser, telle est la vocation initiale du Système d'information géographique (SIG) archéologique, mis en œuvre au CEA dès 1995.

### UN FOND DE PLAN NUMÉRIQUE À L'ÉCHELLE DE LA VILLE ET DE LA FOUILLE

En premier lieu, afin de constituer la base de géoréférencement des données, le fond de plan de la ville d'Alexandrie a été numérisé. Il s'agit des plans cadastraux

réalisés aux échelles 1/500<sup>e</sup> et 1/1000<sup>e</sup>, dans les années 1930 et 1940. Durant près de trois années, les limites parcellaires de 672 planches cadastrales ont été digitalisées<sup>1</sup>. L'assemblage de ces planches, qui devra être complété par l'achèvement de la vectorisation des planches 1/1000<sup>e</sup> se situant en limites est et ouest de la ville, nous offre d'ores et déjà une carte informatisée de plus de 5400 îlots et 50 000 parcelles couvrant près de 2000 hectares.

Le plan parcellaire n'est pas seulement un outil de positionnement unique des études archéologiques : il voit son champ d'application s'élargir, par exemple aux recherches sociales et économiques de la ville, via son tissu urbain. Effectivement, cette représentation du parcellaire et de la voirie peut donner lieu à des analyses et, par là même, renseigner sur l'histoire plus récente de l'espace urbain<sup>2</sup>.

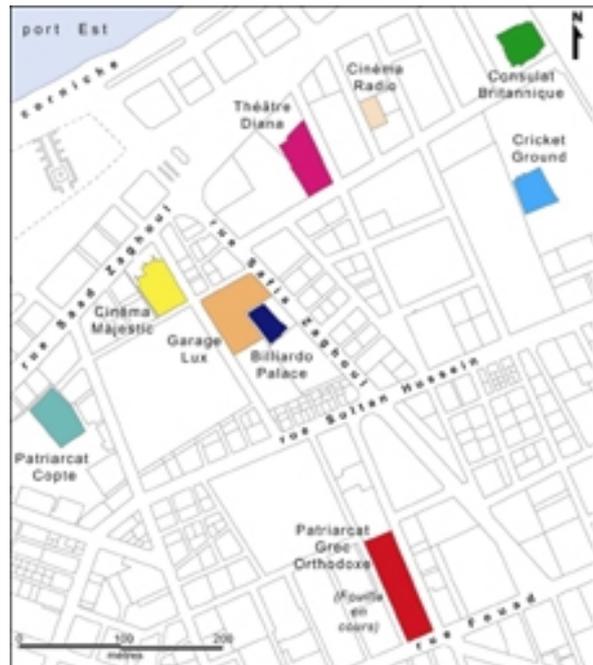
### IMAGES SATELLITAIRES

Il est nécessaire de procéder à une actualisation du fond de plan numérique que nous avons constitué. En complé-



Extrait du fond de plan numérique, sur lequel sont localisées les fouilles du CEA.  
© CEA

Les fouilles du CEA dans le centre-ville d'Alexandrie  
© CEA



ment des cartes contemporaines d'Alexandrie, l'utilisation d'images satellitaires va considérablement simplifier cette opération. Dans un premier temps, elles vont nous permettre de visualiser l'évolution de l'urbanisation toujours croissante de la mégapole, de manière quasi instantanée et, en second lieu, d'étendre et de réviser ce cadastre informatisé.

Le CNES<sup>3</sup>/Spot Image a récemment mis à notre disposition une image satellitaire d'Alexandrie issue d'une prise de vue du satellite SPOT5<sup>4</sup>, qui devrait contribuer grandement à cette mise à jour.

### « ALEX », LA STATION GPS PERMANENTE DU CEA

Une station GPS<sup>5</sup> permanente a été installée dans les locaux du CEA. Il s'agit de la première sur le sol égyptien, enregistrant 24h/24h les signaux satellitaires et dont les données d'observations (au format RINEX<sup>6</sup> compressé) sont depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2001 disponibles gratuitement par téléchargement sur le site internet [www.station-gps.cea.com.eg](http://www.station-gps.cea.com.eg), sous la forme de trois échantillonnages différents.

Les observations de cette station peuvent être utilisées par quiconque est équipé d'un GPS différentiel, et aboutir à une précision centimétrique (précision variant en fonction du matériel, de la distance de l'antenne mobile à la station GPS permanente, du temps d'observation, de la méthode d'observation et de calcul). En parallèle à cette application topographique, elles peuvent enrichir les données scientifiques (par exemple, étude se rapportant aux marégraphes ou aux mouvements de la croûte terrestre<sup>8</sup>).

### GÉORÉFÉRENCIEMENT DES PLANS DE FOUILLES

Le rattachement des chantiers de fouilles est réalisé par GPS, en utilisant la méthode de positionnement différentiel, en mode statique rapide, qui fait intervenir deux récepteurs : l'un fixe, qui dans notre cas sera la station GPS permanente du CEA, et l'autre mobile, qui sera placé successivement sur les points à déterminer.

À l'issue du calcul différentiel, les coordonnées obtenues sont au format ITRF<sup>9</sup>. Il est ensuite nécessaire de convertir ces coordonnées mondiales dans le système de coordonnées planes généralement utilisé en Égypte, ETM<sup>10</sup>, et plus précisément dans la projection appliquée à Alexandrie et au Caire appelée Egypt Red Belt North<sup>11</sup>.

Une transformation a été élaborée à partir de points d'appui planimétriques et altimétriques répartis dans la ville d'Alexandrie et observés par GPS. Dorénavant, cette transformation par interpolation étant mise en mémoire, il suffit, pour passer d'un système à l'autre, de saisir les



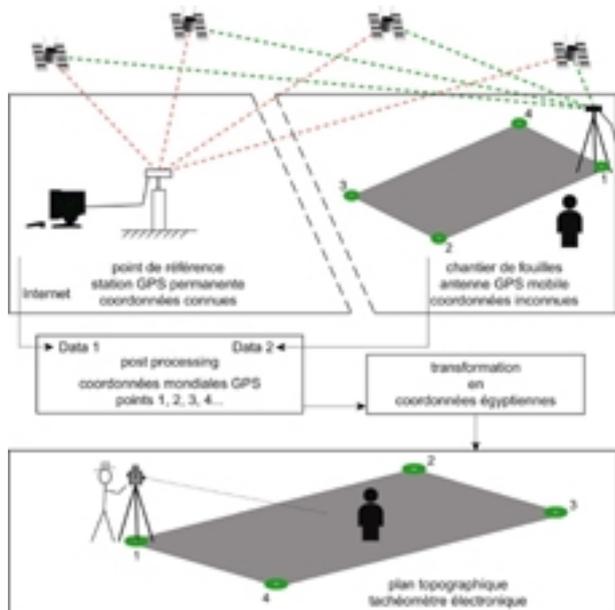
Vue de la station GPS permanente du CEA « ALEX »  
[www.station-gps.cea.com.eg](http://www.station-gps.cea.com.eg)  
© CEA

coordonnées ITRF d'un point pour en obtenir ses coordonnées ETM et son altimétrie dans le système général d'Alexandrie.

Enfin, le rattachement du chantier de fouilles étant réalisé, les éléments nécessaires aux archéologues sont relevés par méthode traditionnelle à l'aide d'un tachéomètre électronique au fur et à mesure de la mise au jour des vestiges.

### GÉODÉSIE

En complément des calculs de transformation évoqués ci-dessus, la géodésie alexandrine - et par extension égyptienne - fait l'objet de toute notre attention, afin de regrouper les informations, parfois contradictoires ou incomplètes, issues de sources différentes et d'en faire une synthèse. Ceci en vue de mieux appréhender le contexte d'élaboration des cartes et par conséquent de maîtriser les calculs de transformation nécessaires pour passer d'un système géodésique utilisé sur une carte, à un autre d'une carte voisine. D'où, après recalage de ces cartes, nous pouvons en extraire certaines données<sup>12</sup>, toujours dans l'optique de compléter cet immense puzzle.



Rattachement des chantiers de fouilles archéologiques au système égyptien par GPS différentiel  
© CEA, Nelly MARTIN

## SUPERPOSITION DES CARTES ANCIENNES

Des cartes anciennes, datant du XVII<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle, localisent des monuments qui, pour un grand nombre, ont aujourd'hui disparu et ne figurent donc plus sur les cartes contemporaines. Ainsi est-il particulièrement intéressant de superposer ces documents anciens au cadastre informatisé qui constitue notre couche de référence.

Malheureusement, les distorsions non uniformes de ces cartes, liées aux méthodes de levé sur le terrain et de représentation, ainsi qu'aux déformations du support, de reproduction et de numérisation, ne rendent pas aisées ce calage. Pour pallier cette difficulté, un logiciel de traitement des cartes anciennes (LTCA) a été développé en 2000. Il permet à partir d'un choix judicieux de points de calage (amer) de superposer les cartes scannées (raster) au cadastre alexandrin (vecteur) en effectuant une transformation géométrique de l'image raster, pixel par pixel.

De cette manière, huit cartes ont déjà été corrigées. D'autres pourront l'être en fonction des besoins des chercheurs du CEA. Ce traitement de cartes anciennes a été notamment utilisé dans le cadre des travaux menés sur la localisation des murailles qui se sont succédé à Alexandrie, sur les études se rapportant à Alexandrie à l'époque ottomane, ou pour aider à la compréhension des récits de voyageurs.

Superposition de la carte de Mahmoud bey el-Falaki (1865) et du cadastre numérisé  
© CEA



De surcroît, une recherche des repères de nivellement<sup>13</sup> a été entreprise sur le terrain dès 1999, à partir de leur représentation mentionnée sur plusieurs séries d'anciens plans non mis à jour<sup>14</sup>. Nous avons alors constitué notre propre base de données associée à une carte localisant les repères de nivellement retrouvés, dont un certain nombre a été contrôlé par nivellement direct ou GPS. Ces données sont constamment mises à jour à l'occasion de la découverte fortuite d'un nouveau repère de nivellement.

Ces points connus dans le système altimétrique général d'Alexandrie ont donné lieu à une modélisation du géoïde<sup>15</sup> sur la ville d'Alexandrie et ont été intégrés comme points d'appui altimétriques dans le calcul de la transformation ITRF-ETM. En effet, le GPS détermine une position par rapport à l'ellipsoïde, représentation mathématique de la Terre, qui par conséquent doit être corrigé de la valeur de la hauteur du géoïde (distance entre l'ellipsoïde et le géoïde), variant en fonction du positionnement du point à la surface du globe. Par conséquent, en tout point d'Alexandrie, nous sommes en mesure de déterminer son altimétrie soit par observations GPS et transformation intégrant la modélisation du géoïde, soit par nivellement direct à partir d'un repère de nivellement contrôlé. De cette manière, tous les chantiers de fouilles étant rattachés à un système altimétrique unique et absolu, nous pouvons comparer l'altimétrie d'éléments à l'échelle d'un quartier (chantiers voisins) ou à l'échelle de la ville.

## INTÉGRATION DES DONNÉES DE FOUILLES AU SIG

L'intégration au SIG des données de fouilles achevées est en cours. Au préalable, l'interprétation des données et l'étude du matériel archéologique, après intervention des spécialistes, auront été menées.

Cependant, nous pouvons citer deux sujets de recherche, dont des données alimentent de façon continue le SIG : les travaux menés sur le système hydraulique d'Alexandrie et la fouille sous-marine de Qaitbay. En effet, pour cette dernière, les données issues des campagnes de fouilles sous-marines (à raison de deux missions de deux mois par an) viennent enrichir, au fur et à mesure, bases de données et plans. À ce jour, 2707 blocs<sup>16</sup> ont été topographiés, dessinés et ont fait l'objet d'une description. "Ainsi, en croisant les différentes informations par le biais des requêtes SQL<sup>17</sup> et des analyses thématiques, le chercheur pourra poser des hypothèses d'interprétation et orienter le travail des campagnes suivantes."<sup>18</sup> Analyses spatiales du mobilier antique<sup>19</sup> et interprétations ont "favorisé l'émergence d'hypothèses sur l'histoire du lieu, des styles et des techniques architecturales dans les premiers siècles qui ont suivi la fondation de la ville d'Alexandrie"<sup>20</sup> et ont abouti notamment, à partir de fragments présents sur le site, à des travaux de restitution de plusieurs monuments, tels que la porte monumentale et la statuaire qui lui est associée, et la mise en évidence d'un étalon de mesure<sup>21</sup>.

De surcroît, ce SIG doit aussi pouvoir intégrer des données autres que celles du CEA, comme celles de fouilles plus anciennes, dont les méthodes de travail lors de la fouille et de l'étude (par exemple pour la sélection, l'enregistrement et le traitement des données) étaient différentes de celles utilisées aujourd'hui par les archéologues. Afin de tester la modélisation du SIG, les données de la fouille du chantier Finney<sup>22</sup> furent réexaminées et intégrées au SIG. Par la suite, elles pourront être confrontées à celles des chantiers voisins menés par le CEA<sup>23</sup> à partir de 1992.

## CONCLUSION

La topographie, la géodésie et la cartographie ont été présentes dès l'émergence du SIG au CEA en 1995. Elles continuent de l'accompagner et de l'enrichir, notamment par la numérisation de documents de la cartothèque du CEA.

En vue de faciliter les recherches en cours sur les "Alexandrie passées" et d'aider à la compréhension de la dynamique de la ville, de nouvelles préoccupations topographiques et cartographiques sont apparues, mettant à contribution les avancées technologiques dans des domaines variés tels que la géomatique, le GPS ou l'informati-

que. Certaines de ces recherches peuvent être élargies à des applications autres que l'archéologie et servir une communauté très diversifiée d'utilisateurs et de chercheurs ■

www.cea.com.eg  
www.station-gps.cea.com.eg

### NOTES :

<sup>1</sup> 656 plans à l'échelle 1/500<sup>e</sup> (soit l'intégralité à l'exception de la planche n°417) et 16 plans à l'échelle 1/1000<sup>e</sup> (dans le secteur de la fouille de la nécropole de Gabbari).

<sup>2</sup> J.-L. ARNAUD, "Un outil cartographique : le cadastre informatisé d'Alexandrie", *Alexandrina 2, EtudAlex 6*, Le Caire, 2001.

<sup>3</sup> CNES : Centre national d'études spatiales.

<sup>4</sup> Prise de vue du 22/08/2003, résolution de 2,5 mètres.

<sup>5</sup> Global Positioning System, système américain de positionnement par satellite à l'échelle du globe.

<sup>6</sup> Recevoir INdependant EXchange, format d'échange standard exploitable par la majorité des logiciels de calcul de GPS différentiel.

<sup>7</sup> Cadence d'enregistrement des données d'observations : toutes les 1 seconde (data\_1), toutes les 15 secondes (data\_15) ou toutes les 30 secondes (data\_30).

<sup>8</sup> Mouvements de la croûte terrestre, des plaques tectoniques jusqu'aux effets plus locaux des tremblements de terre, afin de mesurer la vitesse de convergence entre la plaque d'Afrique et d'Europe.

<sup>9</sup> IERS (International Earth Rotation Service) Terrestrial Reference Frame.

<sup>10</sup> Egyptian Transverse Mercator.

<sup>11</sup> Correspondant au système "kilométrique" adopté par l'Egyptian Survey Authority à partir de 1922. Ce principe de découpage du territoire égyptien est fondé sur une grille kilométrique indépendante des coordonnées géographiques (longitude et latitude). Voir J.-L. Arnaud, 1989, *Cartographie de l'Égypte*, Observatoire urbain du Caire contemporain, Le Caire, p.31.

<sup>12</sup> Par exemple, les données altimétriques des cartes réalisées en 1978 à l'échelle 1/5000<sup>e</sup> par le consortium SFS/IGN-France.

<sup>13</sup> Repère généralement en fonte, fixé sur la surface verticale d'un support stable (pont, bâtiment, voie ferrée...) et destiné à supporter la mire de nivellement. L'ensemble des repères de nivellement, dont l'altitude est connue, constitue un réseau de nivellement.

<sup>14</sup> Plans cadastraux aux échelles 1/500<sup>e</sup> et 1/1000<sup>e</sup> de 1933-1948, et les plans à l'échelle 1/5000<sup>e</sup> de 1925-1968.

<sup>15</sup> Surface équipotentielle des forces de la pesanteur représentée par la surface en équilibre des mers. Assimilable au niveau moyen des mers, elle constitue la surface de référence par rapport à laquelle l'altitude est déterminée.

<sup>16</sup> Au 31 juillet 2003, à l'issue de la dernière campagne de fouilles sous-marines.

<sup>17</sup> Structured Query Langage : sélection d'informations provenant d'une table de données et faite d'après les attributs et les relations entre les objets.

<sup>18</sup> I. HAIRY, "Le site sous-marin de Qaitbay : méthodes et techniques appliquées à l'opération archéologique", *Pharos 1, EtudAlex 9*, Le Caire, à paraître en 2004.

<sup>19</sup> Portant sur leurs spécificités telles que leur forme géométrique, volume, matière ou forme architecturale.

<sup>20</sup> I. HAIRY, "Le site sous-marin de Qaitbay : analyse et interprétation des données de terrain", *Pharos 1, EtudAlex 9*, Le Caire, à paraître en 2004.

<sup>21</sup> I. HAIRY, "L'architecture alexandrine du III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. et l'univers platonicien", *Pharos 1, EtudAlex 9*, Le Caire, à paraître en 2004.

<sup>22</sup> Fouille menée par A. ADRIANI en 1936-1937, dans le quartier du Bruccheion.

<sup>23</sup> Fouilles du théâtre Diana, du cinéma Radio, du Cricket Ground et du jardin du Consulat britannique.

## L'HABITAT SPONTANÉ À ALEXANDRIE

CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS LOCALES ÉGYPTIENNES POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT SPONTANÉ

**KHADINE BOUZADA - MAHFOUD ELAFRI - WAHID HOUADKIA**  
TPFE 2003 - École d'architecture de Marseille-Luminy



La question de l'habitat spontané demande une réflexion spécifique portant sur les aspects urbains, économiques, sociaux, politiques... De plus, la pratique du terrain permet une plus juste compréhension des problèmes liés à ce phénomène et nous confronte directement à des réalités complexes, insaisissables en théorie.

L'habitat spontané s'avère une des faces cachées d'Alexandrie et un des nombreux problèmes dont souffre cette ville historique. Ces zones d'habitat précaire contrastent violemment avec le paysage architectural et patrimonial de la bande littorale.

À El Gabbari, l'habitat spontané n'a pas cette étendue effrayante que l'on trouve, par exemple, à Manshiet Nasser (Le Caire). À la concentration cairote s'oppose une extension alexandrine. L'habitat hétérogène y présente une variété typologique : des cabanons aux "maisons" nécessitant une légère réhabilitation.

Situé au cœur de Gabbari, le secteur C présente l'originalité d'une cohabitation entre l'architecture des vivants et celle des morts. Les habitants ont la particularité de vivre dans et sur des tombes. Appartenant à l'ancienne nécropole nommée Nécropolis (ville des morts), ces tombes ont fait l'objet de fouilles dans le secteur B à 150 m de là (fouilles menées par le Centre d'études alexandrines).

Originnaire essentiellement de la Haute-Égypte, cette population est estimée entre 4 500 et 5 500 personnes. Elle vit dans des conditions non misérables bien que précaires. Venue dans l'espoir d'améliorer son niveau de vie, elle s'est cantonnée dans cette zone sans réel lendemain. On trouve dans cette population aussi bien des familles que des célibataires.

La précarité économique, l'extension de vastes zones d'habitat illégal, l'insalubrité et les problèmes sociaux sont les grandes lignes de réflexion auxquelles nous nous intéressons.

L'objectif de cette étude est :

- La résorption de l'habitat spontané
- L'intégration du patrimoine gréco-romain
- Le développement d'une démarche participative

## EL GABBARI

Le quartier El Gabbari se situe dans une zone de transition entre l'est et l'ouest de la ville. Il présente des atouts et des dysfonctionnements pour la ville et ses habitants. Cette dualité d'échelle locale et globale se traduit par sa proximité avec le centre, son rôle de suture entre les deux parties de la ville ainsi que par ses composantes (le port, le viaduc, les entrepôts industriels et le flux assez important).

Il présente les aspects d'un quartier mixte intégrant entrepôts, industries et habitat et ce au sein d'un tissu de type hippodamien au sud de la rue El Mex et d'apparence aléatoire au nord, accentué par la présence de zones d'habitat spontané dont les secteurs A, B et C.

Le secteur C sera notre site d'étude.

El Gabbari offre une image d'espaces illisibles, désordonnés et sans réelle identité.

## LE SECTEUR C : EL GABEL

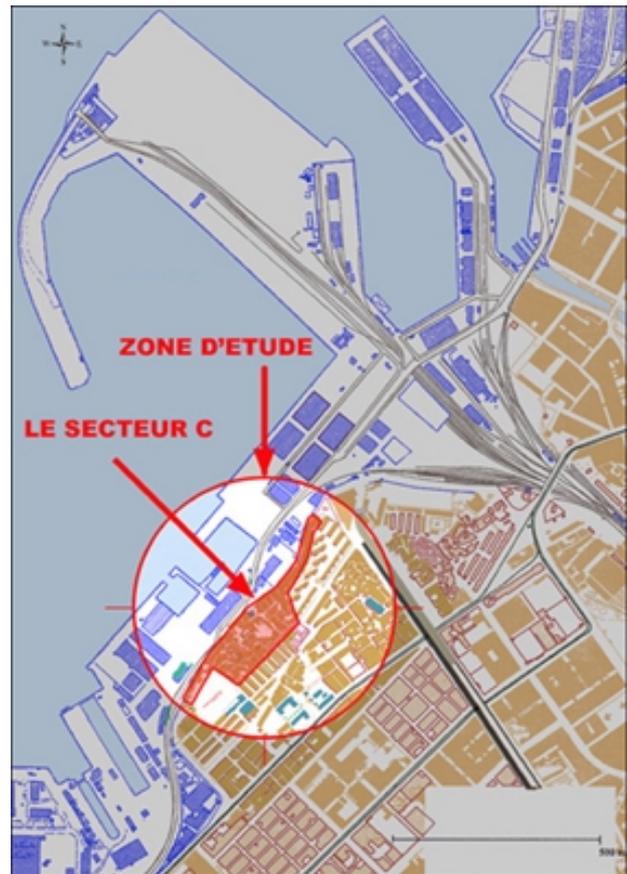
### *La proximité*

La situation du Gabel représente de nombreux avantages : d'abord cette zone se trouve protégée par son enclavement des axes principaux porteurs de nuisances de toutes sortes. Ensuite, les établissements d'État sont tout proches et, enfin, le lieu de travail de la plupart des habitants est le port. Tout en étant proches, ces facteurs ne viennent pas empiéter sur cette quiétude que l'on retrouve dans le secteur C.

### *Une identité fortement marquée*

El Gabel est marqué par une forte structure socio-spatiale. Cette identité qui s'exprime avec assurance se retrouve aussi bien au niveau des habitants que de leur habitat autoconstruit et de la structure du secteur dans son ensemble.

Du point de vue de l'organisation spatiale, on retrouve les empreintes d'un tissu issu de la non-planification, certes, mais répondant au bon sens et à une tradition de la relation de l'homme avec son environnement. Cette pratique est parfois interprétée pour pouvoir s'intégrer au monde urbain. Au niveau du bâti et de sa pratique, on retrouve un certain principe de la maison à deux espaces différenciés (maisons à cours, à patio ou à jardin). C'est toute une culture de la Haute-Égypte qui est parfois reproduite : pigeonniers, art décoratif des maisons, présence d'espaces publics "intimes", etc. Et, par endroits,



la cour traditionnelle continue à jouer son rôle.

D'autre part, du point de vue des relations humaines, les habitants ont su se gérer et s'organiser dans un certain respect nécessaire. Cette autogestion permet une réglementation sous-entendue et pratiquée afin de rendre la vie moins difficile. Ceci n'empêche pas des rixes ou autres conflits.

### *Une richesse insoupçonnée*

En dépit d'une réputation dont souffre l'ensemble du Gabel, ce bout de monde que connaissent peu d'Alexandrins présente des aspects remarquables, parfois surprenants dans leur simplicité. Ces gens vivant au-dessus des morts sont en présence d'un patrimoine inestimable aussi bien pour l'Égypte que pour l'humanité. Ces tombes, que certains se sont appropriées et ont adaptées à leur usage, forment un lien entre ces gens et l'extérieur. De plus, les tombes sont déjà un acquis pour cette population : elles font partie de leur vie, de leurs sujets de discussion.

Ces mêmes gens, en construisant leur propre maison, nous offrent un livre ouvert sur la tradition de l'occupation de l'espace et de son organisation. Ils sont le peuple dont parle tant Hassan Fathy, celui qui construit utile, pour l'Homme.

### *Précarités urbaines et humaines*

Les précarités en ces lieux prennent des formes variées.



D'abord en terme d'habitat, les maisons consolidées chaque année ne les empêchent pas de se dégrader pour quelques-unes. Certaines présentent même une insécurité. Cet état de fait est dû plus à un manque de moyens qu'à une absence d'entretien.

De plus, l'inexistence de réseaux d'évacuation de déchets domestiques aggrave cette précarité. Les conséquences de cette absence se traduisent par des nuisances visuelles, olfactives et psychologiques. Ajoutons que lors des grosses pluies, beaucoup de maisons sont inondées et ce, sans tenir compte de la remontée des eaux de la nappe phréatique.

À ces précarités s'ajoute la surdensité qui entraîne une promiscuité quotidienne entre certains habitants. Le " mal logement " influe aussi sur le présent et l'avenir non planifiable pour cause " d'occupation illégale ".

D'autre part, l'absence de structure de proximité pour le soutien de la population accentue l'analphabétisme. Malgré les efforts fournis, la scolarisation des enfants devrait être suivie et soutenue. Cet analphabétisme touche néanmoins beaucoup plus les adultes que les plus jeunes. En terme

général, l'absence d'activités sociales de proximité laisse cette population en marge de la société conventionnelle.

#### *Enclavement et inaccessibilité*

Déjà loin des yeux, cette zone se cache encore pour ne pas être mise au grand jour et ses habitants chassés par la même occasion.

Il se trouve que la situation du secteur C est aussi un désavantage. Construit sur un rocher (Gabbel) en pente vers le port, il tourne le dos à la ville et fait face à un mur qui le sépare du port. Cet enclavement, qui d'un côté protège une certaine convivialité, ne permet pas au quartier de s'intégrer totalement à El Gabbari. Son accessibilité est assez difficile car les points de passage sont pour la plupart indirects. Cette inaccessibilité est surtout valable pour les véhicules.

#### *L'occupation du foncier dans le secteur C*

Appartenant à la catégorie de l'informel, situé sur les terres non agricoles de l'État, le secteur C, comme bon nombre de zones autoconstruites, intègre un habitat adapté au site et aux conditions socio-économiques (souvent dérisoires) de ses habitants.

L'habitat est généralement de type évolutif : la construction, faute de moyens, se faisant dans le temps. Ainsi, un arrivant bâtit à la hâte une cellule qu'il agrandit par extensions successives selon ses moyens et les besoins de sa famille.

#### *Typologie et organisation spatiale de l'habitat dans le secteur C*

En ce qui concerne les types d'habitat, ils peuvent se classer en quatre catégories :

- les maisons tombées
- les abris très précaires (bidonvilles)
- les maisons de qualité moyenne
- les maisons durables

Ce classement tient compte de plusieurs facteurs :

- la structure du bâti
- le mode constructif
- le confort spatial
- la qualité sociale de l'habitat
- la qualité sanitaire de l'habitat
- sa localisation d'un point de vue topographique

#### *Pratiques sociales de l'habitat : le facteur culture*

Les pratiques sociales sont l'expression visible d'une culture, d'une civilisation. Dans le secteur C, la culture " assise " domine, même si des signes de " modernité " apparaissent. Cette " *autre hauteur de la vie* " implique une pratique et une conception de l'espace particulières.

La position du corps par rapport au sol permet une certaine polyvalence de l'espace indépendante du mobilier : on débarrasse la table basse et voilà que l'on passe d'une salle à manger au salon sans avoir bougé.

La position assise nécessite la table basse et très peu d'autres meubles car ces derniers gênent le champ de vision. Le sol n'est pas simplement espace que l'on traverse ou que l'on pratique, il est aussi espace à voir, d'où une certaine esthétique, parfois, véritable art que l'on retrouve dans certaines maisons de type arabo-musulman.

#### *La pratique spatiale de l'habitat dans le secteur C*

On y retrouve cette contradiction entre " culture assise " et " culture debout ".

L'édification des maisons (exception faite des maisons à cour) répond à des règles répandues un peu partout en Égypte : organisation qui s'apparente à la maison occidentale réalisée avec les moyens locaux.

Du fait du manque d'espace et de pratique locale de l'espace, les pièces sont en général polyvalentes. La chambre, où l'on dort par terre ou sur des lits ou des fauteuils selon les moyens, devient salon : il suffit de ranger les couvertures et les coussins, de remettre la table basse. On y prend son thé matinal avant de vaquer à ses tâches quotidiennes.

Dans certaines maisons qui possèdent un commerce, on ouvre la fenêtre qui fait office de comptoir. Cette fenêtre joue ici le rôle de vitrine et de grille.

Les tâches ménagères occupent l'espace dont on dispose. La cuisson des aliments se fait toujours à l'intérieur. Le pain est pétri puis cuit dans des fours en tôle que l'on peut aménager à l'extérieur, en général dans les impasses ou dans les espaces libres devant la maison. De même, la lessive se fait sur le pas de la porte à défaut de posséder un espace intérieur. Le choix de cet endroit précis n'est pas innocent : ainsi, après avoir lavé son linge et sa vaisselle, l'eau est directement rejetée dans la ruelle. L'étendage se fait dans la cour, sur la terrasse ou bien en travers de la rue.

Certaines habitations possèdent un WC à la turque pouvant servir de douche. Dans le cas contraire, on se sert de grandes bassines faisant office de " baignoire ".

Les terrasses peuvent abriter plusieurs activités : stockage du bois, élevage d'animaux (pigeons, poules, chèvres), étendage du linge, lieu de détente des femmes et de jeux pour les enfants.

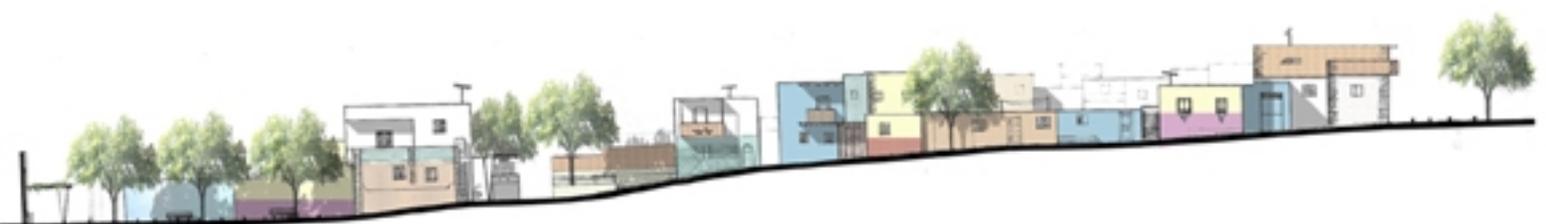
Le salon du jour devient au moment de dormir la chambre : il suffit pour cela de ressortir les coussins et les couvertures.

## CONCLUSION

Dans sa complexité, l'organisation du quartier reflète la capacité de l'homme à s'adapter en fonction des moyens dont il dispose. Ce comportement ne se traduisant pas forcément par l'anarchie. Dans El Gabbel est perçue une organisation urbaine, architecturale, économique et sociale adaptée au lieu. La population s'approprie le lieu en s'adaptant au relief, au climat, au voisinage et à sa propre précarité.

Ce génie d'adaptation-transformation est une source de richesse pour la population qui est impliquée dans un processus d'organisation sociale fortement lié à ses moyens.

Ainsi, l'analyse effectuée dans le secteur C démontre un savoir-faire existant, une structure sociale bâtie avec pa-



tience et un terroir de sociabilité. Ces facteurs incitent à la question de l'habitat au sens du choix à faire : un relogement de masse doit-il se faire au détriment de ces acquis ? Optant pour une préservation du cadre de vie tout en l'améliorant, le restructurant, il s'avère qu'au-delà d'une habitation en terme d'abri, les habitants du secteur C ont surtout besoin de sortir de l'enclavement dont ils sont victimes : enclavement urbain, social et institutionnel.

Pour ce faire, les projections doivent tenir compte de tous les aspects du secteur C, sans exception aucune. Sachant que le terrain ne suffira pas à reloger la quasi-totalité des habitants car la restructuration et la dédensification obligeront la démolition de certaines maisons, il faudra trouver un terrain à proximité. Cette proximité permettra de conserver un minimum de liens et de pratiques sociales. Le quartier El Gabbari comporte bon nombre de friches préemptables.

## PROPOSITIONS

D'abord la réflexion globale au niveau d'El Gabbari permet de comprendre le fonctionnement et les dysfonctionnements de ce quartier. Ces conclusions ont abouti à des solutions appropriées à l'échelle du problème : la rue El Mex, véritable artère vitale d'Alexandrie, sera reconsidérée certes à l'échelle de la ville mais aussi, plus localement, au niveau du tronçon sur El Gabbari. La rue "des Écoles" au vu de sa fréquentation piétonne sera aménagée et interdite à la circulation.

Le désenclavement du secteur permettra une meilleure liaison avec l'environnement immédiat mais cela ne se fait pas au détriment de l'intimité dont jouissent les habitants. Le cadre de vie pris en compte fait ressortir une nécessité de son amélioration : les espaces publics font cruellement défaut à Gabbari. Un jardin, une grande place et des placettes seront conçus. En terme d'équipement, la nécessité se trouve surtout dans l'aménagement de locaux sociaux de proximité. Deux locaux seront créés dans le secteur, de même qu'un

centre sur la future place El Mafrouzah. Ce centre aura pour vocation l'aide au développement en terme d'accompagnement et d'apprentissage.

D'autre part, le relogement au sein du secteur C devra s'intégrer dans sa morphologie et adopter aussi les pratiques spatiales propres à ces lieux. Les logements semi-collectifs intégreront les données des pratiques spatiales et sociales tout en essayant de préserver au maximum l'intimité des occupants.

De même, la réhabilitation des maisons se fera avec les matériaux locaux et, si possible, avec les techniques propres au lieu.

Le patrimoine dont la valeur est inestimable est l'atout majeur du secteur C. Sa réhabilitation permettra de valoriser et de préserver les tombes. Les préserver tout en les intégrant à l'habitat. Ce patrimoine archéologique peut être le vecteur d'une amélioration du cadre de tout le quartier El Gabbari, voire de la ville entière. Le secteur n'a pas été totalement fouillé. Cela peut être l'occasion d'une mise en valeur par un tourisme approprié, l'occasion aussi d'essayer de ne pas isoler le patrimoine archéologique mais plutôt de l'intégrer dans un tissu d'habitation.

Enfin, l'un des points essentiels dans notre démarche est la mise en pratique de la participation citoyenne. Cette notion qui paraît récente est aussi vieille que le monde. Elle consiste en un dialogue, en un consensus entre les divers acteurs dans le cadre de résolution de problématiques diverses et variées. Elle est la pierre angulaire du développement durable, notion aussi récente que Mathusalem.

L'accompagnement du projet par les divers acteurs (citoyens, institutions et professionnels) a débuté lors de nos séjours en Égypte et se continue. Les habitants devront être intégrés eux aussi comme des acteurs et non comme des assistés. Cette participation se concrétisera par l'implication au niveau de la réflexion, des choix, de la participation active, etc. Il en sera de même pour les institutions locales et autres ■





### PROPOSITIONS À EL GABBARI :

- ▶ *Désengorgement et équipement de la rue El Mex :*
  - réduction du flux sur El Mex par détournement d'une partie de la circulation vers la rue El Amman. Les deux rues deviendront à sens unique
  - déplacement du tramway de la rue El Amman vers son ancien trajet sur la rue El Mex
  - aménagement de la rue El Mex

### RÉAPPROPRIATION ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE SOUS LE VIADUC

- ▶ *Équipement du quartier :*
  - création d'un équipement socio-culturel
- ▶ *Désenclavement du secteur C :*
  - renforcement de l'accessibilité
  - délogement et démolition de l'habitat parasite
  - création d'une grande place, rue El Mafrouzah

### PROPOSITIONS DANS LE SECTEUR C

- ▶ *Restructuration et amélioration du cadre de vie :*
  - jardin public
  - places (mise en valeur et création)
- ▶ *Aménagement et équipement en VRD*
- ▶ *Création d'équipements de proximité à caractère social*
- ▶ *Création de commerces artisanaux*

- ▶ *Relogement :*
  - dans le secteur C : habitat individuel
  - hors secteur C : habitat individuel et habitat semi-collectif

- ▶ *Amélioration de l'habitat conservé :*
  - réhabilitation
  - rénovation

- ▶ *Ramassage et traitement des déchets*

- ▶ *Préservation et mise en valeur du patrimoine :*
  - réhabilitation
  - reconstitution de tombes
  - salle d'exposition
  - circuit touristique

### PARTICIPATION CITOYENNE

- ▶ *Établissement d'une stratégie participative par des actions concrètes :*
  - salle de classe qui va servir dans un premier temps de salle de permanence pour l'équipe et nettoyage du secteur des déchets par une société spécialisée. Ces actions, étapes obligatoires, permettront l'établissement d'une confiance réciproque, une prise de conscience de la part des habitants sur leur propre capacité et une amélioration concrète.

## LES TRANSPORTS EN COMMUN À ALEXANDRIE

LARS GAISER

Université Erlangen – Nuremberg



26

O  
U  
C  
C

### INTRODUCTION

Les études de développement s'intéressent peu à la circulation urbaine bien que le nombre de véhicules augmente de façon continue dans la plupart des métropoles du Tiers-Monde, résultat d'une croissance démographique rapide.

Le manque de surface disponible risque dans l'avenir de créer un blocage des centres-villes par les véhicules. De plus, les pollutions causées par le développement du trafic deviennent de plus en plus graves.

Pour éviter de tels problèmes, on devrait arrêter la politique du " tout-voiture " et favoriser les moyens de

transports propres. Ce n'est pas l'attitude observée par la majorité des pays en voie de développement.

Il faut créer de nouveaux modèles adaptés à chaque lieu. Pour cela, on a besoin d'informations fondamentales sur l'infrastructure du transport en commun ainsi que sur le choix des moyens de transport et le comportement des usagers. De telles informations ont été recueillies dans le cadre d'une recherche sur les transports en commun en Alexandria. Cette ville méditerranéenne constitue un exemple intéressant car 80% des déplacements dans l'agglomération se font par les transports en commun.

## L'INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS EN COMMUN

Le transport à Alexandrie présente une infrastructure complexe avec onze moyens de transport différents qui se distinguent en particulier par une variété de rapports qualité/prix. Grâce à sa rapidité et à ses grandes capacités de transport de passagers, la ligne de chemin de fer d'Abû Qîr est l'un des moyens les plus efficaces en Alexandrie. Mais le potentiel n'a pas encore été épuisé : la saleté des trains, des gares ainsi que les déchets qui jalonnent les voies n'incite pas les passagers à utiliser ce moyen de transport malgré une tarification peu élevée (voir sondage). L'équipement des wagons laisse à désirer, bien que l'état des trains se soit amélioré depuis cette étude.

Le tram ar-Raml, un *light rail*, est, à l'exception du microbus, le transport le plus utilisé grâce à la bonne qualité des services offerts : des fréquences importantes, un équipement confortable et une tarification raisonnable. Le point faible de ce tram est sa lenteur en raison, notamment, des longues attentes aux croisements routiers. Le tram al-Madîna est le moyen de transport le plus lent du gouvernorat d'Alexandrie en raison de la vétusté de ses voitures et des interférences avec la circulation routière (surtout dans les rues à sens unique). Bien que ce moyen connaisse une baisse de fréquentation relativement grande (plus de 30% dans les années 1990), sa part dans la subdivision modale (voir graphique ci-dessous) reste importante. Les prix des billets sont bas comme ceux des deux autres moyens de transport ferroviaires.

Les quatre sortes de bus présentés dans le paragraphe suivant sous-entendent un niveau de confort et de prix différent.

Le voyage le moins cher est celui de l'autobus (en moyenne 27 piastres). Les unités en service sont presque constamment surchargées et l'équipement est spartiate. Dans le minibus, le prix sur les lignes intra-urbaines est presque le double (c'est-à-dire 48 piastres). Mais la chance de trouver une place assise est beaucoup plus grande. Le prix du billet du bus climatisé dépasse de six fois celui de l'autobus normal. Mais ce moyen offre le même luxe qu'un autocar européen. Il n'existe que depuis cinq ans. C'est pourquoi, jusqu'aujourd'hui, il joue dans le graphique de subdivision modale un rôle moins important. Le microbus est omniprésent dans le gouvernorat d'Alexandrie. Il n'y a pas de place debout comme dans le bus climatisé, mais l'équipement est moins confortable.

Enfin, on compte deux sortes de taxi : le taxi régulier, qui n'a pas le même rôle en Égypte qu'en Europe en ce sens qu'il pratique le co-voiturage. Grâce à son prix abordable, la population alexandrine utilise ce moyen beaucoup plus souvent que les Français ou les



Accident de bus

Allemands (10% dans la subdivision modale des transports en commun). Le chauffeur remplit sa voiture, généralement un véhicule vétuste, surtout pendant les heures de pointe. La limousine, un taxi très confortable, offre par contre un véritable transport individuel. Mais les prix fixés par l'État sont très élevés pour l'Égypte.

On trouve encore de nos jours deux moyens de transport en commun non motorisés : la charrette qui circule sur des itinéraires fixes et la calèche qui se promène à la demande du client.

## LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT EN COMMUN

Concernant les deux moyens non motorisés, on peut dire que leur apparition remonte à l'Antiquité : en effet, des chariots simples circulaient en Égypte longtemps avant la fondation d'Alexandrie. Mais c'est au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que les grands changements ont eu lieu avec l'introduction du chemin de fer : c'est d'ailleurs à Alexandrie qu'ont été installés les premiers rails sur le continent africain et dans le monde arabe.

Ces nouvelles voies ferrées pouvaient avoir de multiples utilisations : ainsi, la ligne d'Abû Qîr, à la fois, servait pour le transport des marchandises (surtout le coton) et desservait les résidences estivales de la famille royale.

Les premières voitures, quant à elles, sont apparues au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le développement des lignes ferroviaires s'arrête dans les années vingt au bénéfice de l'autobus, plus moderne et plus flexible.

L'ère nasserienne (1954-1970) connaît des goulets d'étranglement dans le domaine des transports en commun : en raison de la crise économique due à plusieurs guerres et du manque de devises, l'Égypte n'a pas pu acheter suffisamment de véhicules pour répondre aux besoins d'une population en plein essor. La situation s'est améliorée après la libéralisation du marché sous Sadât. De nouveaux moyens de transport sont apparus peu à peu (la limousine, le microbus, le minibus et le bus climatisé) offrant une meilleure qualité de service et s'autofinçant (à l'exception du minibus).

### LE CHOIX DES MOYENS ET LE COMPORTEMENT DES USAGERS

Le développement des transports en commun en Alexandrie induit une interrogation : pourquoi cette multiplicité de moyens de transport a-t-elle perduré jusqu'à aujourd'hui ?

La mauvaise situation économique en est l'une des raisons. La politique postrévolutionnaire a dû utiliser des modèles dépassés. À l'expansion démographique, on a répondu en créant de nouveaux systèmes sans supprimer les anciens (comme c'était le cas dans plusieurs villes européennes).

L'autre raison est la coexistence de divers groupes sociaux ayant des besoins différents. En utilisant les méthodes empiriques et géographiques " Questionnaire ", " Observation participante " et " Comparaison de la topographie sociale avec les trames des moyens différents ", on a pu vérifier cette hypothèse.

Le train d'Abû Qîr et l'autobus sont les moyens publics utilisés par les catégories sociales les plus

basses. Les passagers des deux systèmes de tram appartiennent plutôt à la classe moyenne. Et la plupart des passagers du minibus et surtout du bus climatisé sont issus des classes supérieures.

En outre, on a pu remarquer qu'il y a des moyens de transport qui attirent certains groupes : la limousine, par exemple, est utilisée presque exclusivement par les touristes étrangers. Parmi les passagers des calèches, on trouve beaucoup d'estivants. La population rurale choisit surtout l'autobus, le microbus et le chemin de fer, moyens de transport qui font le lien entre l'agglomération et la campagne environnante. Pour éviter tout contact physique avec les hommes, les femmes délaissent les moyens de transport bondés, leur préférant le tram où des voitures leur sont réservées. Tram et microbus remportent l'adhésion des jeunes : la ligne d'ar-Raml passe devant le campus principal et le microbus leur permet de voyager assis, le respect dû aux plus âgés les obligeant souvent à céder leur place dans les autres types de transport.

Le choix des moyens de transport dépend aussi de la raison du déplacement : pour les voyages professionnels, les transports les moins onéreux sont préférés ; dans le cadre de la vie privée, on utilise plutôt des transports confortables.

### CONCLUSION

On a pu montrer que la multiplicité des moyens de transport en commun en Alexandrie est une résultante des différents besoins d'une société diverse, typique d'un pays en voie de développement. Les futurs projets en matière de transport urbain dans le Tiers-Monde ne devraient pas seulement prendre en compte les données de rentabilité et d'environnement mais aussi les spécificités sociales et culturelles de la population ■

Le tram au dépôt de la gare Mustapha Pacha (actuellement : Mustapha Kamel).



Le tram ar-Raml : pendant l'été, les portes étaient enlevées.



## ALEX-MED

THE ALEXANDRIA AND MEDITERRANEAN RESEARCH CENTRE

**MOHAMMED AWAD**

Directeur de l'AMRC

### INTRODUCTION

Depuis sa fondation par Alexandre le Grand, Alexandrie a vécu deux grandes périodes de rayonnement historique et culturel. Elle a tout d'abord été capitale et centre d'enseignement pendant l'Antiquité. Sa situation, au cœur de la civilisation méditerranéenne, a contribué à son agrandissement et à son enrichissement, en raison de la diversité culturelle dont elle avait déjà l'apanage. À l'époque médiévale, Alexandrie a maintenu des échanges et des contacts solides avec le monde islamique et méditerranéen, par exemple avec l'Andalousie et le Maghreb, la Syrie et la Turquie, les États de Venise, Gênes, et les peuples de Grèce et de Chypre... La deuxième période d'apogée de la ville va de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Cette période a été qualifiée de "cosmopolite" ou bien appelée "l'âge d'or" d'Alexandrie. Une fois de plus, la diversité culturelle et ethnique a permis la renaissance de cette terre oubliée et en a fait la capitale économique et culturelle de l'Égypte. Pendant ces deux époques, le rôle et la mission d'Alexandrie ont été de rester fidèle à la vision de son fondateur qui avait voulu lui donner un rôle débordant largement le cadre local et promouvoir un esprit de diversité, de pluralisme et d'échange.

Aujourd'hui, Alex-Med est :

- un centre de recherches et de documentation ;
- un forum de conservation, de dialogue et d'échange culturel ;
- un acteur de la promotion du développement économique durable.

### MISSION

Alex-Med aspire à faire revivre le rôle historique d'Alexandrie et à promouvoir la culture alexandrine et l'alexandrinisme, en retrouvant cet esprit de diversité, de tolérance et de coopération dans le Bassin méditerranéen. Ainsi, sa mission est de documenter et de partager la culture et l'imaginaire d'Alexandrie et de la Méditerranée, en encourageant la recherche, l'écoute et le dialogue.

### ACTIVITÉS

Le centre projette de couvrir – en recherche et en documentation – tous les secteurs relatifs à Alexandrie et à la Méditerranée. Cela inclut la recherche scientifique, l'acquisition et l'archivage de documents, les publications, les séminaires, les conférences, les expositions, les projets, les programmes d'échange de développement culturel.

#### *1. La recherche*

La recherche scientifique se fera dans tous les domaines relatifs à Alexandrie et la Méditerranée. Elle se concentrera sur le patrimoine dans des disciplines comme l'histoire, l'archéologie, la littérature, les arts et les sciences humaines et s'étendra au patrimoine immatériel comme l'histoire orale, etc. Il s'agit de faire en sorte que le passé ne soit pas simplement conservé mais que sa connaissance en soit transmise de manière vivante, pour contribuer à fonder un avenir meilleur.

#### *2. Acquisitions et archivage de documents*

Beaucoup de documents de grande valeur existent mais ils restent dispersés parmi les individus et les institutions. La Bibliotheca Alexandrina devrait être la principale source de connaissance et de documentation sur Alexandrie et la Méditerranée. Ainsi, Alex-Med va identifier, rassembler et archiver tout ce matériel. L'archivage numérique sera aussi important que l'acquisition et la classification des documents. Dans ce but, un site web sera réalisé, ainsi qu'une bibliothèque spéciale réservée aux documents acquis par le centre pour les mettre à la disposition des chercheurs.

#### *3. Conférences et expositions*

Elles seront organisées dans le but de promouvoir l'intérêt des chercheurs et du public pour les sociétés alexandrines et méditerranéennes. L'objectif est d'encourager le dialogue, de promouvoir une meilleure entente et de partager des expériences sur des sujets d'intérêt commun, comme la mise en valeur du rôle des civilisations méditerranéennes et la confrontation avec les défis du monde contemporain.

#### 4. Publications

Il est indispensable que les rapports des conférences et séminaires académiques soient publiés en version papier, sur cédérom et sur internet. D'autres publications sur Alexandrie et la Méditerranée seront prévues, y compris les résultats des travaux menés par les chercheurs du centre. Celles-ci peuvent aller d'ouvrages de vulgarisation pour le grand public jusqu'aux travaux scientifiques pour un public spécialisé ou académique.

#### 5. Projets durables

Ces projets constitueront une partie importante de l'agenda du centre, en se focalisant sur le rapport d'Alexandrie avec les autres sociétés méditerranéennes. L'idée est de promouvoir le développement économique durable. La ville sera perçue comme un nouvel espace urbain expérimental qui met en avant les valeurs d'interaction culturelle et sociale, de conservation de l'environnement et de prospérité économique.

#### 6. Programmes d'échange

Afin d'encourager la recherche et le dialogue avec le reste du monde, des programmes d'échange avec des institutions locales, méditerranéennes et internationales seront mis en place. Alex-Med établira des contacts à l'étranger avec des institutions et des organisations en lien avec Alexandrie et la Méditerranée. Les chercheurs égyptiens et étrangers seront autorisés à mener des recherches au sein du centre et à exploiter ses archives et sa documentation. Les chercheurs professionnels et les jeunes chercheurs égyptiens recevront des aides pour étudier, assister à des ateliers et des conférences – et, de manière générale, accumuler des expériences – à l'étranger. Il est possible que quelques programmes soient conçus pour le profit de tous. Le volontariat et l'internat seront aussi encouragés.

#### 7. Adhésion et adhésion honoraire

L'adhésion et l'adhésion honoraire seront établies pour les amis du centre. Cela aidera à créer un réseau d'associations et de centres au niveau local et international.

## « AMKENAH » UNE REVUE LITTÉRAIRE ALEXANDRINE

**A***mkenah* (Des lieux) est une revue qui s'intéresse à la littérature portant sur le lieu, sa culture, son histoire et ceux qui, soit volontairement, soit tout simplement par leur présence, ont fabriqué cette histoire. Il est des pratiques banales dénuées de toute visée artistique au départ. Elles n'en sont pas moins constitutives d'un art du lieu. S'il apparaît comme tel, c'est que nos perceptions de l'art sont elles-mêmes recomposées par de nouvelles contingences. Cette littérature se distingue par une lecture littéraire des points que nous venons d'évoquer ou par d'autres d'éléments, illimités, tout ce qui permettrait de définir le lieu. Il peut s'agir de signes dont la forme change avec le regard. Autrement dit, une stylistique et une conscience personnelle ouvrent la voie à la créativité, en littérature comme dans l'art. Des "manières de faire" la littérature échappent aux formes d'expression préexistantes. Domine aujourd'hui le sentiment, ou le pressentiment, que le fait d'entrer dans la vie par le biais du récit ou de la narration traduit en soi le désir de ne pas lui donner une fin tragique. En effet, le récit se poursuit toujours et c'est peut-être dans ses replis mêmes que résident les conditions d'une polémique avec la vie ; des conditions autrefois négligées qui ont trait à la forme de la narration, à la vie des héros eux-mêmes. C'est le récit de l'ancien récit, une



Tout le monde est à la recherche d'un être supérieur, immortel, immuable. Ce qui est certain c'est que la mer n'est pas simplement de l'eau salée ; c'est un vaste passage vers l'au-delà.

biographie de la vie dans tous ses détails, avec ses composantes et ses ressources. Autrefois, au cœur du récit se trouvait le héros, sa personne, ses pensées et ses angoisses. À présent, le contexte dans lequel vit le héros a changé. Il y a certes la société, les relations sociales, mais il y a également cette “ dame nature ”, si souvent oubliée et un lien à entretenir : le restituer, c’est réhabiliter cette confusion existentialiste fondamentale qui touche chaque individu et lui donne le droit d’interpréter sa vie.

Une sensibilité anthropologique s’insinue dans la créativité et les raisons en sont multiples : face à l’expérience de crise que connaît le citoyen, la volonté d’ouvrir de nouveaux horizons qui comprennent différentes expériences et différents modèles ; la multiplicité et la diversité des sources du savoir ; le scepticisme à l’égard de ce qui a été réalisé ; la défense de la spécificité de la culture que nous vivons. Un double mouvement tourné à la fois vers l’intérieur et l’extérieur. L’anthropologie a peut-être des origines coloniales, mais c’est une science qui se présente aujourd’hui sous un jour différent et va bien au-delà des raisons mêmes de sa création. C’est un périple à travers sa propre culture et la culture des autres.

Tout ce qui n’est pas conservé dans notre mémoire ne se reproduira peut-être plus, nous le perdons à jamais. Le cinéma, le théâtre, les arts plastiques, l’écriture, la soif de connaître, tout cela constitue l’autre lieu où nous nous voyons nous-mêmes, où nous percevons nos rêves et notre passé. L’essentiel maintenant, c’est de veiller à ce que nous ayons notre récit à nous ■



Face à la mer, sans rien fixer de particulier, vous vous laissez envahir par ce violent sentiment maternel.



En hiver... en été... dans les instants de solitude ou sein d’un groupe, la mer devient l’autre qui de la solitude fera naître le dialogue. Elle suscitera dans la mémoire du groupe l’introspection.



Nombreuses sont ces familles devant la mer.

© Photos Salwa Rashad  
Textes Alaa Khaled

## « AMKENAH »

Concerning with the culture of the place

A non periodical

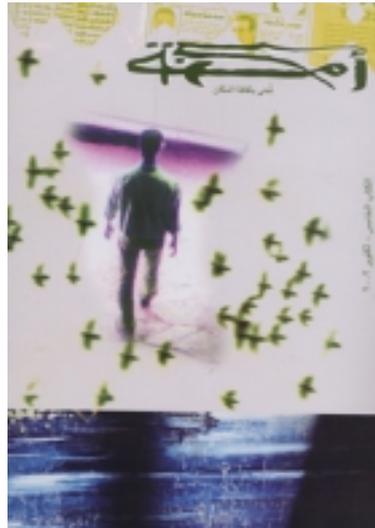
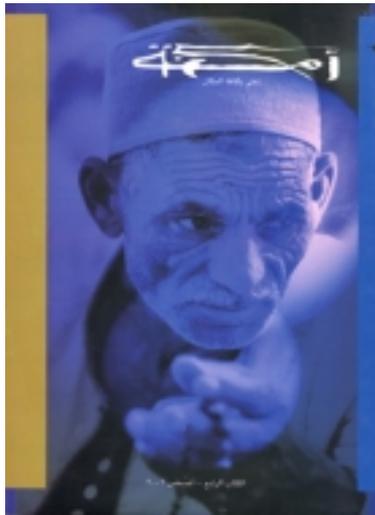
Email: amkenah@hotmail.com

N° 5 :

- Le poète itinérant : biographie de Sayyid Al-Diwâ.
- Malgré tout, le héros c'est celui qui croit au texte prédit.
- Image de mon père.
- Une roche dure : Entretien avec le sculpteur.
- Le héros imparfait.
- La maison familiale.
- Extraits.

4

août 2002



5

oct. 2003

N° 4 :

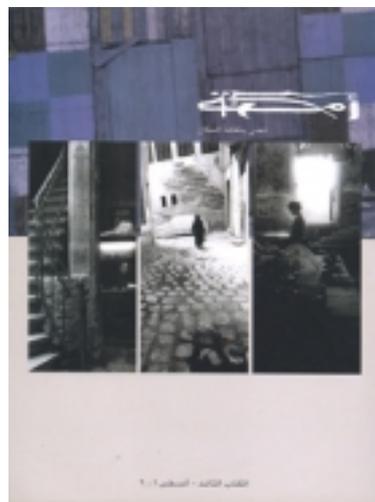
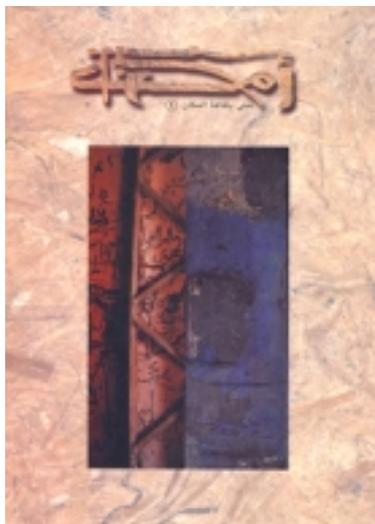
- Petites marches au long du fleuve : le fellah et sa vie.
- Une lampe à l'huile, lueur à la fois faible et vigilante : le fellah et sa vie.
- Biographie d'un paysan.
- Jalons sur la route.
- Extraits.

N° 3 :

- Livre ouvert : Récits sur la Nubie et ses habitants.
- La ville : angles, miroirs et récits.
- Marches à travers la ville.
- Deux récits de Nubie.
- D'autres pays.
- J'étais presque passé par là : Al-<sup>c</sup>Arîsh et son marché.
- Qui feint d'oublier la guerre planifie une nouvelle guerre.
- Extraits.

2

juin 2000



3

août 2001

N° 2 :

- Sous l'aile de Mar Guirguis (St Georges).
- Histoire du désert /Axe.
- ... Mais ce qui importe c'est d'ajouter de la vie aux années de notre existence.
- L'imagination, une nécessité.
- Musique de la nouvelle ère.
- Les Égyptiens entre désert et vallée.
- Récits de la vie.
- Extraits.
- Le désert / Poème.

# RECHERCHES EN COURS



© Photo Salwa Rashad

## LE CAS DES ZABBÂLÎN DU CAIRE :

### COMPTE RENDU D'UN MÉMOIRE DE DEA

#### UNE COMMUNAUTÉ LOCALE FACE À LA MODERNITÉ

SOAZIG DOLLET

Institut d'études politique d'Aix-en-Provence

“ Nous allons tous mourir ! ”, s'exclame Fawziya qui craint de voir disparaître sa principale source de travail qui est aussi sa source de vie : l'or noir des poubelles du Caire. Au cours de l'année 2002, deux des gouvernorats du Grand Caire (Giza et Le Caire) ont en effet délégué la gestion de la propreté de la capitale à des entreprises étrangères, remettant en cause le système artisanal préexistant, celui des *zabbâlin*, les fameux “ chiffonniers du Caire ” de Sœur Emmanuelle. L'introduction des multinationales provoque une véritable crise pour cette communauté à laquelle Fawziya appartient, et dont la “ vie est totalement investie par la gadoue ”, pour reprendre une expression de Michel Tournier<sup>1</sup>. Ce mémoire de DEA a été consacré à l'étude de la gestion de la crise par ce *monde des ordures*<sup>2</sup>. Il a été dirigé par Elizabeth Picard et soutenu devant le jury composé M. Jean-Pierre Gaudin et Mme Elisabeth Longuenesse, le 11 septembre 2003.

### UNE DÉMARCHE NÉCESSAIREMENT ANTHROPOLOGIQUE

Ma démarche de recherche peut être considérée comme légèrement atypique, dans la mesure où je n'ai trouvé mon véritable objet d'étude qu'une fois arrivée sur le terrain égyptien. En effet, mon envie initiale de travailler sur le pouvoir local dans la bande de Gaza a été contrecarrée par l'intervention américaine en Irak. C'est donc davantage par un heureux hasard de reconversion que par pure vocation que j'en suis venue à travailler sur le cas des *zabbâlin* en crise.

Vierge de toutes connaissances et, *a fortiori*, de tout préjugé, j'avais cependant — en commençant à travailler sur le sujet — une certaine idée du fonctionnement du système de collecte des ordures en Égypte, y ayant vécu un an auparavant. Je me souvenais en effet que l'on venait régulièrement ramasser les poubelles à ma porte et que tous les mois je donnais de l'argent à une personne que j'appelais alors “ mon *zabbâl* ”. Jamais toutefois je ne m'étais interrogée sur le devenir de mes ordures, même s'il m'était souvent arrivé d'assister au spectacle de charrettes tirées par des ânes, conduites par des enfants, coincées, aux heures de pointe, entre la Mercedes, le taxi et le bus...

J'ai choisi d'adopter une démarche anthropologique afin de saisir la réalité du terrain et de réduire ainsi le risque d'une imposition “ décalée ” de problématique. “ Fourmi de la collecte de données ”, j'ai observé, pris des notes, écouté, enregistré toutes les informations que l'on me donnait. J'ai essayé de comprendre le rôle des différents acteurs, les logiques internes des univers fréquentés : les dynamiques apparentes, mais aussi celles qui ne se donnent pas à voir.

Sujet brûlant de l'actualité égyptienne, l'arrivée des multinationales était sur toutes les lèvres, à la “ une ” des journaux. Tout Cairete interrogé avait son mot à dire sur le sujet. La lecture de la presse et la participation à la vie de mon quartier au Caire m'ont permis de prendre la mesure du mécontentement de la population face à la perturbation de ses habitudes. Certaines entreprises ayant commencé à travailler dans leurs “ zones ” respectives en avril 2003 (d'autres ont débuté en mai), j'ai pu constater par moi-même, sur le terrain, les conséquences réelles de la transformation du système de *répurgation*.

Une grande partie de l'intérêt de cette recherche réside dans son aspect anthropologique. Au cours de ce travail, la parole a été donnée aux membres de cette communauté marginalisée et stigmatisée, à ces individus qui ont rarement l'occasion de parler d'eux, de leur vie, de leurs peurs et inquiétudes face à l'avenir. Ces victimes de l'ostracisme général ont su prendre le temps de me parler, être patientes lorsque j'avais des difficultés à comprendre la situation. Au cours du travail de rédaction, j'ai essayé d'être la plus fidèle possible à ce que j'avais observé sur le terrain.

### UN BOULEVERSEMENT COMME POINT DE DÉPART D'UNE ANALYSE

L'arrivée des entreprises étrangères, imposée par la décision prise par les gouvernorats du Caire et de Giza, peut être considérée comme la source de bouleversements pour l'univers traditionnel des *zabbâlin*, pré-

sents au Caire depuis une cinquantaine d'années. J'ai employé le terme commun de " crise " pour désigner ces perturbations, estimant que la communauté des *zabbâlîn* avait dû s'adapter à cette *crise*. Aussi l'important a-t-il été d'analyser la manifestation de ces bouleversements et la manière dont les *zabbâlîn* y réagissaient.

#### *Les motivations politiques*

" Le Caire, ville propre " <sup>3</sup>, tel est le nouveau slogan des autorités égyptiennes. Je me suis intéressée aux motivations qui ont poussé les gouvernorats du Caire et de Gîza à entreprendre une modernisation de leur système de *répurgation* des ordures. Je me suis ainsi attachée à analyser les tenants et aboutissants de cette politique, en replaçant cette décision dans la dynamique nationale de libéralisation de l'économie égyptienne et en montrant en quoi elle s'inscrit dans une dynamique historique de modernisation de la ville. Le " sceau de la modernité " est un élément essentiel à prendre en compte pour comprendre les réelles motivations qui animent les autorités égyptiennes derrière la délégation de ce service public : il s'agit ainsi de remplacer les charrettes tirées par des ânes, qui encombrant le trafic aux heures de pointe, même si elles sont très prisées par les touristes à la recherche d'" exotisme " et de pittoresque. Le paradigme modernisateur occupe en effet une place importante dans l'imaginaire politique, économique, social et urbain égyptien depuis l'époque de Mohammed 'Ali. " The modernisation project is still alive in Egypt ! ", estime David Sims, responsable du programme allemand GTZ <sup>4</sup>.

### LA COMMUNAUTÉ DES ZABBÂLÎN, SON IDENTITÉ, SON FONCTIONNEMENT INTERNE, SES TECHNIQUES DE TRAVAIL

Parallèlement, j'ai cherché à cerner l'identité, le fonctionnement et le rôle des *zabbâlîn*, m'intéressant à leur travail, aux méthodes utilisées, mais également à leur histoire.

Les ordures sont collectées par les hommes, tôt le matin ou tard le soir, quand le trafic est plus fluide. Les enfants (garçons et petites filles jusqu'à la puberté) accompagnent leur père, afin de garder la charrette en bas des immeubles, pendant que ce dernier s'active à la collecte dans les étages. Aujourd'hui, les voitures et camions ont partiellement remplacé les charrettes au pied des tours. Les ordures, une fois arrivées dans les *zarâyeb* <sup>5</sup>, sont déversées dans la cour ou devant la maison afin d'être triées par les femmes et les enfants, qui opèrent à mains nues. Les déchets sont triés en deux temps : tout d'abord, matières organiques et inorganiques sont séparées, les premières étant données aux cochons, les autres faisant l'objet d'un second tri, afin

de les classer par matériau (verre, plastique, papier, os, métal, etc.). Cette classification évolue sans cesse en fonction des besoins, de nouvelles matières apparaissant régulièrement. Une parfaite connaissance, par les femmes, des différents matériaux est nécessaire. Cela constitue la garantie d'un bon fonctionnement du système.

Notons que les déchets non organiques qui ne pouvaient pas être recyclés étaient généralement brûlés. Toutefois, en 1998, le gouvernorat du Caire a octroyé aux *zabbâlîn* du Moqattam un terrain à Qattamiyya, pour que ces derniers viennent y déposer les matières non recyclables. Quant aux excréments des animaux, ils servent à la fabrication d'un riche compost qui sera utilisé comme engrais naturel, comme c'est le cas actuellement dans les régions désertiques du Sinaï. Le premier projet de *compost plant* au Moqattam a été mis en place par l'Association pour la Protection de l'Environnement (APE) en 1984 <sup>6</sup> et transféré à Qattamiyya à la fin des années 1990.

Chaque *zabbâl* impliqué dans le système de recyclage est spécialisé dans un type de produit particulier. Ainsi, à titre d'anecdote, un *zabbâl* qui s'occupe du recyclage du plastique des bouteilles d'eau de la marque Siwa ne pourra pas récupérer les bouteilles de la marque Baraka... Chaque type de produit est vendu à un intermédiaire. Ce dernier peut venir de la même *zarîba*, ou d'une autre. Il est important de souligner les relations de travail qui existent entre les différentes *zarâyeb* du Grand Caire. En effet, toutes ne disposent pas des mêmes capacités : les *zabbâlîn* de Ard el-Lioua et de Ezbet al-Nakhl vendent leur plastique ou leur carton à des intermédiaires du Moqattam. La complémentarité des *zarâyeb* est permanente

Si la plupart des intermédiaires appartiennent au secteur informel, on constate un intérêt croissant du secteur formel pour ce marché très lucratif <sup>7</sup>. Avec le temps, les liens avec l'extérieur se sont en effet développés. Ainsi, de nombreux matériaux recyclés servent de matière première à des entreprises " formelles ". À la jonction entre l'informel et le formel, les *zabbâlîn* constituent aujourd'hui une force économique importante en Égypte. Tout un réseau d'activités (formelles et informelles) se trouve en effet alimenté par le travail des *zabbâlîn*, source de nouveaux emplois un peu partout en Égypte <sup>8</sup>.

Il est difficile de dire avec précision combien de *zabbâlîn* vivent et travaillent dans la capitale égyptienne ; aucun chiffre officiel précis et réaliste n'existe. Leur nombre est soit sous-estimé par les autorités égyptiennes, soit surévalué par les *zabbâlîn* ou les agences de développement. Cette sous-évaluation de l'importance des *zabbâlîn* par les autorités égyptiennes est révélatrice de la volonté constante de minimiser le rôle joué par cette communauté dans le système cairote de *répurgation* des ordures ménagères. La fourchette

est ainsi très large, entre 30 000 et 5 millions ! On peut cependant raisonnablement estimer le nombre de *zabbâlîn* à plus de 150 000 personnes. Ces *zabbâlîn* sont répartis dans six *zarâyeb*<sup>9</sup>, celle du Moqattam étant la plus grande. Le salaire moyen d'un *zabbâl* tourne autour de 450-600 L.E. par mois (c'est-à-dire entre 70 et 100 euros par mois)...

Ce sont autant de personnes qui se trouvent concernées par l'arrivée des multinationales. " Une industrie communautaire est en train d'être détruite ", estime Laila Iskandar, responsable du CID, cabinet de conseil qui a contribué à la mise en place d'un certain nombre de projets destinés aux *zabbâlîn*, notamment au Moqattam<sup>10</sup>. L'avenir de toute une communauté se trouve ainsi bouleversé. L'incompréhension, la colère règnent.

" Ce n'est pas juste, vraiment ! Cela fait plus de cent ans que nous faisons ce métier, que nous nettoiyons le Caire, sans que personne ne nous remercie pour ce service rendu et, du jour au lendemain, ils veulent tout arrêter... Nous, on n'est pas d'accord ! ", s'écrit Fawziya<sup>11</sup>. Et Isaac de renchérir : " Pourquoi on ne nous a pas donné ces millions à nous ? Pourquoi l'État est-il allé chercher des entreprises étrangères qui ne connaissent rien de nos habitudes, alors qu'en nous donnant de l'argent et les moyens, on aurait amélioré le service ? "<sup>12</sup>

Tout le monde s'accorde à dire qu'il fallait changer le mode de gestion des ordures (du fait de problèmes sanitaires, sociaux, écologiques...), mais les méthodes employées pour ce faire ne sont pas jugées adéquates par la population. " Il fallait que cela change, mais pas comme cela ", estime Ayman Macram<sup>13</sup>.

J'ai essayé de prendre la mesure de l'écart entre l'image romantique d'une communauté unie, homogène, véhiculée par différents acteurs en Égypte, et ce que j'ai pu observer sur le terrain. Il m'a fallu beaucoup de temps d'observation et la réalisation de nombreuses interviews pour saisir les logiques internes de ce groupe social.

Le " monde des ordures " est un univers social traversé par des logiques spécifiques et doté de principes d'organisation et de hiérarchisation s'imposant aux individus qui en font partie. Au sein de la communauté des *zabbâlîn* s'est développée une " société très hiérarchisée ", basée sur une stricte division du travail. Les contraintes imposées par le gouvernorat ont renforcé ces relations asymétriques. En effet, tous les *zabbâlîn* ne disposaient pas nécessairement d'un capital suffisant pour répondre aux exigences municipales. Une hiérarchie s'est ainsi établie, entre ceux qui collectent, ceux qui transportent, ceux qui recyclent, ceux qui ont des activités commerciales...

Le Moqattam est le quartier où j'ai pu observer les disparités les plus importantes (et les plus visibles) entre les habitants. Toute réussite sociale est symboli-

sée par des signes extérieurs de richesse ou de domination. Ainsi, les charrettes des uns côtoient les voitures de luxe des autres dans les ruelles du quartier encombrées d'ordures. Les maisons regorgeant de déchets voisinent avec des maisons bien aménagées (j'ai pu rendre visite à un *zabbâl* du Moqattam dont l'appartement est équipé d'une machine à laver le linge et de la climatisation !). L'analyse de cette *face* de la communauté, si souvent cachée par des discours à forte connotation altruiste et paternaliste (ou en tout cas pas mise en évidence), permet de comprendre les différences de comportements face à la crise que traverse la communauté aujourd'hui.

#### *Une communauté marquée, victime d'ostracisme*

Consciente du stigmate multiforme qui pèse sur les *zabbâlîn*, j'ai cherché à saisir la place de cette communauté au sein de la société égyptienne. S'ils sont majoritairement coptes, la religion n'est cependant qu'une facette de la réputation dont souffrent les *zabbâlîn*. Leur origine géographique — la Haute-Égypte — n'est pas non plus sans lien avec la place qu'on leur attribue. Les *Sa'idis* souffrent en effet d'un certain racisme et sont la cible d'inépuisables plaisanteries<sup>14</sup>. Toutefois, c'est surtout du fait de leur activité professionnelle qu'ils se trouvent " étiquetés ". Le *zabbâl*, dans l'imaginaire égyptien, constitue le stéréotype de l'impur. À noter que sa dénomination dérive directement du terme *zebbâla* qui signifie " poubelle " en arabe. Les *zabbâlîn* à l'origine sont des porchers (des *zarrâba*). Ce rapport à l'animal, impur pour les musulmans, renforce ce stigmate. Il faut savoir (et ce n'est pas anodin) que les quartiers où résident les *zabbâlîn* sont communément appelés les *zarâyeb*, qui signifie " enclos pour animaux " et, par extension, " porcherie ".

Les conditions de vie des *zabbâlîn* ajoutent à cette image du sale, de l'impur dans la mesure où, une fois les ordures collectées, elles sont triées par les femmes, à mains nues, généralement dans un espace entre la rue et le rez-de-chaussée des maisons. Les déchets organiques sont directement donnés aux cochons et généralement la porcherie n'est séparée que par un bout de tôle du reste de l'habitation. L'odeur (liée à la présence des cochons et des ordures) de ces quartiers peut renforcer leur stigmatisation, leur marginalisation.

Le mépris pour les *zabbâlîn* est réel : " Il est sale, ses ongles sont tout noirs. Ses habits sont déchirés. La sueur lui colle au visage.... Et puis... il sent mauvais...un peu comme les cochons ! m'a dit à mi-voix la voisine. " Ils attirent les mouches ", commentent certains en riant<sup>15</sup>.

Toutefois, on ne peut nier le respect des habitants pour leur *zabbâl*, du fait du lien personnel qui existe entre eux. " La confiance entre le *zabbâl* et les habitants est très forte. Ils se connaissent généralement

depuis longtemps : c'est d'abord le père qui venait ramasser les ordures, puis le fils l'a remplacé... Les gens ne veulent pas qu'une autre personne vienne ramasser les ordures ; ils ne veulent personne d'autre que leur *zabbâl*, notamment pour des raisons de sécurité. Et puis, le *zabbâl* fait correctement son travail (...). La proximité entre résidents et *zabbâlîn* est une donnée évidente et connue. ”<sup>16</sup>

Exclus socialement, les *zabbâlîn* sont marginalisés géographiquement, vivant à la périphérie du Grand Caire. Considérés comme des “ squatters ” par les autorités égyptiennes, ils ont été déplacés à de nombreuses reprises, notamment en septembre 1970, lors de leur violente expulsion du quartier d'Imbâba. Trop près de la ville, qui gagne chaque jour du terrain sur le désert et les terres agricoles, ils constituent une gêne visuelle et olfactive pour le voisinage, aussi les autorités ont-elles décidé de les chasser. Chaque expulsion les pousse toujours plus loin, hors des limites toujours mouvantes de la ville.

Il est important de souligner que les quartiers des *zabbâlîn* sont des “ espaces niés ”, c'est-à-dire des espaces invisibles aux yeux de la population (mis à part ceux des riverains). En effet, il n'en existe pas de cartes, mis à part pour le Moqattam où vit le plus grand nombre de *zabbâlîn*. De plus, on ne dispose pas de données statistiques (précises ou non) sur la communauté. Cette négation de l'espace et de ses habitants se traduit physiquement. Ainsi, on ne voit pas le quartier du Moqattam quand on emprunte en voiture l'*autostrad* entre l'aéroport et le centre-ville. Cette invisibilité est également valable pour les autres quartiers et elle peut être matérialisée comme c'est le cas à Ard el-Lioua : la présence de remparts de tôle le long de la nouvelle autoroute qui traverse la *zerîba* constitue une négation de l'existence de ce quartier.

## LES CAIROTES ET LEUR RÉACTION À LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE COLLECTE DES ORDURES

Je me suis intéressée à la manière dont les Égyptiens réagissent aujourd'hui à l'importation imposée de cette technologie moderne. Les nouveaux modèles de collecte ont en effet été pensés en Europe et vendus à l'Égypte. Aussi la dialectique technologie moderne importée/culture égyptienne traditionnelle est-elle très présente dans les débats autour de l'arrivée des multinationales dans la capitale égyptienne. Nombreux sont les discours sur l'inadaptation/inadaptabilité de ces systèmes modernes à la configuration urbaine de la capitale et aux habitudes de ses habitants. Ce débat fait écho à celui autour de l'État importé, qui oppose Bertrand Badie et Jean-François Bayart. La question de la poursuite ou non de la collecte porte-à-porte des ordu-

res par les entreprises étrangères est au centre des débats. Les Cairotes y sont habitués, y tiennent beaucoup. Si les entreprises ne fournissent pas ce service, il se peut que la population se montre réticente à coopérer.

Ainsi Shokri Hussein (qui travaille à l'EQI) déclare : “ Les gens ne sont pas habitués ! Ils avaient l'habitude d'avoir leur *zabbâl* qui venait ramasser les poubelles à leur porte et une entreprise qui nettoyait les rues ; là il leur faudra descendre et mettre leurs ordures dans des conteneurs. Ce n'est pas facile ! Cela va prendre du temps ! On ne change pas les mentalités en un mois ! ”<sup>17</sup>

M. A'ouad, un des ingénieurs en charge du dossier pour le gouvernorat de Gîza, souligne la nécessaire adaptation des systèmes européens de *répurgation* des ordures ménagères à la société, aux modes de vie des Égyptiens. “ Les gens ne sont pas habitués à de telles manières de faire et les rues ne sont pas adaptées... Si le système européen est appliqué comme cela directement, sans adaptation en Égypte, cela ne peut pas marcher ; il faut s'adapter aux coutumes, traditions, habitudes des gens ici. Et les citoyens n'ont jamais pris l'habitude de mettre leurs ordures dans des containers. La question se pose surtout dans certains quartiers où les immeubles sont très hauts : les gens ne vont pas descendre leurs poubelles du 20<sup>e</sup> étage. ”<sup>18</sup>

Isaac, *zabbâl*, confirme ce point de vue : “ Tout le monde ne descendra pas ses ordures : il y a des immeubles très, très haut ; les personnes âgées, souffrantes ; vous pensez qu'ils descendront leurs ordures jusqu'au container ? Sans parler des gens qui ont la flemme ! Ils finiront par ouvrir la fenêtre et jeter la poubelle par la fenêtre ! ”<sup>19</sup>

Je me suis interrogée sur les conséquences du risque de disparition du système “ *zabbâlînien* ” de collecte de porte-à-porte des ordures sur la perception que les Cairotes ont des *zabbâlîn*. Ceci provoque-t-il une évolution de leur comportement à l'égard de leur *zabbâl* ? Qu'en est-il du stigmate : se trouve-t-il renforcé ou atténué par la crise ?

On assiste ainsi depuis mai 2003 à une vive protestation de la part des Cairotes contre la présence des multinationales, protestation qui trouve un fort écho dans la presse. Toutefois, si contestation il y a, ce n'est pas pour défendre le sort des *zabbâlîn*, dont l'existence se trouve menacée, mais pour se plaindre non seulement d'un changement dans la qualité du service (ils craignent la fin de la collecte porte-à-porte), mais également d'une augmentation considérable du coût de la collecte des ordures, calculé en fonction de la consommation d'électricité. Ces protestations ne constituent toutefois pas une solidarité sur laquelle pourraient s'appuyer les *zabbâlîn*.

À ces discours qui insistent sur l'inadaptation des systèmes européens de *répurgation*, si appliqués comme

tels, les autorités égyptiennes opposent l'importance d'une telle réforme pour la santé publique et comme solution au chômage<sup>20</sup>. Ainsi, le responsable du PND dans le quartier d'Ard el-Lioua, promoteur du progrès, emploie-t-il des termes à vocation idéologique. "Le gouvernement, le parti ne cherchent que le bien public. Le projet vise au progrès, au développement (...). Ce projet est pour l'intérêt collectif, pour la société."<sup>21</sup>

Toutefois, les *zabbâlîn* et leurs soutiens contestent l'argument social de lutte contre le chômage : "Quel est mon avenir ?, s'interroge Hanni, 19 ans. Nous allons perdre notre travail et le chômage va augmenter. Ce travail, c'est notre seule et unique bouchée de pain"<sup>22</sup>. "Certes les entreprises vont contribuer à faire baisser le chômage... mais si on [les *zabbâlîn*] ne travaille plus, nous nous serons au chômage à notre tour. C'est la politique des vases communicants... Je vide un verre pour en remplir un autre."<sup>23</sup>

## LES ZABBÂLÎN ET LEUR GESTION DE LA CRISE

Une fois cernées l'identité et l'organisation interne des *zabbâlîn* ainsi que le regard que porte sur eux le reste de la population cairote, je me suis davantage concentrée sur une analyse des conséquences engendrées par l'arrivée des multinationales sur cette communauté. J'ai cherché à saisir les changements induits par ce que j'appelle "la crise", et parallèlement ce que celle-ci mettait en lumière et exacerbait, essayant de savoir si cet événement déclencheur et perturbateur engendrait un regain de solidarité, voire un repli communautaire, ou si au contraire elle était facteur de dissensions. La crise donne-t-elle à voir des recompositions, des restructurations sociales et politiques ? Produit-elle de nouveaux référents, de nouvelles valeurs ?

L'essentiel de mon travail de terrain a été consacré à comprendre les réactions des *zabbâlîn* face à cet événement perturbateur. Réagissent-ils et si oui, sur quel(s) mode(s) ? Y a-t-il action collective au sens où les politologues occidentaux l'entendent<sup>24</sup> ? Quelles sont les conséquences de leur structuration interne sur les répertoires d'action choisis ? Je me suis penchée sur les ressources dont ils disposent, à travers les registres de protestations informelles et verbales antérieures, ainsi que sur une éventuelle utilisation de ces "armes" aujourd'hui.

Je me suis ainsi penchée sur l'image que les *zabbâlîn* avaient d'eux-mêmes. Sans honte ni dissimulation d'identité, ils ont su développer un discours très positif sur leur rôle au sein de la société égyptienne, discours renforcé par la crise actuelle. Le langage utilisé par les acteurs eux-mêmes et par les ONG est très fortement connoté autour du registre de l'*empowerment*. Les

*zabbâlîn* affirment leur capacité à autogérer leur quartier et à s'auto-organiser. Le registre discursif de l'adaptation et de l'innovation est également utilisé. *Zabbâlîn* et partenaires ont ainsi construit cette image des "*zabbâlîn* indispensables à la société". Isaac n'hésite pas à dire : "On fait vivre une partie du pays ! C'est un peu grâce à nous que la plupart des rues du Caire restent propres, mais on nettoie l'extérieur et on salit chez nous..."<sup>25</sup>. Un autre *zabbâl* de renchérir : "Ils ont besoin de nous !"<sup>26</sup> Les *zabbâlîn* insistent sur leur expérience, leur savoir-faire, comme on peut le voir dans les propos de M. Shahata :

"Nous, on leur dit que s'ils nous avaient donné l'argent qu'ils donnent aux entreprises, on leur aurait tout nettoyé. Nous avons l'expérience ; c'est notre travail, nous le connaissons mieux que personne ; nous avons tout un système qui fonctionne très bien. Nous sommes encore en pleine forme. Et puis nos corps sont habitués à l'univers des poubelles ; mon corps n'a pas peur des microbes."

De plus, les *zabbâlîn* mettent en avant leur capacité d'expertise dans le domaine du recyclage et du traitement écologique des ordures. C'est pour cette raison que la Ford Foundation a fait en sorte que deux *zabbâlîn* se rendent à la conférence internationale sur l'environnement à Johannesburg en 2002, afin d'y présenter la "technologie écologique des *zabbâlîn*"<sup>27</sup>. L'argumentaire écologique, réinvesti avec la crise, constitue le support des demandes des *zabbâlîn* pour que les entreprises étrangères collaborent avec eux. Développant des discours positifs et valorisateurs, ils parviennent à donner l'image d'une communauté unie.

Par-delà ces compétences discursives, la réaction des *zabbâlîn* face à l'arrivée des entreprises étrangères n'est pas uniforme, entre la volonté d'une action collective pour les uns, la résignation et l'apathie de la majorité, et la stratégie qui semble s'imposer, à savoir celle de la négociation. Il s'est agi de réfléchir à l'éclatement d'une communauté que tout le monde s'accorde à présenter comme homogène. Aux clivages socioéconomiques repérés s'ajoute une divergence quant aux choix des outils de protestation à adopter pour faire entendre ses revendications. J'ai ainsi étudié la manière dont certains individus de la communauté vont passer du fatalisme et de l'acceptation résignée de leur sort à la mobilisation. Les formes de "mobilisations improbables" observées se trouvent souvent exclues des théories classiques de l'action collective. J'ai donc étudié ici un "objet politique non identifié".

Je me suis interrogée sur les raisons de l'échec de la mobilisation collective. Dans un contexte "risqué", la levée des improbabilités de la mobilisation est renforcée par la coercition exercée par le régime politique. Les structures d'opportunités politiques doivent être prises en compte pour comprendre que seuls certains, de manière relativement inorganisée, sont parvenus à

se mobiliser. La majorité des *zabbâlîn* se sent en effet impuissante, dépourvue de ressources et de moyens de pression, aussi la résignation participe-t-elle de cette mobilisation qualifiée de “ molle ”.

L'échec de la mobilisation collective a permis à la voie de la négociation, prisée par les autorités égyptiennes, de s'imposer comme solution à la crise. La question posée est celle de la place réservée par les entreprises aux *zabbâlîn* dans leur nouveau système moderne et importé. Aussi ai-je été amenée à suivre les négociations qui rassemblent les autorités égyptiennes, les représentants des entreprises étrangères, ainsi que les *zabbâlîn* et leurs soutiens. Le filtrage opéré par les autorités égyptiennes quant au choix des interlocuteurs n'est pas sans conséquences sur l'issue trouvée à la crise. Cette voie “ consensuelle ” favorise en effet les personnes les plus influentes de la communauté des *zabbâlîn* qui, par la signature des contrats de sous-traitance avec les multinationales, parviendront à conserver leurs intérêts malgré le changement des logiques de la *répurgation* des ordures. Cette sortie de crise sur le mode du consensus va contribuer à perpétuer le système “ *zabbâlîni* ” ainsi que l'ordre hiérarchique interne à la communauté.

Si la mobilisation a échoué, elle a au moins permis aux *zabbâlîn* d'être reconnus par les autorités égyptiennes. Les accords de sous-traitance sont également la consécration de leur caractère indispensable. Ils se sont dits indispensables, ils l'ont montré, indirectement aidés en cela par les Cairotes. Ces derniers, par l'expression de leur mécontentement face à la perturbation de leurs habitudes, ont demandé le maintien du système de collecte porte-à-porte et ont donc (inconsciemment) renforcé le poids des *zabbâlîn* dans les négociations. L'issue de ces négociations montre la nécessaire adaptation des modèles importés, clés en main, proposés par les multinationales aux réalités du terrain égyptien.

J'ai donc essayé, tout au long de ce mémoire, d'étudier les conséquences de la globalisation sur une communauté que j'ai à tort qualifiée de “ traditionnelle ” dans mon mémoire. L'expression de “ communauté locale ” semble non seulement moins connotée, mais également plus appropriée pour décrire la situation. Choc des univers : deux mondes s'affrontent, chacun avec ses armes. La rencontre de ces deux univers de sens est au cœur même de la crise.

Cette crise et sa gestion par les différentes parties en présence révèlent de nombreuses logiques internes de la société égyptienne. Elle est en effet symptomatique du rapport des Égyptiens au politique, tout comme elle reflète la politique de l'État égyptien à l'égard de l'*informel* en général. La crise pose aussi la question de la prise de décision et du déficit de participation de la *société civile* au sein des arènes politiques. L'écart entre le gouvernement et le peuple est aujourd'hui

béant. L'Égypte entend se moderniser, sans toutefois prendre la mesure des bouleversements que cette dynamique engendre sur ses communautés traditionnelles et ainsi fragilisées ■

NOTES :

<sup>1</sup> TOURNIER Michel, *Les Météores*, Paris, Gallimard, 1975, page 100.

<sup>2</sup> Paraphrase de l'expression employée par Lilian Mathieu pour parler du “ monde du trottoir ”. Voir MATHIEU Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, collection “ socio-histoires ”, 2001.

<sup>3</sup> *Al-Wafd*, le 15/02/03. Le journal titre : “ Le Caire, ville propre. Chose dite, chose faite ” (*Al-Qâhira, madâna nadîfa. Qûlân wa 'amalân*).

<sup>4</sup> Entretien avec David Sims le 29 avril 2003.

<sup>5</sup> Le terme *zerîba* (pluriel : *zarâyeb*) désigne les quartiers où résident et travaillent les *zabbâlîn*.

<sup>6</sup> Cette opération, réalisée en collaboration avec l'EIQ (Environmental Quality International), avait pour objectif l'amélioration de l'environnement des *zabbâlîn* ainsi que de leurs conditions sanitaires.

<sup>7</sup> CID, *The informal solid waste sector in Egypt*, janvier 2001, 35 : seulement 13% des ateliers de recyclage du Moqattam dépendent exclusivement de relations contractuelles informelles et formelles hors du quartier.

<sup>8</sup> CID, *op.cit.*, page 10.

<sup>9</sup> Les six *zarâyeb* sont : le Moqattam, Ain el-Sira et Tora pour le gouvernorat du Caire ; Ezbet el-Nakhl pour le gouvernorat de Qalyubiyya ; el-Baragîl, El-Mi'timdiyya pour le gouvernorat de Gîza (aussi appelées Ard el-Lioua).

<sup>10</sup> Entretien avec Laila Iskandar, le 17 avril 2003.

<sup>11</sup> Entretien avec Fawziya, épouse de *zabbâl* à Ezbet el-Nakhl, le 9 mai 2003.

<sup>12</sup> Entretien avec Isaac, *zabbâl* du Moqattam, le 8 mai 2003.

<sup>13</sup> Entretien avec Ayman Macram, journaliste, le 12 mai 2003.

<sup>14</sup> On peut ainsi dire que les *Sa'îdis* sont les Belges des Égyptiens, tout comme les *Homsis* en Syrie.

<sup>15</sup> Propos recueillis dans la rue, auprès de mes voisins au cours de mon travail de terrain.

<sup>16</sup> Entretien avec Dr Ayman N.Ghanem, le 17 mai 2003.

<sup>17</sup> Entretien avec Shokri Hussein, le 12 mai 2003.

<sup>18</sup> Entretien avec Mohandess A'ouad, le 15 mai 2003.

<sup>19</sup> Entretien avec Isaac, le 8 mai 2003.

<sup>20</sup> Entretien avec M. Laban, représentant de la CCBA, le 8 mai 2003.

<sup>21</sup> Entretien avec Hanny, le 20 mai 2003.

<sup>22</sup> *Al-Ahram*, le 5/02/03, *ma masîrî alân ? sanasbih bilâ 'amal wa satazîd al-batâla (...). Mihna-di, hiyya luqma 'aîsna al-wahîda*.

<sup>23</sup> Entretien avec Isaac, le 8 mai 2003.

<sup>24</sup> Eric Neveu estime que la notion d'action collective recouvre une réalité très diverse. Toutefois, il relève deux critères essentiels : 1) un “ agir-ensemble ” intentionnel qui 2) se développe dans une logique de revendication de défense d'intérêts matériels, d'une “ cause ”. Voir NEVEU Eric, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2000, pages 9 et 10.

<sup>25</sup> Entretien avec Isaac, *zabbâl*, le 8 mai 2003.

<sup>26</sup> Dena Rashed, “ Dumping the *zabbaleen* ”, *Ahram Weekly*, 11-17 juillet 2002 (issue n° 694).

<sup>27</sup> *Al-Ahram*, le 12 février 2002. À la conférence, les deux *zabbâlîn* ont présenté les technologies et les innovations de la communauté, insistant sur le fait que ce système n'a jamais coûté un centime au gouvernement (*dân an takalîf al-hukûma malaîtan wâhidân*).

## REVUE DE PRESSE :

LES ZABBÂLÎN FACE À L'ARRIVÉE DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES  
DANS LE GRAND CAIRE

Avril 2003, les multinationales, professionnelles européennes de la propreté et de la *répurgation*, affichent leur présence dans les rues de la capitale égyptienne. Le Caire étouffe sous ses monceaux d'ordures qui jonchent les trottoirs, les rues et les toits des immeubles. Les gouvernorats du Grand Caire ont décidé de saisir le problème à bras-le-corps. Suivant la voie tracée par le gouvernorat d'Alexandrie, qui a signé en septembre 2000 un contrat avec l'entreprise Onyx, filiale française de Vivendi, ils ont préféré un changement radical du système et donc déléguer la gestion de la propreté de la ville à des multinationales plutôt que de moderniser l'ancien, celui des *zabbâlîn*.

Le système de traitement des ordures, mis en place par les *zabbâlîn*, peut être qualifié de traditionnel, voire d'archaïque par les autorités égyptiennes. Il est source de nombreux problèmes sanitaires ; les conditions de vie et de travail, qui se sont certes améliorées grâce aux projets de développement lancés par les bailleurs de fonds, restent toujours très difficiles. Toutefois, pour citer la journaliste égyptienne Dena Rashed, "it may not be the ideal job, but garbage collection is still by money"<sup>1</sup>. La décision de déléguer la *répurgation* des ordures ménagères ainsi que la propreté de la ville du Caire remet aujourd'hui en question le devenir de la communauté des *zabbâlîn* qui vit de la collecte et du tri des ordures. Le journal *Al-Ahram* parle de véritable "tragédie humaine"<sup>2</sup>.

Des négociations ont été organisées par les autorités égyptiennes afin de sortir de la crise ; elles ont pour

enjeu de définir la place réservée aux *zabbâlîn* dans le système de *répurgation* des ordures ménagères, nouvellement importé d'Europe.

## LES ORIGINES D'UNE CRISE

*Des contrats qui constituent une menace et suscitent un mécontentement de la population*

Du fait de la taille démesurée de la capitale égyptienne, il était impensable de confier la gestion du traitement des ordures ménagères et le nettoyage du Caire à une seule et unique entreprise. Aussi le gouvernorat du Caire a-t-il été divisé en quatre zones, alors que les quartiers urbains du gouvernorat de Gîza ont été scindés en deux suivant un axe ouest-est. Des appels d'offres ont ainsi été lancés pour chacune des zones (à l'exception de la zone sud du Caire). Entreprises nationales et multinationales se sont présentées. Toutefois, une des conditions requises par le gouvernorat était l'obligation pour les entreprises répondant à ces appels d'offres d'avoir une expérience dans une autre grande ville... Or aucune entreprise égyptienne ne répondait à ce critère. Ce sont par conséquent quatre grosses multinationales, spécialistes mondiales de la gestion des ordures, qui ont remporté les marchés : Urbaser (dont Enser est la filiale locale) a remporté le contrat pour l'ouest du Caire, Ama Roma (filiale égyptienne : AAEC) celui pour la zone nord, FCC (filiale EES) pour le Caire-Est. Le nord de Gîza est attribué au groupe Genesu (IES), le sud revenant à FCC (filiale IES).

SOAZIG DOLLET

Institut d'études politique d'Aix-en-Provence

Au cours des premières séances de négociations, le gouvernorat du Caire aurait fait la promesse aux *zabbâlîn* que la zone sud du Caire (4<sup>e</sup> zone du Caire qui n'avait pas été ouverte à l'appel d'offres) leur serait réservée... ou au moins que la solution pour cette zone serait égyptienne. Or le 4 mai 2003, on a pu voir dans la presse une publicité pour l'appel d'offres concernant la zone sud<sup>3</sup>. La nouvelle a fait l'effet d'une bombe. Les *zabbâlîn* étaient alors partagés entre résignation et volonté farouche de faire aboutir les négociations engagées, afin de trouver une place dans le nouveau système. On peut s'interroger sur les raisons de ce qui peut être considéré (au moins en apparence) comme un changement d'attitude de la part des pouvoirs publics égyptiens. Cela révèle-t-il leur volonté non pas de réserver une zone particulière aux *zabbâlîn*, mais de les intégrer aux systèmes des multinationales ?

Ces contrats signés par les multinationales s'élèvent à environ 50/55 millions de L.E. par an et ce, pour quinze ans<sup>4</sup>. "The companies are excepted to wash the streets clean (...) and make sure all public space is spotless."<sup>5</sup> Les différents contrats stipulent que ces entreprises doivent faire une campagne de sensibilisation de la population au sein du quartier où elles travaillent, dans l'objectif de faire changer, en douceur, les habitudes des résidents. Elles doivent également avoir des bureaux dans l'ensemble des quartiers afin d'y recevoir les plaintes et commentaires des habitants. Ces entreprises ont chacune leur propre système de collecte pour réaliser cet objectif ; si ces systèmes se ressemblent, des divergences existent, liées notam-

ment au contenu même des contrats. En effet, pour les contrats passés par le gouvernorat du Caire, aucune clause sociale ne mentionnait que les entreprises étrangères devaient octroyer une place quelconque aux *zabbâlîn*<sup>6</sup>. Une telle obligation de collaborer existe cependant pour les deux entreprises présentes à Gîza<sup>7</sup>. Aussi la place faite aux *zabbâlîn* par ces entreprises diffère-t-elle, ce qui aura des conséquences au cours des négociations.

Toutefois, la tâche n'est pas aisée pour les entreprises étrangères qui doivent faire face au mécontentement de la population cairote. En effet, le système "moderne" de collecte des ordures remet en cause l'existence du système de porte-à-porte des *zabbâlîn*.

De plus, le nouveau service sera facturé en fonction de la consommation d'électricité des ménages, ou du type de bâtiment, comme c'est déjà le cas à Alexandrie depuis septembre 2000. "Using an elaborate index based on the type of property and other factors, a certain percentage of every electricity bill is calculated, and then added on as a garbage collection fee. As the consumption of electricity increases, so does the garbage collection fee", explique Dena Rashed<sup>8</sup>. Cependant, l'importante augmentation du coût du service pour les ménages est source de mécontentement<sup>9</sup>. La presse regorge d'exemples en tous genres, de particuliers ou de commerçants scandalisés par le prix d'un nouveau service moderne (entre 4 ou 5 fois plus qu'auparavant), d'autant plus que les rues des quartiers concernés ne sont pas parfaitement propres<sup>10</sup>. Leur mécontentement concerne également l'inadaptation de ce système moderne à la "culture" égyptienne et à leurs habitudes...: "I'm not going to pay for this service unless they do what they promised and collect the garbage door-to-door", déclare A'isha, une habitante de Bab al-Sha'riyya<sup>11</sup>.

"Le Caire, Ville propre"<sup>12</sup> ou la poursuite du mythe modernisateur

La décision des gouverneurs du Grand Caire de changer radicalement

les systèmes de traitement des ordures s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale. L'ambition est clairement affichée: "rejoindre le peloton des grandes capitales"<sup>13</sup>. Les autorités égyptiennes insistent sur les raisons écologiques, environnementales et sanitaires qui ont motivé leur décision. C'est pour une raison de santé publique, déclare-t-on en haut lieu<sup>14</sup>! Mais cet argument écologique est contesté par de nombreuses agences de développement qui soulignent que les *zabbâlîn* recyclent aujourd'hui plus de 80% des déchets collectés, alors que les multinationales se sont engagées à ne recycler que les 20% mentionnés dans les contrats. Afin de rendre cette décision populaire, les autorités égyptiennes utilisent également l'argument social de lutte contre le chômage — argument contesté par les *zabbâlîn* et leurs soutiens. "Quel est mon avenir?, s'interroge Hanni, 19 ans. Nous allons perdre notre travail et le chômage va augmenter. Ce travail, c'est notre seule et unique bouchée de pain."<sup>15</sup> Ainsi, "these inappropriate technologies (...) will not generate the same 7-8 jobs per ton of waste collected" estime Laila Iskandar<sup>16</sup>, qui craint une augmentation significative du chômage à la suite de l'importation de ces technologies.

La transformation du système de traitement des ordures, consacrée par l'arrivée des entreprises étrangères au Caire, constitue une illustration de la politique économique de l'État égyptien dans un contexte général de libéralisation des échanges. Elle engendre une crise au sein du système traditionnel des *zabbâlîn*. Cette crise révèle les principaux ressorts des politiques publiques, dont un des principaux moteurs est cette volonté farouche de faire de l'Égypte un modèle pour les pays arabes, un État moderne. Ce pays est animé par un *mythe modernisateur*, et la décision nationale de modifier les systèmes de collecte des ordures en est l'archétype. Deux systèmes avec leurs valeurs et leurs références s'affrontent. Il en va de l'avenir du système artisanal face à cette globalisation, cette occidentalisation des pratiques.

Ceci posé, on peut s'interroger sur les conséquences sociales et économiques de cette décision sur la communauté des *zabbâlîn* elle-même. Quels sont les bouleversements induits par la crise? Qu'est-ce que la crise révèle de l'identité des *zabbâlîn*, de leur place dans cette société égyptienne, si attachée à son image d'une nation moderne, propre et éduquée?

## LES ZABBÂLÎN DANS LA CRISE

Victimes d'un ostracisme, les *zabbâlîn* sont marginalisés et stigmatisés au sein de la société égyptienne, de par leur religion (ils sont majoritairement coptes), de par leur origine géographique (ils viennent du Sa'ïd, la Haute-Égypte, dont les habitants — objet de nombreuses plaisanteries — sont souvent accusés de tous les maux<sup>17</sup>). L'élément central de leur stigmatisation réside cependant dans leur profession: porchers et en contact permanent avec les immondices, ils sont considérés comme impurs par la population. Aussi sont-ils marginalisés socialement et géographiquement. Toutefois, on ne peut nier le lien étroit et fort qui existe entre les habitants et leur *zabbâl*, qui vient quotidiennement collecter les ordures.

La vive protestation des Cairotes contre la présence des multinationales n'a cependant pas pour ambition de défendre le sort des *zabbâlîn*, dont l'existence se trouve menacée, mais de se plaindre non seulement d'un changement dans la qualité du service, mais également d'une augmentation considérable du coût de la collecte des ordures.

Les *zabbâlîn* aiment à donner l'image d'une communauté unie (même si quelques tensions apparaissent entre quartiers). Toutefois, cette communauté dominée et marginalisée crée à son tour une hiérarchie, une structure pyramidale interne, au sommet de laquelle on trouve les *mo'allemin*, ces riches *zabbâlîn*, qui ont réussi à créer des entreprises, à acheter des camions et à monter des ateliers de recyclage.

*Les formes verbales de protestation des zabbâlîn*

Avant même l'arrivée des entreprises multinationales, les *zabbâlîn* avaient développé des formes particulières de protestation, notamment discursives, faisant ainsi du stigmate une arme. Aussi se perçoivent-ils comme des *businessman des ordures* (les plus riches tout au moins)<sup>18</sup>. Ils mettent en avant le caractère indispensable de leur présence (un *zabbâl* en effet n'hésite pas à déclarer : " Ils ont besoin de nous " )<sup>19</sup>, de leur savoir-faire et de leur expérience dans le domaine du recyclage et du traitement écologique des ordures pour le Grand Caire. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Ford Foundation a fait en sorte que deux *zabbâlîn* se rendent à la conférence internationale sur l'environnement à Johannesburg en 2002, afin d'y présenter la " technologie écologique des *zabbâlîn* " <sup>20</sup>.

Si le caractère artisanal des techniques employées et l'absence d'une totale propreté des rues du Caire sont reconnus par certains, l'argument victimaire est alors utilisé : " The *zabbaleen* are perceived to use a backward system, lacking modern equipment and hygienic practices, but they have never been paid enough for that service, therefore they have been unable to upgrade their equipment and practices... " <sup>21</sup>. De plus, ils insistent sur le fait que le nettoyage des rues n'est pas de leur compétence et que les autorités égyptiennes n'ont accordé des licences que pour un tiers seulement du parc immobilier de la capitale.

*Des modes de réaction multiples*

Au début de l'année 2003, lorsqu'ils ont appris le non-renouvellement de leurs licences de collecte, colère et résignation ont occupé le cœur des *zabbâlîn*<sup>22</sup>. Certains d'entre eux (principalement ceux du Moqattam) ont décidé d'exprimer leur mécontentement. Le 3 février, cinq cents personnes se sont rassemblées à Ard el-Lioua<sup>23</sup>, scandant des slogans tels que : " Pour la protection des

droits des travailleurs contre l'agression de l'État ! " <sup>24</sup>. Parallèlement, au Moqattam, des manifestants, après avoir occupé l'*autostrad* Dar es-Salam, ont cherché, sans succès, à rencontrer le représentant de l'État dans le quartier. Toutefois, la Sécurité d'État est intervenue, arrêtant quatre *zabbâlîn* considérés comme les meneurs de la contestation<sup>25</sup>. Cette intervention de l'armée a mis fin à toute velléité de protestation selon ce répertoire d'action.

Certains *zabbâlîn*, notamment les *mo'allemîn*, condamnent ces actions, jugées inappropriées pour défendre leurs intérêts : " Ayad, [who] is a big boss within the *zabbaleen* community and, as such, is expected to solve their problems. (...) He did seem not happy with the demonstration. (...) He blamed the crowd for their inability to develop and provide themselves with better opportunities. He was worried, however, that his own men would turn on him ", observe la journaliste Dena Rashed qui a couvert la manifestation d'Ard el-Lioua pour le journal *Ahram Weekly*<sup>26</sup>. Les *mo'allemîn* préfèrent la négociation, pensant qu'ainsi ils parviendront à se faire une place dans le nouveau système en tant que sous-traitants. Mais les entreprises étrangères entendent bien débarrasser le système de ses éternels intermédiaires que sont les patrons des *zabbâlîn*<sup>27</sup>.

La solidarité communautaire semble pour le moins illusoire dans cette période troublée. La crise ne fait que rendre plus apparents les clivages d'une communauté qui se dit homogène. Cependant, malgré l'échec d'une action collective initiale et la tenue des négociations, la protestation ouverte et " violente " des *zabbâlîn* perdure. Ainsi, afin de manifester leur mécontentement, et leur refus de participer à des " paravents de la démocratie ", des *zabbâlîn* de Gîza (à Bulaq Dakroul précisément) ont fait grève en mai<sup>28</sup>. Mais il faut souligner le caractère individuel et spontané de ces actions.

## ARTICLES DE PRESSE

## PRESSE ÉGYPTIENNE ARABOPHONE

*Al-Jumhûriyya*

le 13/01/03

le 12/03/03

*Al-Ahrrar*

le 23/01/03

le 05/02/03

le 12/03/03

le 16/03/03

le 31/03/03

*Al-Ahram*

le 12/09/03

le 15/02/03

*Al-Ahbar*

le 29/04/03

les 14 et 15/04/03

*Al-'Arabi*

le 9/02/03

le 18/05/03

*Sât al-Ûma*

le 19/05/03

PRESSE ANGLOPHONE OU FRANCOPHONE  
PUBLIÉE EN ÉGYPTÉ*Al-Ahram Hebdo*

30 juillet-5 août 2003, " Mission difficile ", par Racha Hanafi

Fin mai-début juin 2003, " Un début timide, les compagnies étrangères de ramassage engagées par le gouvernorat du Caire ont commencé leur travaux dans la capitale. Bilan ", par Samer Zarée

26 mars-1<sup>er</sup> avril 2003, " Les chiffonniers comptent leurs jours ", par Samar Zarée

12-18 février 2003, " Les chiffonniers au rebut ", par Samer Soliman

13 août 2002, " Le Caire étouffe " et " La colère des députés de Haute-Égypte ", par Héba Nasreddine

20 novembre 2001, " La filière de tous les dangers ", par Chahinaz Gheith

*Al-Ahram Weekly*

5-11 juin 2003, " The cost of cleanliness ", par Dena Rashed

29 mai-4 juin 2003, " Dumped by the people ", par Dena Rashed

8-14 mai 2003, " Rough start for new garbage regime ", par Dena Rashed

6-12 mars 2003, " Project Halted ", par Dena Rashed

13-19 février 2003, " Indigenous space ", par Dena Rashed

6-12 février 2003, " Trashed lives ", par Dena Rashed

16-22 janvier 2003, " Rough Start for new parking system ", par Dena Rashed

5-11 septembre 2002, " All that trash ", par Yasmine El-Rashidi

## L'ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS

Des négociations ont été organisées par les autorités, une fois les contrats signés, afin de sortir de la crise. C'est face au mécontentement exprimé par la population à l'égard d'un abandon du système de collecte porte-à-porte et aux mobilisations "violentes" des *zabbâlîn* que les gouvernorats du Caire et de Gîza ont été poussés à la table des négociations. À noter que l'entreprise Onyx à Alexandrie n'a pas eu à faire face à de telles difficultés parce que "the *zabbaleen* community in these two [Greater Cairo] municipalities far outnumber those in Alexandria", commente F. Duvelle, un des responsables de l'entreprise française qui sous-traite avec les *zabbâlîn*<sup>29</sup>. Pour l'ensemble du Grand Caire, les négociations sont fragmentées : elles sont menées entreprise par entreprise, zone par zone, la politique des multinationales servant de point de départ.

Les entreprises ne présentent pas un front uni, solidaire face aux *zabbâlîn*, chacune ayant sa politique<sup>30</sup>. Elles adoptent des positions différentes quant à l'introduction éventuelle des *zabbâlîn* dans leur entreprise et des attitudes divergentes quant à l'intérêt qu'elles portent au travail et au rôle de cette communauté. Aussi les autorités égyptiennes ont-elles décidé de fragmenter la négociation, afin que chaque entreprise trouve la solution qui lui convient pour remplir les clauses de propreté du contrat, avec ou sans *zabbâlîn*. Certaines multinationales (même celles qui n'étaient pas obligées d'employer des *zabbâlîn*) ont ainsi été amenées à revoir leur plan de travail initial, envisageant l'"introduction" de travailleurs appartenant expressément à la communauté *zabbâlîn*. "The big challenge for Cairo's authorities is the incorporation of garbage collectors in the new system"<sup>31</sup>.

Les conditions à l'embauche initialement imposées par les entreprises se révèlent difficiles à remplir pour bon nombre de *zabbâlîn*. Seuls

les hommes de 18 à 40 ans, délogés de leurs obligations militaires, sachant lire et écrire (voire, pour certaines entreprises, étant titulaires du baccalauréat) et n'étant pas malades pouvaient prétendre être embauchés. Or beaucoup de *zabbâlîn* ne sont pas allés à l'école et la plupart n'ont pas fait le service militaire. Quant aux exigences médicales, vu les conditions sanitaires dans lesquelles ils travaillent, rares sont ceux qui n'ont pas contracté quelques maladies chroniques. De plus, les salaires initialement prévus étaient relativement bas (250 L.E./mois), nettement inférieurs à la moyenne des revenus des *zabbâlîn* qui atteint (presque) le double de cette somme<sup>32</sup>. Par ailleurs, se voient écartés de l'embauche les femmes et ... bien entendu les enfants qui participaient activement au précédent système de tri des ordures. On ne peut certes soutenir le travail des enfants, mais comment un *zabbâl* gagnant 250 L.E. par mois pourrait-il envoyer ses enfants à l'école ?

L'enjeu de la négociation porte également sur l'accès des *zabbâlîn* aux ordures : sans ordures, ils ne peuvent nourrir leurs cochons et sans ordures, toutes leurs industries de recyclage tournent à vide. "For the *zabbaleen*, the real catch was not necessarily the money, but the income that resulted from recycling the garbage itself"<sup>33</sup>; "we want the garbage because it is our lifeline"<sup>34</sup>. Or, les contrats signés par les entreprises avec les autorités égyptiennes stipulent expressément l'interdiction qui leur est faite de vendre ces ordures<sup>35</sup>. Les *zabbâlîn* expriment leurs craintes : "If the garbage goes directly to sanitary waste dumps, I, along with many others, won't have a job", se plaint Sawi, qui renchérit : "There are many others who trade in plastic, paper and aluminium: they and their families depend on this business for their livelihoods"<sup>36</sup>. Aussi certains ne rêvent-ils que d'une chose... la non-collaboration des Cairotes et l'échec des entreprises étrangères. Alors, quelle solution pour les *zabbâlîn* du Caire : coopération ? collaboration ? em-

11-17 juillet 2002, "Dumping the *zabbaleen*", par Dena Rashed

28 février-6 mars 2002, "Capital collection", par Dena Rashed

*Cairo Times*

20-26 mars 2003, "Garbage goes modern – is child labor worse than not recycling ?", par Noha Omari

*Cairo Today*

Septembre 1988, "The *Zabbaleen*, community in transition", par Michael Georgy

*Gazette*

26 janvier 2003, "A human gold mine", par Veronica Balderas Iglesias

*La revue d'Égypte*

Avril 2003, "Zabbalines Spleen", par Fadil Lamari

Février 2003, "Recyclée", par Philippe Romain

*Ru'ya*

2002, "Zabbaleen: still in search of recognition" (*Afrâd 'ala Hamish al moujtama'*), par Yasmeen Siddiqui, 2002, "A Cairo without Zabbaleen ?", par Laila Iskandar

## PRESSE ÉTRANGÈRE

*Arabies*

Septembre 1996, "Privatisations, FMI, réformes : trois casse-tête pour Moubarak", par Christophe Ayad, p. 25-26

*Business Monthly*

Avril 2003, "The waste management business, Garbage collection farmed out, to the chagrin of *zabbaleen*", par Sanna Negus

*L'Humanité*

14 mars 1998, "Une mine d'ordures aux portes du Caire", par Philippe Jérôme <http://www.humanite.presse.fr/journal/98/98-03/98-03-14/98-03-14-078.html>

*La Vie*

28 mai 2003, n° 3013, "Les chiffonniers du Caire menacés", par Philippe Romain et Nicolas Reynaud

*Newsweek*

10 mars 2003, "Living off of Trash, the poorest of Cairo may lose their recycling jobs", par Gretel C. Kovach

ployés, sous-traitants ou chômeurs ? Même si tous n'ont pas autant à perdre, ces négociations touchent l'avenir d'une communauté toute entière. Au final, il semblerait que les *zabbâlîn* aient signé des contrats de sous-traitance avec certaines multinationales qui ont été contraintes de s'adapter aux réalités égyptiennes.

La politique menée par les gouvernorats du Grand Caire en matière de *répurgation* des ordures ne constitue que le reflet de la conception gouvernementale de l'informalité et de son traitement. En effet, alors que ces *travailleurs de l'ombre* fournissent un service peu coûteux pour la société, soulageant ainsi les finances de l'État, leur présence est jugée indésirable par des hommes politiques, partis en croisade pour la modernisation. Ceci engendre de fréquentes actions répressives qui menacent l'existence des activités et des quartiers informels, tout particulièrement urbains. La crise pose ainsi la question de la prise de décision et du déficit de participation de la *société civile* au sein des arènes politiques. L'Égypte entend se moderniser, sans toutefois prendre la mesure des bouleversements que cette dynamique engendre sur ses communautés traditionnelles et ainsi fragilisées ■

## NOTES :

<sup>1</sup> Dena Rashed, "Capital collection", *Ahram Weekly*, 28 - 6 - 2002 (issue n°575).

<sup>2</sup> *Al-Ahram*, le 15 février 2003, "ma'sâ al-insâniyya".

<sup>3</sup> *Al-Ahram*, le 4 mai 2003.

<sup>4</sup> À noter l'augmentation du coût de 3% par an, voir article : Dena Rashed, "Rough start for new garbage regime" *Ahram Weekly*, 8-14 mai 2003.

<sup>5</sup> Dena Rashed, "Dumped by the people", *Ahram Weekly*, 29 mai-4 juin 2003.

<sup>6</sup> Dena Rashed, "Capital collection", *Ahram Weekly*, 28 février-6 mars 2002 (issue n°575) : "The contract does not oblige private companies to work with the *zabbaleen*, although it forbids them from selling garbage."

<sup>7</sup> Dena Rashed, "Dumping the *zabbaleen*", *Ahram Weekly*, 11-17 juillet 2002 (issue n°694) ; voir aussi *Al-Ahram*, 31 mars 2003, article qui mentionne que les entreprises présentes à Gîza ont l'obligation d'embaucher 80% des *zabbâlîn* (*Ilzâm sarikât an-nadâfa al-ajnabiyya bitasgîl 80% min 'az-zabbâlîn*).

<sup>8</sup> Dena Rashed, "Dumping the *zabbaleen*", *art. cit.* La journaliste souligne que cette décision ne résulte pas du choix du ministère de l'Électricité mais que la responsabilité en revient au gouvernement. Et Racha Hanafi, "Mission difficile", *Ahram Hebdo*, 30 juillet - 5 août : dans une interview accordée au journal, M. Laban, président de la CCBA, explique qu'il existe une distinction quant au calcul du coût de propreté entre, d'un côté, les particuliers et de l'autre, les commerçants. Les activités commerciales ont été partagées en trois catégories. D'après *al-Jumhûriyya* du 12 mars 2003, si la consommation est entre 1KwH et 50KwH, alors la personne devra payer un supplément de 2 L.E. sur sa facture. Si la consommation est entre 51 et 200 KwH, elle devra payer 3 L.E., si plus de 201 KwH : 4 L.E. L'article indique qu'il est prévu des tarifs spéciaux pour les écoles et les administrations, ainsi que pour les industries et les hôpitaux. Toutefois, la réalité ne semble pas être en adéquation avec la théorie...

<sup>9</sup> Voir les détails dans l'article de Dena Rashed, "The cost of cleanliness", *Ahram Weekly*, 5-11 juin 2003.

<sup>10</sup> Voir notamment l'article de Racha Hanafi, "Mission difficile", *art. cit.* : "Les habitants ont d'ores et déjà commencé à crier, exprimant leur mécontentement. *Je ne paierai pas ! que l'électricité soit coupée ou non, je n'ai pas les moyens d'assumer tous ces frais.*"

<sup>11</sup> Dena Rashed, "Rough start for new garbage regime", *Ahram Weekly*, 8-14 mai 2003, et voir caricature dans *Al-Ahram*, le 20 mai 2003, et *Al-'Arabi*, le 18 mai 2003 : article montrant une augmentation de 150% de certaines factures d'électricité. Voir aussi le numéro du 19 mai 2003 de *Sûl al-Ûma*.

<sup>12</sup> *Al-Wafd*, 15 février 2003. Le journal titre : "Le Caire, ville propre. Chose dite, chose faite" (*Al-Qâhira, madîna nadîfa. Qûlân wa 'amalân*).

<sup>13</sup> *Al-Ahram*, le 23 janvier 2003. "Le Caire, ville propre dans six mois (...) un projet dont le but est de rejoindre le peloton des grandes capitales" (*al-Qâhira madîna nadîfa hilâl sitta suhûr ! (... ) al-masrû' al-jedîd al-ladî yahadaf ilâ al-lahâq bi-l-'awâsim al-kubrâ*).

<sup>14</sup> *Al-Ahram*, 18 février 2003 : "c'est essentiel pour la santé publique et un environnement sain" (*da asâsi li-s-sahat al-'ama wa-l-bî'a as-salmiyya*).

<sup>15</sup> *Al-Ahram*, 5 février 2003 : "ma masîrî alân ? sanasbîh bilâ 'amal wa satazîd al-batâla (...). Mîhna-di, hiyya luqma 'aîsna al-wahîda."

<sup>16</sup> Laila Iskandar, "Urban governance, the informal sector and municipal solid waste in Cairo", *Archis*, décembre 2000, page 4-5. À noter que Laila Iskandar est la responsable du Community and Institutionnal Development, agence qui a monté de nombreux projets de développement dans les quartiers où vivent les *zabbâlîn*.

<sup>17</sup> Voir les articles dans *Ahram hebdo*, 13 août 2002, "Le Caire étouffe" et "La colère des députés de Haute-Égypte", par Héba Nasreddine.

<sup>18</sup> Fadi Lamari, "Zabbalines Spleen", *La re-*

*vue d'Égypte*, avril 2003. Un interviewé, Romani, déclare qu' "un chiffonnier, c'est un *businessman*".

<sup>19</sup> "They need us", Dena Rashed, "Dumping the *zabbaleen*", *Ahram Weekly*, *art. cit.*

<sup>20</sup> *Al-Ahram*, le 12 septembre 2002. À la conférence, les deux *zabbâlîn* ont présenté les technologies et les innovations de la communauté, insistant sur le fait que ce système n'a jamais coûté un centime au gouvernement (*dûn an takalîf al-hukâma malaian wahidân*).

<sup>21</sup> Laila Iskandar, "A Cairo without *Zabbaleen*?", *Ru'ya*, article de 2002.

<sup>22</sup> Fadi Lamari, "Zabbalines Spleen", *art. cit.*

<sup>23</sup> Dena Rashed, "Trashed lives", *Ahram Weekly*, 6-12 février 2003 et *Al-Arabi*, le 9 février 2003.

<sup>24</sup> *Al-Arabi*, *art. cit.*, "li-l-hamâya huqûq 'umâl an-nadâfa min i'tida al-hukâma".

<sup>25</sup> Le nombre de *zabbâlîn* arrêtés varie selon les sources entre trois et quatre personnes. Il est important de souligner la faible couverture, par les médias égyptiens, de ces événements.

<sup>26</sup> Dena Rashed, "Trashed lives", *art. cit.*

<sup>27</sup> Samer Soliman, "Les chiffonniers au rebut", *Ahram Hebdo*, 12-18 février 2003 (NB - j'ai conservé l'expression de l'auteur concernant les *zabbâlîn*).

<sup>28</sup> Manifestation à Ard el-Lioua en mai 2003 - Dena Rashed, "Rough start for new garbage regime", *Ahram Weekly*, 8-14 mai 2003 et dans *Sûl al-Ûma*, le 19 mai 2003 : "Avec les grèves, les Cairotes craignent le choléra !" (*Idrâb az-zabbâlîn yuhaddid al-Qâhira bi-l-kûlîra*). *Al-Ahbar* note deux jours de grève à Ard el-Lioua les 14 et 15 avril 2003 (voir articles des jours correspondants).

<sup>29</sup> Dena Rashed, "Dumping the *zabbaleen*", *art. cit.*

<sup>30</sup> *Al-Ahram*, le 12 mars 2003 : "À chaque entreprise sa méthode, son arrangement avec les *zabbâlîn*" (*kul as-sarika laha ûstûbha fi-l-îtifâq ma'a jâmi'i al-qîmâma*).

<sup>31</sup> Dena Rashed, "Capital collection", *Ahram Weekly*, 28 février- 6 mars 2002 (issue n°575).

<sup>32</sup> Samar Zarée, "Les chiffonniers comptent leurs jours", *Ahram Hebdo*, 26 mars-1<sup>er</sup> avril 2003 ; Gamal Mohamad, *zabbâl*, déclare : "Il m'arrive de gagner plus de 1000 L.E. par mois pour une journée de quatre ou cinq heures. Comment pourrais-je accepter un si maigre salaire pour une journée de travail beaucoup plus longue ?" (*i.e.* : les huit heures exigées par les entreprises).

<sup>33</sup> Dena Rashed, "Rough start for new garbage regime", *art. cit.*

<sup>34</sup> Dena Rashed, "Dumping the *zabbaleen*", *art. cit.*

<sup>35</sup> Dena Rashed, "Capital collection", *Ahram Weekly*, 28 février-6 mars 2002 (issue n°575) : "The contract does not oblige private companies to work with the *zabbaleen* [dans le gouvernorat du Caire], however, although it forbids them from selling garbage". Et Dena Rashed, "Indigenous space", *Ahram Weekly*, 13-19 février 2003 (issue n°605) : "The contracts for Giza also state that the companies own the garbage they collect".

<sup>36</sup> Dena Rashed, "Dumping the *zabbaleen*", *art. cit.*

## GEOGRAPHY DEPARTMENT FACULTY OF ARTS, CAIRO UNIVERSITY

**DR. AMÂL ISMÂ'IL SHÂWER**  
Responsable du département de Géographie

The Geography department is one of the main departments in the faculty of arts, where there are 14 departments; 8 for languages and 6 for humanities. The study in the department takes 4 years, the student learns through it all branches of geography, physical human and regional, in addition to Arabic & English and some other subjects as history, sociology & statistics.

After the second year, the students are divided into two sections, the general one and cartography. The study in the last section focuses on all subjects related to maps: as map projections and mathematics, reading and analysis of all kinds of maps, topographic, relief, water, climates, geological & finally GIS.

In the post-graduate stage the department grants the M.A & PH.D degrees in Geography. The student who obtains grade "Good" at least joins the preparatory year for the M.A. (1 year) after passing the examination and an interview. In this year he studies 6 courses, then he registers for a thesis that last for a maximum of 5 years. This may extend to 7 years according to the report of supervisor.

In the post –graduate stage there are many types of studies in Geography. In physical Geography, there is Geomorphology, the thesis of Geom. nearly covered all the area of Egypt now, and some of these studies concentrate on the applied approach and hazards such as torrents and sand encroachment. There is a study of climate Geog. & its applications, such as khamasin and its effects as well as the effects of cold & hot spells on human activities. One of the new fields is the environmental studies and water resources as the study of the protected areas in Egypt, Desertification pollution, and other environmental problems in the urban areas.

In the field of Human Geog., there are many types of studies as population Geog., the internal and external migration. Urban Geog., Rural Geog. and Planning are another specialization. There are many studies about the Egyptian cities and towns, like the study of slump areas in big cities as Cairo, Giza, Alexandria and Assyut. There is also the branch of Economic Geog. And Land use. Moreover, there are other branches as: Historical Geog., Political Geog., Geog. Of Tourism and Medical Geog. ■

## EXTERNAL EMIGRATION OF THE EGYPTIAN INHABITANTS

### A DEMOGRAPHIC STUDY

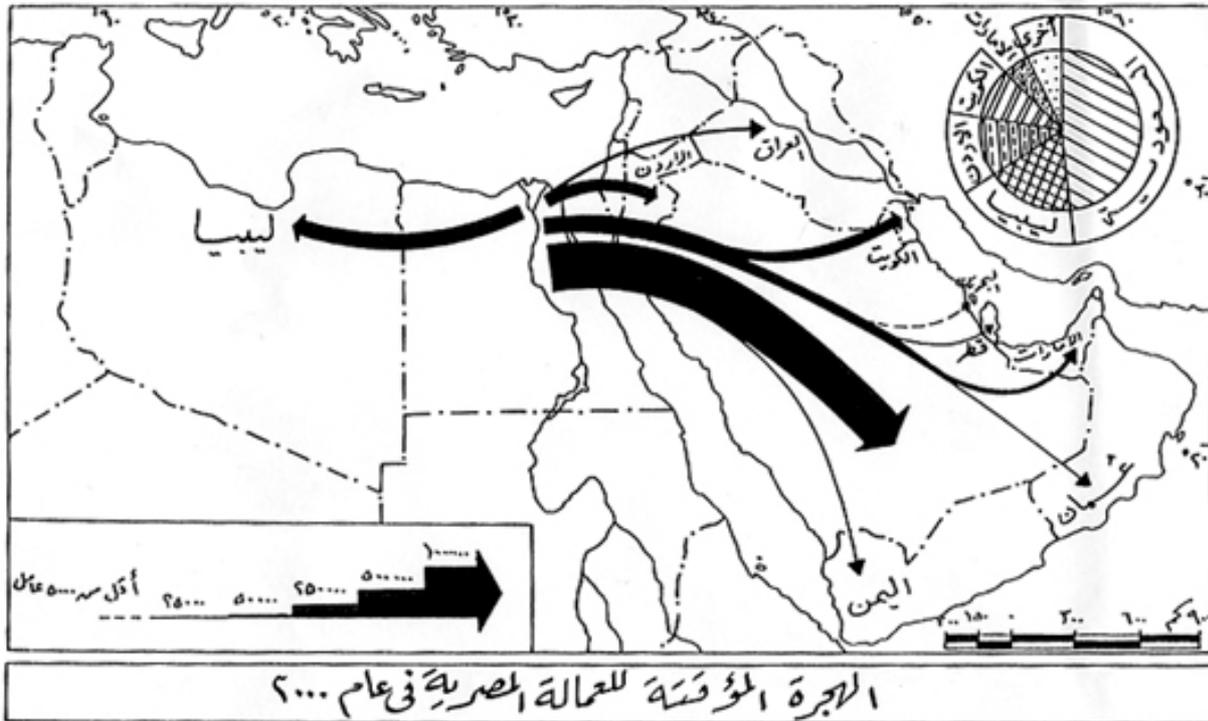
The external emigration is a new phenomenon to the Egyptian society known for its attachment and preference to its homeland. This phenomenon was first known to the Egyptian society since the middle of the 20<sup>th</sup> century that witnessed the emigration of a little number of the individuals during the fifties and the sixties, most of which were permanent immigrants. The Egyptian society witnessed the group emigration since 1973 after the government has adopted the open economy policy and the increasing price of the oil.

This study is composed of eight chapters preceded by an introduction and followed by a conclusion. It is divided

into two distinct parts: the first focusing on studying the permanent emigration of the Egyptian inhabitants, while the second focuses on the temporary and returning emigration. The introduction explains the reasons for which this topic was selected, it also shows the purposes of the study, its relevance, the research problematic, the research methodology, the resources of the study, the previous relevant studies in addition to the concept of the external emigration and the local authorities that are responsible of emigration in Egypt.

The first chapter tackles the different phases during which the external emigration has evolved in addition

**MOHAMMED AHMED ALÎ**  
Département de Géographie



to its \_\_\_ size. These phases covers five periods according to the government's policy toward the emigration and which are divided as follows: from the mid fifties to the year 1966, from the year 1967 to the year 1973, from the year 1974 to the year 1984, from the year 1985 to the year 1990 and from the year 1991 to the year 2000 respectively. Moreover, the chapter tackles the study of the size of the emigration of Egyptian inhabitants over three distinct periods: before the year 1975, during the period from 1975 to 1991 and from the year 1992 to the year 2000.

Part one starts after chapter one and is composed of three chapters: 2, 3 and 4. Chapter two tackles the numerical and relative evolution of the permanent emigration of Egyptian inhabitants and the geographic distribution. From this chapter it was shown that the number of permanent immigrants has increased since the sixties to reach it maximum during the period (1967-1973), but it has decreased during the eighties and the nineties. It was also shown that the permanent emigrants from Egypt of permanent type immigrate mainly to the United States, Canada and Australia.

Chapter three tackles the demographic, social and economic specifications of the permanent emigrants from Egypt. From this chapter, the following points where emphasized: the number of male emigrants is higher than the number of female emigrants. The majority of emigrants are from the middle age groups. It was also shown the big number of Christians among the emigrants, and that most permanent emigrants had

a university level education and had scientific and technical professions. It was also shown that this distribution was the result of the demand of the receiving countries that select the emigrants according to their age group and education and professional status.

Chapter four tackles the factors that led to the permanent emigration of Egyptian inhabitants as well as the consequences of this type of emigration and the problems faced by the permanent emigrants. It was evident that the political factors had an important role in this type of emigration in addition to the economic, psychological, geographic factors, in addition to the demands imposed by the receiving countries. The chapter has also presented the economic, demographic and social impacts of the permanent emigration of Egyptian inhabitants. The chapter concluded with a study of the main problems faced by the permanent Egyptian emigrants.

Following chapter four starts part two of this study, which comprises the chapter five to chapter eight. Chapter five discusses the numeric and relative evolution in the number of emigrants of temporary type and their geographic distribution. It was noticed from this chapter that the number of temporary emigrants has gradually increased sine the year 1973 and has reached a maximum during the eighties, then it has started to decrease at the beginning of the nineties because of the Iraqi invasion to Kuwait, and then has increased again after the second gulf war. It was shown the majority of emigrants from Egypt of permanent

type immigrate to the oil producing Arab countries while few number immigrate to the United States and European countries.

Chapter six deals with the demographic, social, economic specifications of the temporary emigrants from Egypt. It was shown that the majority of the temporary emigrants are male and from the middle age group. It was also shown that the characteristics of the emigrants from urban and rural origins were dissimilar, where the majority of emigrants coming from the rural parts were illiterate and working in agriculture field, and production workers. Iraq and Jordan are the countries that receive the majority of those emigrants. On the other hand, emigrants from urban origins were mostly at the university level education, working in technical and scientific professions as well as production workers. The remaining of the oil producing Arab countries receives the majority of those emigrants.

Chapter seven tackles the factors that led to the temporary emigration of Egyptian inhabitants as well as the consequences of this type of emigration and the problems faced by the emigrants. The factors of temporary emigration are economic, demographic, political and geographic in addition to the literacy and the demands imposed by the receiving country and the competition represented by labor force from Asiatic countries. It was shown that the economic factors had an important role in such emigration; this comprises the decline in the economic development rates in Egypt

as well as the decrease of salaries and the increasing inflation rates within the second half of the twentieth century. The chapter has also discussed the economic, demographic, political, social impacts of this emigration whether positive or negative. The chapter concluded with a study of the main problems faced by emigrants of temporary type.

Chapter eight deals with the returning emigration to Egypt. Starting with the numeric and relative evolution of the returning emigration where it was shown that their number has started to grow during the seventies. This number has increased during the eighties to reach its maximum at the beginning of the nineties because of the returning emigrants from both Iraq and Kuwait after the Iraqi invasion to Kuwait. The chapter has also studied the geographic distribution of returning emigrants where it was shown that most of them were returning from Iraq and Saudi Arabia. The chapter concluded with a study of the characteristics of returning emigrants and the factors of returning emigration and its impacts as well as the emigrants problems.

At the end came the conclusion that figure out the future of the external emigration from Egypt. The researcher has relied on the results obtained from the study in addition to recent demographic, social, economic indices to study the future external emigration from Egypt. The deduction was that the size of the permanent and temporary emigration from Egypt would decrease during the coming years ■

## THE STUDY OF ECOSYSTEMS AND HUMAN ACTIVITIES IN THE MIDDLE COAST OF THE NILE DELTA

AHMED MOHAREM ISMÂ'IL  
Département de Géographie

The study of ecosystems and human activities in the middle coast of the Nile Delta focuses on the most important spatial relationships between man and surrounding wetland environment. The research, also studies the geographic diversity of ecosystems controlled by integrity and multi-relation functions acting between and among them, as well as quantifies the human impacts on the natural environment and confirms the approach of sustainable development to maximize the use of study area resources without reaching the threshold of environment change.

However, in the light of previously published work and the present study, the relationship between

ecosystems and human activities in the middle coast of the Nile Delta is tackled in six chapters preceded by a preface and followed by a conclusion and recommendations ■

### Key Words :

- |                             |                           |
|-----------------------------|---------------------------|
| 1- Ecosystem,               | 2- Environmental systems, |
| 3- Biogeography,            | 4- Human impacts,         |
| 5- Nile Delta Coast         | 6- Coastal environment,   |
| 7- Borrollus lake,          | 8- Climatic change,       |
| 9- Sustainable Development, | 10- Impact Assessment     |

## THE STUDY OF ECOSYSTEMS AND ENVIRONMENTAL SYSTEM OF THE EASTERN COAST OF SINAI

AHMED MOHAREM ISMÂ'ÏL

Département de Géographie

The study of ecosystems and Environmental system of the Eastern coast of Sinai is concerned with one of the most important issue that is man -environment relations, specially in its spatially framework through the Application of Geographic information systems and Remote sensing techniques.

The study Area is laying at the western (Egyptian) bank of Aqaba Gulf and is extended between Tâbâ city as a northern boundary, coral Reef submerged ecosystem at the east, the Eastern Sinai Drainage basins water divide at the west and Ra's Muhammad as a southern boundary.

The study consists of five chapters preceded by an introduction and followed by a conclusion; each chapter is divided into three parts at least to serve the chapter objectives.

The introduction determines in details, the area under investigation, and the reasons that stand behind the selection of the subject. The objectives of the study as well as the approaches and tools that are used are stated.

The first chapter discusses the landscapist evolution of the Eastern coast of Sinai through studying the lithological, structural and evolutional aspects of the southern Sinai Geological formations, depending upon Remote Sensing and Geographic Information techniques to reveal the main characteristics of the Geologic formations and lineaments, namely faults, fractures, dykes and Joint sets.

The second chapter is considered the backbone of the Natural Environmental systems in this thesis. It is divided into five parts including: the various methods of Geographic ecosystem delineation, the Eastern Sinai drainage basins and Networks delineation by using the automatic extraction techniques, and the chapter ended by delineation of cliff, coastal plain and submerged littoral environmental systems.

The Third chapter throws the light on the main aspects of land use and land cover mapping by means of data collection, manipulation and analysis from topographic maps, fieldwork, GPS and supervised classification based on GIS & RS software. Eventually focusing on the land use of the Eastern Sinai coast that is classified into four coastal sectors including, Tâbâ, Nuwayba', Dahab and Sharm al-Shaysh sectors.

The Fourth chapter is concerned with the Environmental Impact Assessment, which covers both the natural and human effects and impacts. The EIA of the nature concluded that the valleys in the Eastern Sinai, which are usually dry but, when some rainstorm occurs, vigorous stream flow can take place along the Valleys and affect the drainage system itself and the other surrounding environmental systems such as human settlements, tourism resorts, cliff, coastal plain and coral Reef.

It is of interest to estimate the catchments net rainfall, which might have generated the Eastern Sinai valleys flash floods depending on both of short and long forecasting methods. This is the topic tackled in the beginning of the fifth chapter.

The Second part of chapter five focuses on the proposed projects for protecting the human existence and its developmental sites in the Eastern Sinai coast by establishing many dams, sub canals and surface reservoirs to mitigate the torrential flood hazards.

The chapter ended by a GIS selection of tourism development, Marinas and Jetties best locations according to many environmental and developmental criteria.

Finally, the conclusion shows the main results with some suggestions in order to develop the eastern Sinai coastal Area in a good Geo-environmental manner according to the sustainable development definition ■

## GEOMORPHOLOGY OF ABU SHIH BASIN IN THE EASTERN DESERT

SAMÂH SAYÎD

Département de Géographie

**A**bu Shih basin is situated in the west-south part of AlMa'aza hill in the eastern desert. It extends between the latitude 26°44'30" and 27°54'0" in the north, and the longitude 31°31' and 32°12'50" in the east.

The basin is bounded from the north by watershed that separates it from Qibli Emo Valley and bahari Emo Valley as well as the branches of AlAssiuty Valley. From the south, the basin is bounded by the watershed that separated it from AbuHamoul Valley, AlGallaweeya Valley and the branches of BeirAin Valley. From the east, it is bounded by the watershed that separates it from the branches of Qassab Valley, and from the west the Nile Valley into which the basin flows.

The basin covers the area of 1800 km<sup>2</sup> approximately, its maximum length, from east to west is 71,1km, while its maximum width is 6,3 km.

The maximum height of the basin in the east is 549m over the sea surface. This height decreases gradually toward the west, where it reaches 58m over the sea surface at its mouth. There are many branches that feed the basin like the valleys of AlAdabeyya, UmDud and AbuHalifa.

The geological formations in the region are various and impact the shape of the surface where the oldest rocks fall to the lower eocene, followed by the residues of the plio-pleistocene that are represented by the graduations in the basin covering the edges of the main border. The holocene residues appear on the top of the hierarchy and are represented by the sand dunes and sand sweeps.

There are several cracks in the basin that take distinct directions. The valleys and their branches are affected by these cracks where most of them take the same dominant directions.

The basin is distinguished by the diversity of its morphological formations: there exist a lot of constructions like faulty edges, abrasive formations like valleys and isolated hills, precipitation formations whether in the form of rivers like in the precipitation in the middle of the valleys and in the grades or in the aerial form like the sand dunes and tumulus. The study aim at identifying the main characteristics of the basin and the drainage network of the main flow and its branches. The purpose is also to study the hydrology of the basin in order to recognize the volume of the surface flow and to deduct the relation between the surface flow and the characteristics of the basin and the drainage network, in addition to know the possibility of the occurrence of flood and the ways to benefit of that. The purpose of the study is also to identify the morphological phenomena in the basin, their origin and evolution as well as the geomorphologic transformations that contributed in its shaping and to transform this information into a geomorphologic map, to contribute in setting up planning projects and to make use of the environment. This also aims at determining the best economic methods for the optimal use of the region.

There is also an ongoing project that targets the reclamation of ten thousand feddan of land by relying on the (well) source water in the basin in addition to water from the Nile ■



## CHRONOLOGIE DE L'ÉGYPTE

DOSSIER DE PRESSE (1<sup>er</sup> AVRIL-30 JUIN 2003)

LUCIE HABIB

À partir de la presse égyptienne :

<i>Al-Ahrâm</i>	AHR
<i>Al-Akhabâr</i>	AKH
<i>Al-Ahâli</i>	AHI
<i>Al Wafd</i>	WA
<i>Al-Ahrâr</i>	ARR
<i>Al-Usbû</i>	USB
<i>Al-Midân</i>	MID
<i>Al-Gumhûryya</i>	GUM
<i>Al-Musawwar</i>	MUS
<i>Al-Guil</i>	AGL

### ÉCONOMIE

□ **30/04/2003** *Coopération* Le Dr. Fayza Abou El Nagua, secrétaire d'État à la Coopération internationale, et le Dr. Chris Panthene, représentant de l'Union européenne, ont signé deux conventions importantes : la première prévoit le financement d'un programme national d'enseignement et de formation professionnelle, la seconde envisage un soutien direct à l'exportation. (ARR)

□ **25/05/2003** *Crise* Le volume des exportations égyptiennes pourrait dépasser les 7350 millions de dollars à la fin du mois prochain : 4495 millions provenant de l'industrie et du secteur agricole, 2855 millions des exportations d'hydrocarbures et d'électricité. Il est à noter que les exportations ont augmenté de 706 millions de dollars par rapport à l'année 2001/2002. Cependant, les réserves en devises étrangères sont en constante régression cette année. Elles atteignent désormais 19 100 millions de dollars. En cause, les crises du trans-

port aérien et maritime (canal de Suez) et du tourisme. (AKH)

□ **01/06/2003** *Banque* Un récent audit signale la mauvaise santé du système bancaire égyptien. Sans le soutien de la Banque centrale, neuf banques seraient directement menacées de faillite. Par ailleurs, cette même étude met en cause le système des cartes bleues, en vigueur depuis quatre ans en Égypte. (ARA)

### ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

□ **12/04/2003** *Pollution* Le gouverneur de la mer Rouge et le ministère de l'Environnement mettent en œuvre un plan de travail national visant à protéger la faune et la flore marines. Les pollutions en cause proviennent principalement des eaux de drainage sanitaire, des matières organiques, de certains métaux lourds. (AHR)

□ **05/05/2003** *Paille de riz* Le secrétaire d'État pour les affaires de l'environnement, le Dr. Mamdouh Riyad, a affirmé que l'incinération des déchets solides cessera totalement au mois d'octobre de cette année. Ainsi, la paille de riz sera transformée en engrais organiques et nourritures pour le bétail au lieu d'être brûlée. Par ailleurs, les usines les plus polluantes seront déplacées à l'extérieur du Caire. (WA)

□ **03/06/2003** *Médicament* La santé publique victime d'un désaccord entre son ministère et les multinationales de la pharmacie. Ces dernières exigent une augmenta-

tion du prix des médicaments à la suite de la dévaluation de la livre égyptienne face au dollar. Le ministère refuse catégoriquement d'aligner les prix. Depuis, les compagnies ont cessé l'importation de médicaments essentiels. En dépit des déclarations répétées du ministre de la Santé, qui assurent l'abondance de ces médicaments sur le marché, les pharmacies sont en rupture de stock. La Compagnie égyptienne pour le commerce du médicament a cessé d'importer certains médicaments indispensables à la prise en charge thérapeutique de certains cancers. Leur prix a donc augmenté. (AGL)

□ **25/06/2003** *Nil* La protection de l'environnement est la responsabilité de toute la société. Le ministère de l'Environnement a décidé d'imposer une surveillance stricte des eaux du Nil pour prévenir toute pollution. Aussi, la police de l'Environnement est-elle intervenue sur le bateau restaurant *King* près du quartier al-Manial. Un habitant avait surpris les mariniers en train de déverser huiles et gasoil et en avait informé directement le ministre de l'Environnement, le Dr. Mamdouh Riyad. Celui-ci a formé un comité *ad hoc* pour évaluer sur place l'impact du sinistre. Le propriétaire a été arrêté. Il a été obligé de pomper le solar et les huiles en provenance de son bateau. (AKH)

### TRANSPORTS

□ **23/04/2003** *Médicament* Le conseil local du gouvernorat de

Qîna a réclamé des solutions urgentes au problème des accidents de la route, notamment sur les axes reliant le gouvernorat aux gouvernorats voisins. Sur ces voies rapides et sinueuses, éclairage public et poste de secours font cruellement défaut. (ARR)

□ 16/05/2003 *Tabac* Le ministre de l'Aviation civile, Mr. Ahmed Chafik, décrète l'interdiction de fumer sur les vols d'Egyptair, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2003. Cette nouvelle réglementation s'applique aussi bien sur les vols intérieurs qu'internationaux. Il n'y aura plus de places " fumeur " dans les avions. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, l'Organisation internationale de l'aviation civile avait demandé à ses états membres de légiférer sur cette question. (WA)

□ 30/05/2003 *Bagdad* Après douze ans d'interruption, le ministère de l'Aviation civile étudie actuellement une reprise éventuelle des vols d'Egyptair à destination de l'Irak. (WA)

□ 09/06/2003 *Accidents* À l'ordre du jour du Conseil populaire local du gouvernorat d'al-Buhayra, la construction de passerelles piétonnières pour mettre fin aux nombreux accidents dans les villages traversés par l'autoroute. Le Conseil a également discuté du projet de transfert de la route Damanhûr/Dilingât. Les membres du Conseil ont souligné l'urgence de la mise en place d'une passerelle dans le village de Bardala pour protéger ses habitants qui traversent quotidiennement l'autoroute Le Caire/Alexandrie. À ce jour, cent cinquante-cinq personnes ont trouvé la mort dans des accidents en franchissant cette autoroute. (WA)

## URBANISME

□ 03/04/2003 *Dysfonctionnement* Le dernier rapport de l'Organisme national de l'eau potable et du drainage a procédé à l'évaluation des systèmes de drainage sani-

taire. Face aux dysfonctionnements chroniques et à une maintenance insuffisante, il préconise le recours à des compagnies privées pour administrer et entretenir, dans tout le pays, les réseaux de drainage sanitaire, ainsi que les stations d'épuration. (WA)

□ 05/05/2003 *Ordures* Les résidus du drainage sanitaire sont devenus une bombe qui menace l'environnement du gouvernorat de Minyâ. Devant l'accumulation des ordures dans les différentes régions du gouvernorat, les responsables ont fait venir des véhicules pour enlever ces immondices. Mais loin d'être résolu, le problème s'en est trouvé aggravé car les déchets ainsi collectés ont été tout bonnement rejetés dans les sources d'eau potable. La santé des habitants est menacée. C'est le cas à Samallût où déchets et ordures ont été jetés dans un cours d'eau se trouvant à proximité d'un hôpital ! (ARR)

□ 03/06/2003 *Privatisa* Le Conseil des ministres a décidé de privatiser les organismes de distribution d'eau potable et de drainage sanitaire. Ces nouvelles compagnies restent sous la tutelle du ministère de l'Habitat, mais leur administration relève désormais de la responsabilité des gouverneurs. Cette décision a suscité un grand débat au sein du ministère de l'Habitat, qui cède l'un de ses grands organismes au profit des gouvernorats. (AGL)

□ 06/06/2003 *Tourisme* L'Organisme de planification a préparé un plan d'aménagement complet pour la ville d'Abû Simbel, afin de mettre en valeur le patrimoine historique de cette ville. Abû Simbel jouit d'un environnement exceptionnel. Dans ce contexte favorable, ce plan voudrait augmenter la superficie de la ville pour atteindre 1600 feddans en l'an 2017 contre 66 feddans actuellement. Il vise également une croissance du nombre d'habitants. 18 000 personnes sont attendues, alors que la population actuelle en compte 5500. Le

plan prévoit le développement de zones d'habitation et de loisirs, la mise en place d'infrastructures touristiques et la valorisation des monuments historiques. (AHR)

□ 28/06/2003 *Drainage sanitaire* Quatre millions de L.E. ont été débloqués afin de mener à terme les travaux de construction des réseaux de drainage sanitaire dans seize gouvernorats. Le ministère de l'Habitat et l'Organisme national de l'eau potable et du drainage sanitaire ont décidé l'achèvement de soixante-deux nouveaux projets au niveau national et ce, avant la fin de l'année 2003. La capacité des réseaux varie de 2000 à 75 000m<sup>3</sup> par jour. (WA)

## LOGEMENT

□ 09/04/2003 *Jeunes* Dans la ville du Dix-de-Ramadan, l'État a récemment construit de nouveaux parcs de logement dédiés aux jeunes qui travaillent principalement dans les usines et les bureaux du gouvernement. Malheureusement, ce projet souffre de l'absence d'un centre médical et de la négligence des questions de l'environnement et de propreté. (WA)

□ 27/04/2003 *Jeunes* Depuis 1995, 80 000 familles ont bénéficié, dans les villes nouvelles, du projet " Moubarak " de logements pour les jeunes. Ce grand projet allège les charges qui pèsent sur les jeunes foyers en leur donnant accès à un logement à prix modéré. Actuellement, une tentative de coordination entre l'Organisme des sociétés urbaines et les différents gouvernorats vise à l'établissement de tous les services dans les villes nouvelles pour, premièrement, attirer de nouveaux habitants et, deuxièmement, encourager les investissements du secteur privé dans le domaine du logement. (AHR)

□ 29/04/2003 *Vacance* Plus de la moitié des appartements de la ville du Six-Octobre n'est pas ha-

bitée. Le nombre de logements vides, qui était auparavant évalué à 11 000, atteindrait actuellement celui de 36 500. À ce jour, seules 30 500 unités de logement sont habitées dans la ville. (AKR)

□ 26/05/2003 *Aide au logement* Le ministre de la Planification, Mr. Osman Mohamed Osman, a déclaré que le plan du développement social et économique de l'État pour l'année 2003/2004 consacre 625 millions L.E. de crédits à faible taux. Il s'agit de permettre aux personnes ayant des revenus modérés d'accéder à un logement convenable. Le ministre rappelle que l'État a construit 180 000 logements dans les villes nouvelles. (AHR)

### GRANDS CHANTIERS

□ 30/04/2003 *Tushka* Au mois d'août, vingt-et-une unités de la gigantesque station de pompage "Moubarak" fonctionneront à Tushka. Quatre unités fonctionnent actuellement au maximum de leur capacité. Le ministre des Ressources aquatiques et de l'Irrigation, le Dr. Mamdouh Abou Zeid, a affirmé que 10 000 feddans étaient actuellement irrigués sur les zones de la première et de la deuxième branches du canal de Cheikh Zayed. Les eaux d'irrigation proviennent de la fameuse station, via la rivière Nasser. L'enjeu de ce grand projet national est à terme d'accroître la superficie habitable en Égypte de 5 % à 25 %. À ce jour, 98 % de la construction de la station de pompage "Moubarak", 70 % des travaux de la troisième branche du canal de Cheikh Zayed, 50 % de la jonction de béton acheminant l'eau

de la station au cours principal du canal de Cheikh Zayed sont achevés. (AHR)

□ 02/05/2003 *Jeunes* Une décision présidentielle octroie 60 000 feddans du projet Tushka aux petits investisseurs et à de jeunes diplômés. Il est également question de leur mettre en place un réseau d'irrigation et de drainage interne.

*Irrigation* À l'occasion d'une visite en Égypte, la délégation de la Banque internationale de la construction et de l'urbanisme a pu examiner le financement d'un projet à l'ouest du Delta. Il s'agit de construire un nouveau canal à partir du Nil afin d'irriguer des territoires qui sont actuellement approvisionnés par l'eau des puits. Ce canal contribuerait à fertiliser 10 000 nouveaux feddans.

*Circulation* D'ici le mois d'octobre, Le Caire devrait connaître l'aboutissement de projets urbanistiques de grande envergure : les ponts de Nuzha, de l'aéroport et du Mirghanî, l'élargissement du pont du 6-October au-dessus de la rue al-Galâ', en plein centre-ville, l'ouverture, dans la région d'Abû al-'Ila, d'une nouvelle rampe de sortie. (AHR)

□ 03/05/2003 *Parking* Le premier ministre et le gouverneur du Caire inaugureront le premier garage souterrain construit sous la place Tahrir. Celui-ci, qui a coûté 220 millions L.E., peut contenir 640 voitures sur 4 étages. Il est à noter que le gouvernorat a l'intention de créer six autres garages souterrains dans les régions encombrées. Le gouverneur du Caire rappelle que

2 millions de voitures circulent chaque jour dans les rues du Caire. (AKH)

□ 27/05/2003 Le ministère du Développement local a approuvé l'attribution d'une enveloppe de 157 millions de L.E. pour prolonger les efforts d'aménagement des régions non planifiées, pour l'année budgétaire 2003/2004. Depuis une dizaine d'année, 2,9 milliards de L.E. ont été investis dans des programmes de développement. Les gouvernorats tentent d'acheminer l'électricité et l'eau potable dans les zones non planifiées, d'y mettre en place un système de drainage sanitaire. Le ministre de la Planification, en accord avec le ministère de l'Approvisionnement, a décidé d'établir, dans ces mêmes lieux, des marchés exemplaires. Avec le consentement des ministères de la Santé, de l'Enseignement et de l'Environnement, des centres sanitaires vont être implantés. (AHR)

□ 3/06/2003 *Circulation* Après la fin du percement du tunnel de la rue El Orouba le mois prochain, débutera l'aménagement des accès. L'ouverture à la circulation est prévue au mois d'octobre. Avec ce tunnel d'une longueur de 1500 mètres, l'encombrement des carrefours des rues al-'Urbân, al-Tayarân et Youssef Abbas devrait disparaître. Par ailleurs, le ministre de l'Habitat et le gouverneur du Caire ont visité le nouvel autopont de l'aéroport dont la longueur atteint 1000 mètres. Il devrait fluidifier le trafic en provenance d'Héliopolis et de Nasr City. La valeur de ces investissements aura atteint la somme de 150 millions de L.E. (AHR)



Lettre d'information  
de l'Observatoire urbain du Caire contemporain  
**CEDEJ**, 2, Sikka al-Fadl,  
Tél. : (00202) 3928711 / 16  
P.O. Box 392, Muhammad Farid, Le Caire.

Directeur des publications : Bernard Botiveau  
Responsable des publications : Jean-Noël Ferrié  
Rédaction : Philippe Tastevin  
Conception : Maha Galal  
Correction : Lorraine Miltgen  
Information : Hala Bayoumi  
Halla.Bayoumi@cedej.org.eg

[www.cedej.org.eg](http://www.cedej.org.eg)